

---

# FRANCE TERRE D'ASILE

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2007

Dessin de Plantu paru dans *Le Monde* du 31 mars 1990.  
Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur, qu'il en soit ici chaleureusement remercié.

---

**FRANCE**  
**TERRE D'ASILE**  
**RAPPORT D'ACTIVITÉ 2007**  
**SOMMAIRE**

# SOMMAIRE

## Editorial

Historique de France Terre d'Asile	5
Les missions de France Terre d'Asile	9
Bilan de l'asile en France et en Europe	10
Bilan politique 2007 – Activités des instances	13

## Activités transversales et services centraux

La direction des ressources humaines	18
Le Service coordination et logement des réfugiés	24
Le Département intégration	26
Le Centre de formation	32
La plate-forme d'accueil pour les Mineurs Isolés de Paris	35
Le Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers de Caen : SAMIE	38
Le Centre d'Accueil et d'Orientation pour Mineurs Isolés Demandeurs d'Asile : le Caomida de Boissy-Saint-Léger	40
Le Service d'assistance sociale et administrative	43

## Notre action dans les départements

France Terre d'Asile au 31 décembre 2007	49
05 Hautes Alpes Centre d'Accueil de Gap	50
Pasaj 05 de Gap	50
14 Calvados Centre d'Accueil de Caen	51
Plate-forme de Caen	51
15 Cantal Centre d'Accueil d'Aurillac	52
Plate-forme d'Aurillac	53
24 Dordogne Centre d'Accueil de Périgueux	54
27 Eure Centre d'Accueil d'Evreux	55
Plate-forme d'Evreux	56
CERF d'Evreux	56
32 Gers Centre d'Accueil d'Auch	57
33 Gironde Centre d'Accueil de Bègles	58
41 Loir-et-Cher Centre d'Accueil de Blois	59
Plate-forme de Blois	60
41 Loir-et-Cher Centre d'Accueil de Romorantin	61
41 Loir-et-Cher Centre d'Accueil de Vendôme	63
48 Lozère Centre d'Accueil de Chambon le Château	64
49 Maine et Loire Centre d'Accueil d'Angers	65
CERF d'Angers	66
50 Manche Centre d'Accueil Saint-Lô	67
Plate-forme Saint-Lô	68
52 Haute Marne Centre d'Accueil de Chaumont	69
Service d'accueil et d'orientation de Chaumont	70
53 Mayenne Centre d'Accueil Mayenne	71
PASSAJ 53 de Laval	72
60 Oise Centre d'Accueil de Senlis	73
75 Paris Centre d'Accueil de Paris	75
76 Seine Maritime Centre d'Accueil Rouen	76
Plate-forme de Rouen	78
Plate- forme Le Havre	78
CERF de Rouen	78
77 Seine et Marne Centre d'Accueil de Melun	79

79 Deux Sèvres Centre d'Accueil de Niort	80
Plate-forme de Niort	81
83 Var Centre d'Accueil de Toulon	82
91 Essonne Centre d'Accueil Massy	84
Centre d'Accueil de l'Orge	85
92 Hauts de Seine Centre d'Accueil de Châtillon	87
Plate-forme de Châtillon (PAODA)	88
93 Seine St Denis Centre d'Accueil de Saint-Denis	89
Centre d'Accueil de Stains	90
94 Val de Marne Centre d'Accueil de Créteil	92
Plate-forme de Créteil	94
Pole insertion de Créteil	94
95 Val d'Oise Centre d'Accueil Sarcelles	95

## Bilan financier et rapport financier de l'exercice 2007

Bilan financier	98
Annexes au Bilan	103

## Annexe

Glossaire	115
Quasimodo, le magazine audio de France Terre d'Asile	116
Bulletin d'abonnement	117

*L'asile n'est pas à confondre avec l'immigration. Du Nord au Sud de l'Europe, nombre de responsables politiques réaffirment la main sur le cœur ce slogan. Pourtant, l'Europe s'est depuis 2000 considérablement fermée aux demandeurs d'asile. Ils sont 220 000 dans l'Europe à 27 à avoir demandé protection contre 400 000 sept ans plus tôt dans l'Europe à 15. Partout en Europe, un puissant courant monte en faveur de la fermeture des frontières et de la sélection des migrants. Les enjeux de l'accueil et de la protection se déplacent bien souvent aux frontières de l'Union. Les organisations de défense du droit d'asile sont marginalisées tant l'heure est à la protection... des territoires. Pourtant, leur travail est le plus souvent remarquable et indispensable à une mission qui ne saurait se construire sans ou en dehors de la société civile.*

*En France, les personnes demandeuses d'asile accueillies dans nos structures continuent à recevoir le statut de réfugié dans des proportions importantes, le double du taux général de reconnaissance.*

*Les enjeux pour l'avenir sont immenses. Ils impliquent une professionnalisation constante et une détermination à agir à l'échelon approprié.*

Pierre Henry  
Directeur général

# HISTORIQUE DE FRANCE TERRE D'ASILE

## Porte-voix des asilés

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, France Terre d'Asile a été créée en 1971 afin de promouvoir et de défendre le droit d'asile, une spécialisation jusqu'alors inédite dans le paysage des structures militantes pour les Droits de l'Homme.

Issus de milieux intellectuels provenant de la Résistance, mais aussi du réseau Curiel, d'associations chrétiennes et laïques, ses fondateurs s'engagent dans un rôle de médiation avec les pouvoirs publics. Ils insufflent également à l'association une forte volonté d'agir sur le terrain en faveur des nombreux demandeurs d'asile qui affluent au gré de l'actualité.

### **LA MISE EN PLACE DE L'ACTION DE FRANCE TERRE D'ASILE ET DU DISPOSITIF NATIONAL D'ACCUEIL : 1971-1980**

Lors du coup d'État au Chili de septembre 1973, France Terre d'Asile se mobilise et propose à des associations de se regrouper au sein d'un « comité de coordination pour l'accueil des réfugiés du Chili » qui permettra de rassembler plus de 25 associations et groupements pendant plus de deux ans.

Dans ce même temps, elle participe à la mise en place administrative d'un dispositif d'accueil au titre de l'Aide sociale permettant d'accueillir les personnes qui arrivent en France munies d'une autorisation préalable d'entrée et de séjour dans des centres provisoires d'hébergement (CPH).

De nombreuses nationalités sont dénombrées parmi ces « arrivées officielles » entre 1973 et fin 1974, vagues successives de réfugiés « accueillies » dans le Chili d'Allende, Argentins, Péruviens, Brésiliens, mais aussi Uruguayens, Haïtiens, Boliviens, Dominicains, Nicaraguayens, puis quelques unités originaires du Honduras, du Guatemala, San Salvador, Paraguay, et bien sûr de très nombreux Chiliens. A tous ces réfugiés d'Amérique latine, s'ajoutent ceux venus le plus souvent en isolés des pays de l'Est, d'Afrique noire, du Moyen-Orient, de l'Extrême-Orient et qui demandent l'asile aux frontières. D'autres sont des groupes bénéficiant d'autorisations préalables tels que des Ethiopiens de Djibouti lors de l'accession de ce pays à l'indépendance, plus tard des Comoriens suite au coup d'État survenu dans leur pays.

Fin 1974, ce sont près de 30 CPH qui ont été mobilisés ou créés pour l'accueil de ces populations, France Terre d'Asile étant responsable de leurs salariés jusqu'à mi 1975, la Cimade et le Secours Catholique participant activement à ses côtés à la gestion de ces établissements. Elle effectue dans cette même période des démarches parallèles afin que ces réfugiés (terme englobant à l'époque « demandeurs d'asile » et « réfugiés statutaires ») puissent bénéficier d'un apprentissage accéléré du français et que les budgets alloués à cet effet soient augmentés.

Force de proposition, France Terre d'Asile travaille à une décentralisation de ce dispositif en province bien qu'il s'agisse dans ses débuts d'une entreprise complexe. France Terre d'Asile ouvre un premier CPH, dit « éclaté », qui sert de référence aux nombreux CPH éclatés créés par la suite pour l'accueil des populations du sud-est asiatique.

# HISTORIQUE DE FRANCE TERRE D'ASILE

Les principales missions de l'association sont lancées : promouvoir une véritable « politique d'accueil des réfugiés », organiser un premier accueil de ces populations, préparer et faciliter l'insertion de ces personnes en réunissant les premiers éléments (langue parlée, travail, logement)...

Ayant prouvé ses compétences dans le domaine de l'accueil d'urgence, France Terre d'Asile est missionnée, en 1975, pour organiser aux côtés d'autres structures partenaires, l'accueil des nombreux réfugiés provenant de l'Asie du Sud-Est. Six d'entre elles, la CIMADE, le Comité National d'Entraide, la Croix-Rouge Française, France Terre d'Asile, le Secours Catholique et le SSAE se réunissent régulièrement en un comité de liaison qui traite de tous les aspects de l'accueil et de la répartition des tâches. France Terre d'Asile se voit confier la responsabilité des centres de transit, de la prospection en vue de l'ouverture des centres d'hébergement et du contrôle du processus de première insertion. Deux centres de transit gérés par l'association voient donc le jour, à Créteil et à Puteaux. Ces centres sont destinés à recevoir les réfugiés pour un premier accueil sanitaire et social nécessaire à leur orientation vers un CPH.

De mai 1975 à la fin février 1980, 63 056 réfugiés originaires pour la presque totalité des trois pays de l'ancienne Indochine sont accueillis officiellement en France.

Ces deux missions ont permis de renforcer le rôle de coordinateur et la position de médiateur privilégié de France Terre d'Asile avec le gouvernement durant cette période de mise en place du dispositif national d'accueil (DNA) dont la gestion lui est confiée.

## 1980-1991 :

### FRANCE TERRE D'ASILE AU CŒUR DE LA RÉORGANISATION DU DISPOSITIF NATIONAL D'ACCUEIL

En 1990, France Terre d'Asile gère depuis plus de 10 ans le dispositif national d'accueil et tient toujours le secrétariat de la Commission nationale d'admission, présidée par la Direction de la population et des migrations. Cette commission a pour objet de répartir les réfugiés dans les centres de transit vers les CPH.

Impliquée très fortement dans la Commission de sauvegarde du droit d'asile, France Terre d'Asile milite pour que la France respecte ses obligations au regard de sa propre Constitution (préambule de 1946), de la Convention de Genève adoptée en 1951, relative au statut des réfugiés, et plus largement au regard de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme (1950). Cet engagement de l'État nécessite impérativement qu'il se constitue partie prenante dans l'organisation et le financement d'un dispositif d'accueil permettant de pérenniser une action qui ne pourrait l'être si elle dépendait uniquement des dons. Il s'agit également de réduire au maximum toute possibilité de discrimination, de défendre la justice sociale, l'égalité républicaine et de ne pas se placer dans une logique de charité mais plutôt de devoir.

France Terre d'Asile poursuit donc, en parallèle de son action sur le terrain, sa participation directe à la politique publique de

l'accueil des réfugiés.

En septembre 1991, l'association se mobilise aux côtés d'autres organisations pour demander au gouvernement de l'époque de procéder à une régularisation des déboutés de l'asile, partiellement réalisée par le biais d'une circulaire de Jean-Louis Bianco régularisant quelques 15 000 personnes sur 50 000 dossiers déposés. C'est à ce moment que le gouvernement scinde le DNA en deux types de dispositif et qu'il retire le droit au travail aux demandeurs d'asile. Jusque-là, le dispositif accueillait sans discrimination les demandeurs d'asile et les réfugiés statutaires. Les structures existantes vont ainsi transformer leur statut en CPH réservés aux réfugiés statutaires ou en centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

#### Les missions des Cada :

- **Accueil et hébergement des demandeurs d'asile,**
- **Accompagnement administratif, social et médical,**
- **Animation et scolarisation des enfants,**
- **Gestion de la sortie du centre (déboutés en particulier).**

Le Cada France Terre d'Asile de Créteil ouvre ses portes en 1991 et conserve en parallèle son activité de transit. En 1993, un CPH d'une capacité de 50 places s'ajoute aux activités de l'établissement. En 1995, France Terre d'Asile ouvre un Cada dans la commune de Senlis, bien que l'activité de coordination du DNA reste une priorité pour l'association.

Contrairement à ce que le gouvernement pensait, la demande d'asile, qui avait fortement augmenté en 1990-1991 suite au conflit dans les Balkans, chute spectaculairement entre 1992 et 1996 pour se stabiliser, en 1997, à 17 000 demandes.

Dans une moindre mesure, l'application des accords de Schengen (entrés en vigueur le 26 mars 1995 et complétés en 1997 par la convention de Dublin) instaure un mécanisme de détermination de l'État responsable du traitement d'une demande d'asile et installe cette tendance dans la durée. Cet événement va venir à nouveau modifier le paysage de l'asile en Europe. La crise des Balkans et l'intervention de l'Otan vont entraîner le déplacement de centaines de milliers de réfugiés aux portes de l'Europe. La demande d'asile repart à la hausse dans toute l'Europe.

## 1998-2006 :

### LA NATIONALISATION DU SECTEUR DE L'ASILE

En mars 1999, le dispositif national d'accueil compte 63 Cada dont 2 centres de transits et 28 CPH répartis sur l'ensemble du territoire français, pour une capacité d'environ 4 000 places. Il est insuffisant pour faire face à plus de trente mille demandes d'asile annuelles. La situation s'aggrave et des solutions d'urgence sont fabriquées en hâte comme l'ouverture d'un centre d'urgence à Sangatte. Ce lieu deviendra le symbole de tous les errements de la politique française en matière d'immigration et d'asile.

Pendant ce temps, France Terre d'Asile se mobilise fortement en faveur des mineurs isolés demandeurs d'asile et de l'intégra-

# HISTORIQUE DE FRANCE TERRE D'ASILE

tion des réfugiés statutaires. En effet, jusqu'ici, les mineurs isolés représentent une très faible partie du public réfugié de toutes origines et sont accueillis dans les mêmes structures que leurs aînés. En 1992, ils sont une centaine de mineurs isolés de toutes origines sur la France entière. Les mineurs arrêtés par la police de l'air et des frontières sont envoyés vers la structure de France Terre d'Asile à Créteil. En 1995, un orphelinat rwandais y est accueilli puis les flux de mineurs en « arrivée spontanée » augmentent en 1996-1997. Le foyer de Créteil accueille à cette période plus de 30 mineurs isolés. Sous la conduite de Pierre Henry, directeur général de l'association, France Terre d'Asile travaille alors activement sur cette nouvelle problématique et contribue à la rédaction d'un avis auprès de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme. En 1999, l'association fonde le Caomida, l'unique centre d'accueil et d'orientation pour mineurs isolés demandeurs d'asile en France. Ce centre, financé par l'État, a une capacité d'accueil de 33 places.

Donner un contenu social au droit d'asile a toujours été une préoccupation de France Terre d'Asile. Avec la création du département Intégration, c'est une action concrète en faveur des réfugiés et des migrants de droit qui est entreprise. La mise en place de dispositifs originaux d'accompagnement à l'emploi, au logement, à la formation, à la mobilité géographique et professionnelle des réfugiés mais aussi des régularisés de l'asile font de l'organisation un lieu d'expertise reconnu.

Les équilibres négociés durant les années 80 et la répartition des missions entre les associations intervenant sur le champ de l'asile sont questionnées dès 2000. La marchandisation du secteur social, le recours de plus en plus fréquent aux financements européens imposent une modification du fonctionnement des organisations. France Terre d'Asile n'échappe pas à la règle. Elle se professionnalise tout en conservant sa fonction de porte-voix des asilés. Cela ne se fait pas sans soubresauts. Un mouvement social secoue l'organisation au début de l'année 2000. Conscient des modifications qui risquent d'intervenir à très court terme dans le secteur de l'asile, le conseil d'administration donne son aval à une politique d'implantation en province.

Entre 2001 et 2006, France Terre d'Asile ouvre 26 structures sur l'ensemble du territoire pour représenter environ 15 % de la capacité d'accueil du DNA en 2006.

Fin 2003, la mission d'animation et de coordination du DNA que France Terre d'Asile assumait depuis trente ans a été transférée à l'Office des migrations internationales (OMI). En 2005, l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) remplace l'OMI et absorbe le Service social d'aide aux émigrants (SSAE). Le ministère des Affaires sociales confie de nouvelles missions à France Terre d'Asile, portant principalement sur l'intégration des réfugiés statutaires.

## **2007 :**

### **EXTERNALISATION ET HARMONISATION**

À l'issue des élections présidentielles, une vaste réorganisation du secteur de l'asile et de l'immigration est entreprise avec la création d'un ministère de l'immigration dont l'intitulé exact

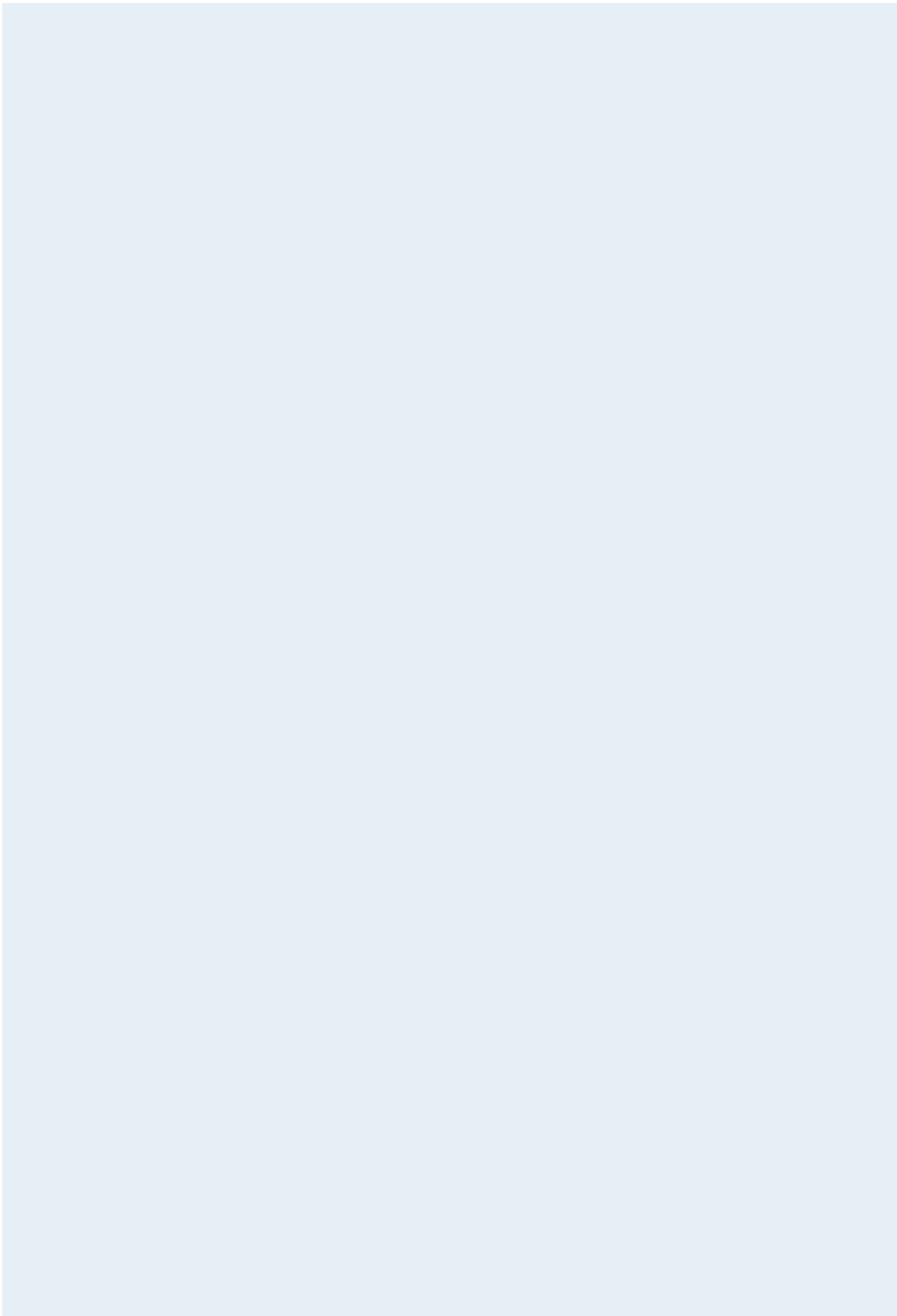
fera couler avec raison beaucoup d'encre.

Le secteur de l'asile est dorénavant sous la seule autorité de ce ministère.

La régionalisation du dispositif est entreprise. Ce mouvement de plus grand contrôle des demandeurs d'asile se déroule dans un contexte européen où souffle le vent de la fermeture et de l'externalisation.

Les enjeux de l'accueil des demandeurs d'asile se déplacent aux frontières de l'Europe. Le système issu de la Convention de Genève est plus que jamais interrogé.

**Au 31 décembre 2007,  
France Terre d'Asile compte 467 salariés.**



# LES MISSIONS DE FRANCE TERRE D'ASILE

**Promouvoir**  
**Assister**  
**Accueillir**  
**Former**  
**Insérer**

## **La promotion du droit d'asile en France et en Europe**

---

France Terre d'Asile mène un travail juridique et politique, des actions d'information, des démarches ainsi que des interventions auprès des organismes publics et privés concernés. Membre du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (CERE), France Terre d'Asile intervient régulièrement auprès des plus hautes instances françaises et européennes traitant de la défense du droit d'asile.

## **L'assistance sociale et administrative aux demandeurs d'asile**

---

France Terre d'Asile accueille, informe et oriente les demandeurs d'asile en fonction des besoins repérés (hébergement d'urgence, point repas, vestiaire, etc). Elle leur apporte une aide administrative et sociale, du début de la procédure jusqu'à la détermination ou non de la qualité de réfugié. Elle accompagne les demandeurs d'asile qui sollicitent un hébergement dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) et les assiste dans l'élaboration de leur demande.

Par ailleurs, France Terre d'Asile soutient les primo-arrivants dans leurs premières démarches administratives par la délivrance d'une domiciliation postale, l'ouverture d'un compte postal en vue de recevoir l'allocation d'insertion, l'ouverture des droits pour l'immatriculation à la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) ainsi que l'ouverture des droits à la couverture médicale universelle (CMU) complémentaire (accès aux soins).

## **L'accueil des mineurs isolés demandeurs d'asile**

---

France Terre d'Asile gère deux centres d'accueil pour mineurs isolés demandeurs d'asile. Ces centres accueillent les mineurs isolés demandeurs d'asile et leur apportent une aide spécifique, notamment en liaison avec la plate-forme d'accueil située à Paris.

## **La formation de professionnels du secteur**

---

France Terre d'Asile propose aux travailleurs sociaux des formations sur les différents aspects de l'accompagnement juridique, social et psychologique des demandeurs d'asile, ainsi que sur l'insertion socioprofessionnelle des réfugiés.

## **L'insertion sociale et professionnelle des réfugiés statutaires et des migrants de droit**

---

France Terre d'Asile œuvre pour l'intégration de ceux à qui notre pays a accordé sa protection et qui sont destinés à y demeurer durablement, afin que cette question soit partie prenante du droit d'asile en France et en Europe. A ce titre, le département intégration de France Terre d'Asile a mis en place plusieurs dispositifs ayant l'objectif de prévenir l'exclusion sociale et professionnelle des réfugiés et des migrants de droit.

# Le bilan de l'asile en France et en Europe

## UNE BAISSÉ CONTINUE DE L'ASILE EN FRANCE

Pour la troisième année consécutive, la demande d'asile a diminué en France. En 2007, l'Office français de protection des apatrides et des réfugiés (Ofpra) a enregistré 35 520 demandes contre 39 332 en 2006. Toutefois, cette tendance est moins marquée (-9,7 %) qu'en 2006 qui avait connu une baisse de 33,6 %. La première demande d'asile (hors mineurs accompagnants) s'est élevée à 23 804 et les demandes de réexamen ont connu une baisse plus conséquente pour atteindre 6 133 demandes. Enfin, si les mineurs accompagnants sont de plus en plus nombreux, 459 mineurs isolés ont demandé l'asile en 2007 soit 19 % de moins qu'en 2006.

Près d'un quart des demandes d'asile

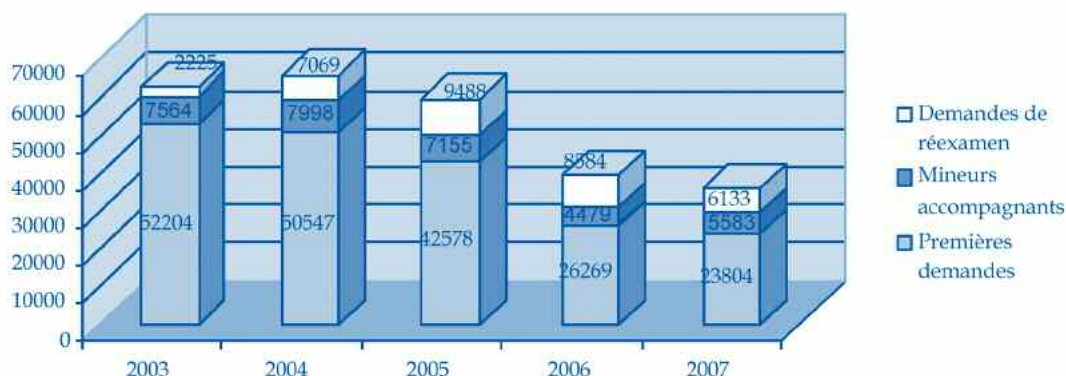
a été examiné dans le cadre de la procédure prioritaire, qui concerne de plus en plus les premières demandes d'asile (41 % des procédures prioritaires en 2007 contre 34 % en 2006). Plus de 1 840 demandeurs d'asile ont vu leur demande de protection examinée en centre de rétention administrative. Les demandes d'admission sur le territoire français au titre de l'asile ont augmenté de plus de 40 %, l'Ofpra ayant rendu 3 598 avis dont 97 % à l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle.

43,4 % des demandeurs d'asile résidaient en Ile-de-France (10 261 premières demandes hors mineurs accompagnants). Comme les années précédentes, suivent la région Rhône-Alpes (2 522), la région PACA (1 558) et l'Alsace (928). La demande continue à baisser dans les départements et collectivités d'outre-mer à l'exception de Mayotte.

Contrairement à 2006, la diminution de la demande d'asile ne concerne pas toutes les principales nationalités de demandeurs d'asile. Si les demandes turque et algérienne continuent de baisser, on observe l'augmentation de la demande serbe, devenue la première nationalité des demandeurs d'asile, russe, arménienne et bangladaise. Si l'on prend en considération les mineurs accompagnants, nombreux dans les demandes russes et serbes, et les réexamens, importants pour les demandes turques et sri lankaises, la Russie devient le principal pays d'origine des demandeurs d'asile (3 511) suivie du Sri Lanka (3 371), de la Serbie (3 342) puis de la Turquie (3 053). La demande d'asile en provenance des pays d'origine sûrs a continué de baisser avec 1 519 demandes.

## LA DEMANDE D'ASILE EN FRANCE 2003-2007

SOURCES : RAPPORT D'ACTIVITÉ OFPRA, 2003-2007



## PRINCIPAUX PAYS DE PROVENANCE DES DEMANDEURS D'ASILE (HORS MINEURS ACCOMPAGNANTS)

SOURCES : RAPPORT D'ACTIVITÉ OFPRA, 2007

	2007	2006	Evolution 2007/2006
Serbie	2 250	2 182	3,1 %
Turquie	2 039	2 570	-20,7 %
Russie	2 001	1 550	29,0 %
Sri Lanka	1 845	1 993	-7,4 %
RDC	1 802	1 958	-8,0 %
Arménie	1 495	1 232	21,3 %
Chine	1 262	1 200	5,2 %
Bangladesh	923	581	58,9 %
Algérie	865	998	-13,3 %
Congo	827	769	7,5 %
Autres pays	8 495	11 236	-24,4 %
<b>Total</b>	<b>23 804</b>	<b>26 269</b>	<b>-9,4 %</b>

8 781 personnes ont été admises sous la protection de la France en 2007 contre 7 354 en 2006. 3 401 demandeurs ont été reconnus par l'Ofpra, ce qui porte le taux d'accord à 11,6 % (7,8 % en 2006). 5 380 personnes ont été admises à la suite d'une annulation de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Parmi ces protections, 706, soit 8 % de l'ensemble des décisions positives, relèvent de la protection subsidiaire contre 554 en 2006. Les taux d'admission varient considérablement selon les nationalités. Ainsi, si 78,4 % des demandeurs d'asile maliens sont admis par l'Ofpra, bien que le Mali soit un pays d'origine sûr, seules 2,5 % des

demandes serbes aboutissent à une protection en première instance. Pour cette dernière nationalité, l'accès à la protection résulte essentiellement de la CNDA qui a accordé une protection à 577 Serbes alors que l'Ofpra n'en a reconnu que 64.

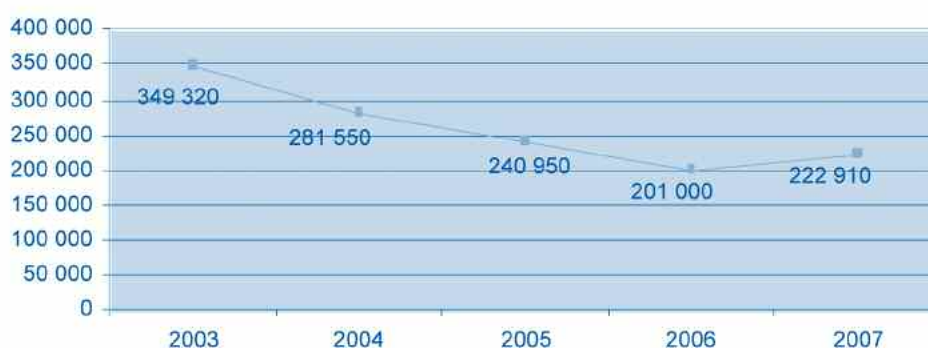
Les principaux pays d'origine des nouveaux réfugiés sont en 2007 le Sri Lanka, la Russie, la Turquie et la Serbie. Au 31 décembre 2007, 130 926 personnes étaient placées sous la protection de l'Ofpra dont 1 836 bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Une nouvelle carte de l'asile en Europe se dessine.

Alors que le nombre de demandeurs d'asile dans l'Union européenne a été divisée par deux entre 2001 et 2006, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) constate un renversement de tendance l'année dernière. En effet, en 2007, les États membres de l'Union européenne ont enregistré 222 900 nouvelles demandes d'asile (mineurs inclus) contre 201 000 en 2006, soit une augmentation de 11 %. Cette augmentation a été plus importante dans les 12 nouveaux États membres (+21 % contre +9 % dans les 15 anciens États membres).

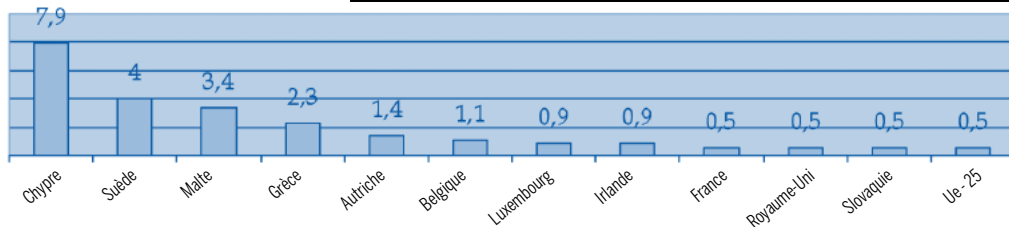
## NOMBRE DE DEMANDEURS D'ASILE DANS L'UNION EUROPÉENNE

SOURCES : ASYLUM LEVELS AND TRENDS IN INDUSTRIALIZED COUNTRIES, 2007, UNHCR, MARS 2008



## NOMBRE DE DEMANDEURS D'ASILE POUR 1 000 HABITANTS

SOURCES: ASYLUM LEVELS AND TRENDS IN INDUSTRIALIZED COUNTRIES, 2007, UNHCR, MARS 2008

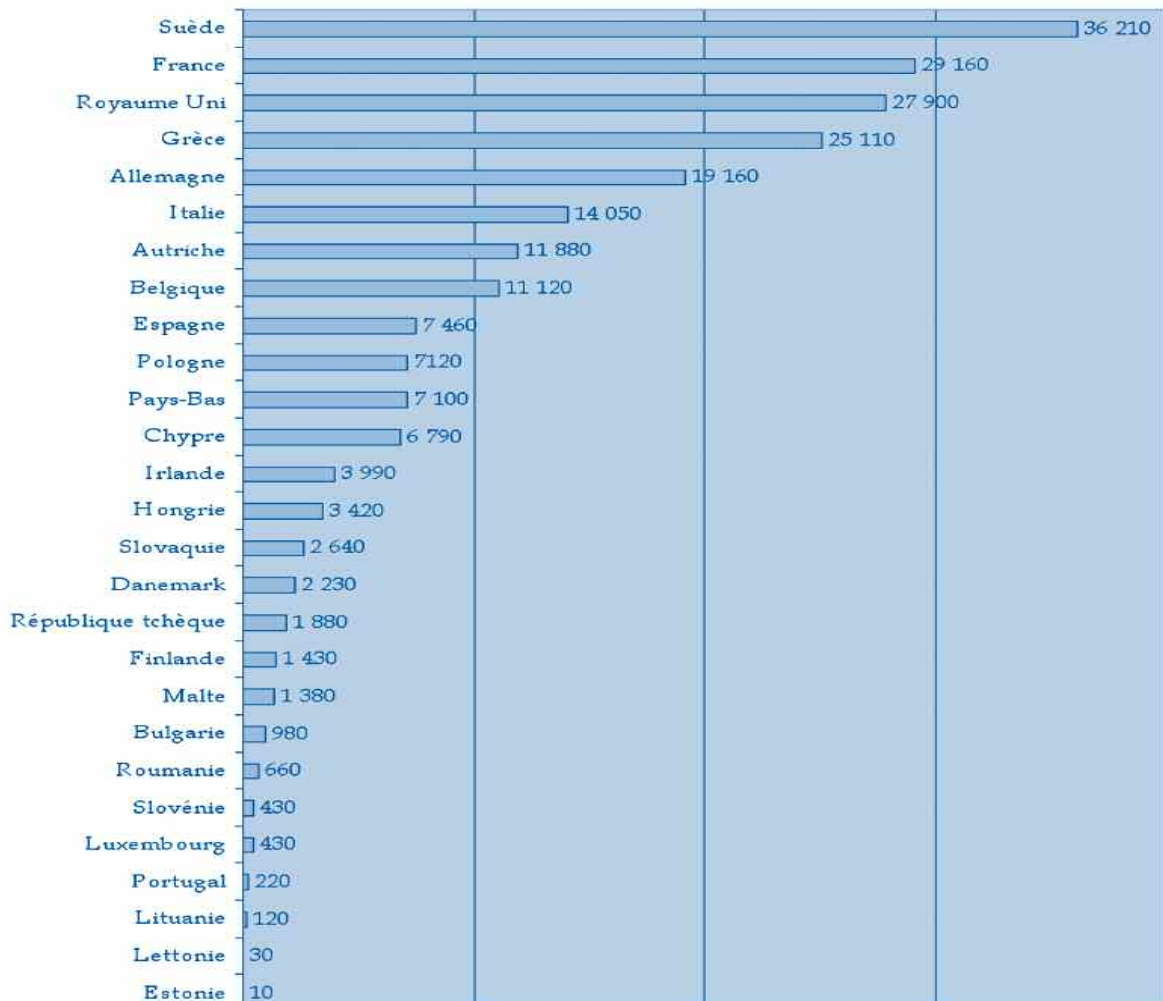


Tous les pays ne sont pas concernés de la même manière par la demande d'asile. Ainsi, on continue d'observer une baisse de la demande d'asile dans les « traditionnels » pays d'accueil en Europe : -11 % en Autriche, -9 % en Allemagne, -4 % en Belgique, -51 % aux Pays-Bas. En revanche, certains pays ont observé de fortes augmentations : +49 % en Suède, +105 % en Grèce, +35 % en Italie, +41 % en Espagne, +61 % en Pologne. Il apparaît donc que l'accueil des demandeurs d'asile se déplace progressivement vers les pays périphériques de l'Union, qui, hormis la Suède, n'ont pas une longue tradition d'accueil des réfugiés et disposent de moyens financiers plus limités. À l'inverse, l'Allemagne connaît son niveau de demandes d'asile le plus bas depuis 1977, les Pays-Bas depuis 1988 et le Royaume-Uni depuis 1989.

L'année 2007 est marquée par la forte augmentation de la demande d'asile irakienne. Après une croissance de 80 % en 2006, celle-ci double en 2007 pour atteindre 38 286 demandes. La moitié de ces ressortissants s'est réfugiée en Suède où ils ont trouvé, à plus de 80 %, une protection. En Grèce, où 5 475 Irakiens ont demandé l'asile en 2007, ce taux est de 0 % en première instance. Près de 16 698 Russes ont demandé une protection dans l'Union européenne (+22 %), 13 193 Pakistanais (+110 %), 12 668 Serbes (-7 %) et 9 327 Somaliens (+56 %).

## LA DEMANDE D'ASILE DANS L'UNION EUROPÉENNE EN 2007 PREMIÈRES DEMANDES ET MINEURS ACCOMPAGNANTS

SOURCES: ASYLUM LEVELS AND TRENDS IN INDUSTRIALIZED COUNTRIES, 2007, UNHCR, MARS 2008



# Bilan politique 2007

## Activités des instances

Le conseil d'administration de France Terre d'Asile s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jacques Ribs, à quatre reprises en 2007 ; le bureau s'est, lui, réuni à un rythme bimensuel.

La 37<sup>e</sup> assemblée générale s'est déroulée le 22 septembre 2007 ; les rapports d'activités et financiers ont été adoptés à l'unanimité. Les statuts ont été modifiés, de façon à permettre d'élargir l'action de France Terre d'Asile à l'ensemble des migrations de droit (regroupement familial, conjoint de Français, régularisés notamment). C'est là une évolution majeure dans l'histoire de France Terre d'Asile.

A de nombreuses reprises, les représentants de France Terre d'Asile, notamment Jacques Ribs, Nicole Questiaux et Pierre Henry ont été auditionnés par les autorités compétentes tant au niveau national qu'europpéen (Parlement, Ministère de l'immigration, Commission européenne, Commissaire européen aux Droits de l'Homme).

Madame Benassayag représente France Terre d'Asile à la Commission nationale des Droits de l'Homme, organisme

placé auprès du premier Ministre, dans lequel siègent à d'autres titres, Nicole Questiaux et Jacques Ribs.

L'élection présidentielle de 2007 nous a permis d'interroger l'ensemble des candidats sur leur vision et leurs propositions dans le domaine de l'asile et de l'immigration. Ces réponses ont été référencées dans un numéro spécial de la revue *ProAsile*.

Plusieurs événements ont été organisés en 2007, et notamment deux colloques.

Le premier, le 17 octobre, portant sur la politique d'accueil et de protection pour les mineurs isolés étrangers. Madame Dominique Versini, défenseure des enfants, Monsieur Patrick Bloche, député de Paris, maire du 11<sup>e</sup> arrondissement, Madame Hélène Franco, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, y sont intervenus, mais aussi les représentants de l'Aide sociale à l'enfance de Paris et de Seine-Saint-Denis, pour rappeler l'actualité de la protection des mineurs isolés étrangers et indiquer les possibles voies de progrès.

Le 7 novembre, un colloque portant sur la politique d'intégration s'est déroulé à Paris. Madame Krieger, présidente du Haut conseil à l'intégration, Madame Jacqueline Costa-Lascoux, directrice de recherche au CNRS, Monsieur Tandonnet, conseiller à la Présidence de la République, y ont apporté leur contribution. Ce colloque a été l'occasion de réaffirmer la nécessité d'un partenariat avec différents acteurs tels le collectif Ville-Campagne, ou SOS Racisme représenté par Dominique Sopo et la CFDT, représentée par Jean-Louis Malys.

En novembre 2007, dans un climat général de tension, deux intervenantes sociales de France Terre d'Asile ont été interpellées et mises en garde à vue dans le cadre d'une enquête sur le démantèlement d'un réseau d'aide au séjour irrégulier. Aucune poursuite n'a finalement été retenue contre nos salariés ; une pétition pour le respect du travail social lancée par France Terre d'Asile a reçu le soutien d'une cinquantaine d'organisations et recueilli les signatures de plus de 12 000 personnes.

De nombreuses interventions et tribunes dans la presse, tant locale que nationale écrite, parlée, visuelle, ont permis de mieux faire connaître les activités de l'association. France Terre d'Asile tente d'éclairer l'opinion publique sur le sujet controversé de l'asile et de l'immigration. Plus de 300 papiers ou reportages ont mentionné les activités, les positions, ou les actualités de l'association.

Le site web – [www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org) – a été rénové, enrichi. Il enregistre actuellement plus de 500 000 connexions/an. Un partenariat a été conclu avec la Maison des journalistes, association accueillant des journalistes réfugiés à Paris. Chaque semaine, un magazine audio de 20 minutes est réalisé et mis en ligne sur le site.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, ÉLU LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, EST COMPOSÉ DES 27 MEMBRES SUIVANTS :

Alain Auzas, Jean-Pierre Bayoumeu, Jacqueline Benassayag, Stéphane Bonifassi, Anne-Marie Camdessus, Georges Dagher, Paulette Decraene, Patrick Denele, François-Xavier Desjardins, Patrice Finel, Dominique Gauthier-Eligoulachvili, René Knockaert, Claude Leblanc, Jean-Pierre Lebonhomme, Luc Mainguy, Alain Micheau, Michèle Paucó-Baldelli, Nicole Questiaux, Jacques Ribs, Patrick Riviere, Jean-Claude Routier, Frédéric Tiberghien, Philippe Waquet, Catherine Wihtol de Wenden et Iradj Ziai.

### LE BUREAU EST COMPOSÉ DE 8 MEMBRES

Jacqueline Benassayag, Georges Dagher, Paulette Decraene, Nicole Questiaux, Jacques Ribs, Patrick Riviere, Frédéric Tiberghien et Catherine Wihtol de Wenden.

**A ce bureau sont associés Monsieur Pierre Henry et Monsieur Hormazabal**

La collection des Cahiers du social s'est enrichi de nouvelles publications portant sur les droits des réfugiés, la prise en charge des mineurs isolés étrangers, mais aussi d'études sur le transfert d'argent des migrants ou l'accès au logement.

La revue ProAsile et la Lettre de l'Observatoire de l'Intégration ont

contribué à alimenter une réflexion générale de qualité. Au niveau local, l'ensemble de ces actions a été amplifié et relayé, notamment au moment de la Journée mondiale du réfugié le 20 juin. A Paris, une manifestation a réuni plus de 1 000 personnes sur le parvis de Notre-Dame, avec un slogan : La France et l'Europe

doivent protéger les réfugiés.

Soulignons enfin l'apport essentiel aux côtés de nos salariés de nombreux bénévoles, tant dans les centres que dans les services et les comités locaux. Ils sont plusieurs centaines à s'investir quotidiennement. Qu'ils en soient vivement remerciés.

# FRANCE TERRE D'ASILE

## DANS LA PRESSE EN 2007 (EXTRAITS)

LE MONDE

POINT DE VUE, 16 AOÛT 2007

### IMMIGRATION ET DROIT D'ASILE, QUELLE POLITIQUE ?

par Jacques Ribs et Pierre Henry

Avec la nouvelle loi promise par Brice Hortefeux, ce sera la 15<sup>e</sup> fois depuis 1981 que le Parlement légifère sur la question de l'immigration, la 4<sup>e</sup> en cinq ans. On aimerait être assurés de l'impérieuse nécessité de ce texte et qu'il correspond bien non pas à des objectifs de politique intérieure mais à la recherche d'efficacité dans la construction d'une politique d'intérêt partagé entre les pays sources, les migrants et les pays d'accueil. Trois éléments nous semblent d'une importance majeure.

Tout d'abord, la reconnaissance du droit des migrants. Dans la lettre de mission adressée par le président de la République au ministre de l'immigration, en juillet, il est un objectif qui doit retenir l'attention : l'engagement de concertations pour l'élaboration d'un traité multilatéral définissant les droits et devoirs des Etats en matière de gestion des flux migratoires. Or qu'il nous soit ici permis de rappeler qu'un instrument international adopté par l'ONU le 18 décembre 1990, entré en vigueur le 1er juillet 2003, existe déjà. Il s'agit de la Convention internationale sur la protection

des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. A ce jour, trente-sept Etats dans le monde l'ont ratifiée, dont l'Algérie, le Sénégal, le Maroc ou encore la Turquie... Malgré plusieurs interpellations du Parlement européen, aucun Etat membre de l'UE n'a mis son paraphe au bas de ce traité.

Cette convention, pourtant, institue un cadre propre à garantir des conditions saines, équitables et dignes en ce qui concerne les migrations internationales. Elle invite les Etats à procéder à des consultations et à coopérer pour la bonne organisation du retour des travailleurs migrants, pour prévenir et éliminer l'emploi illégal. Elle précise aussi les droits reconnus aux étrangers en situation régulière, tend à fournir un cadre pour l'organisation de la circulation des travailleurs migrants et apporte des indications précieuses par exemple pour que la présence de personnes en situation irrégulière sur le territoire des Etats ne se prolonge pas.

Le seul argument développé par la France par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères dans une réponse à la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) en août 2005 pour la non-ratification de cette convention réside dans l'évocation de dispositions fiscales contraires à notre droit. Si la volonté politique existe, il ne devrait pas être difficile de contourner cette difficulté.

Tout le monde s'accorde pour estimer que, à long terme, le développement est la seule solution à la maîtrise des flux migratoires. Les pays de l'OCDE fournissent aujourd'hui l'équivalent de 100 milliards de dollars (73,69 milliards d'euros) d'aide annuelle. Ce n'est pas négligeable, mais ce chiffre est à comparer aux 360 milliards de dollars d'intérêts de la dette que les pays en développement remboursent chaque année. Parallèlement, le montant des transferts des ressources financières des travailleurs migrants des pays développés vers leur pays d'origine s'établit à environ 230 milliards de dollars en 2006. Si l'on y ajoute les transferts par le biais des réseaux traditionnels, tous les experts estiment qu'il convient alors de les multiplier par 2,5, soit 575 milliards de dollars.

La France doit être exemplaire, elle doit faire la transparence sur la nature de son aide : aujourd'hui, 40 % de l'aide française serait artificielle, selon les ONG engagées dans l'aide au développement. Elle doit cesser ses artifices comptables qui consistent à élargir l'assiette de l'aide au développement en y inscrivant par exemple, de manière surprenante, certaines dépenses liées aux DOM-TOM tels Wallis-et-Futuna ou Mayotte, au développement de la francophonie ou au coût du dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile.

Enfin, un système d'asile ouvert et protecteur. Les portes de l'Union sont très

surveillées. En rationnant l'accès aux pays démocratiques, des files d'attente en provenance des pays en développement ou en guerre se créent à nos portes. Il convient de les diminuer, et de les gérer. Gérer, cela veut dire identifier aux frontières les besoins de protection au titre par exemple de la demande d'asile. Il est en effet curieux de constater que si nul responsable politique ne conteste la qualité de réfugié aux 2 millions d'Irakiens qui se trouvent aujourd'hui en Syrie et en Jordanie, il n'en va pas de même dès lors que quelques-uns de ces mêmes réfugiés tentent d'entrer en Europe. La France se distinguant, avec 90 protections délivrées à des Irakiens en 2006, de même que le Royaume-Uni, qui vient de refuser l'asile à ses propres traducteurs irakiens.

Au soir de son élection, le nouveau président a appelé au maintien de la tradition française d'appui aux persécutés du monde entier. Il convient que ce discours soit traduit en actes. Trop de demandeurs d'asile sont empêchés d'entrer en Europe et, lorsqu'ils y parviennent, trop de dossiers ne sont pas examinés de manière équitable. Devant les murs dressés contre l'immigration irrégulière, d'aucuns en Europe prônent le développement du concept de réinstallation, c'est-à-dire la possibilité d'aller chercher les réfugiés à proximité ou sur les zones de conflit et de les réinstaller en Europe. Pourquoi pas ? Nous n'y sommes pas opposés dans le principe.

Mais les défenseurs des droits de l'homme doivent être vigilants et ne pas troquer contre quelques opérations médiatico-humanitaires tout le système d'accueil et de protection internationale développé depuis l'après-guerre, issu de la convention de Genève. C'est le noyau dur sur lequel aucune concession n'est possible si la France ne veut pas avoir à rougir de son attitude au regard des droits de l'homme. L'Europe n'a pas besoin de troc mais d'une harmonisation ambitieuse de son système d'asile et d'immigration.

REUTERS, 14 FÉVRIER 2007

## FRANCE TERRE D'ASILE INTERPELLE LES CANDIDATS

L'association France Terre d'Asile demande aux candidats à l'élection présidentielle de se prononcer sur le droit d'asile, qui a fait l'objet en 2003 d'une réforme saluée par la droite mais critiquée à gauche. France Terre d'Asile doit prochainement diffuser les réponses de François Bayrou (UDF), Olivier Besancenot (LCR) et Nicolas Dupont-Aignan, candidat souverainiste, notamment.

L'HUMANITÉ,  
30 NOVEMBRE 2007

## CONTRE LA PÉNALISATION DU TRAVAIL SOCIAL

Droits de l'homme. France Terre d'asile lance une pétition après la garde à vue de deux intervenantes.

« (...) Le lundi 19 novembre 2007, deux intervenantes sociales travaillant pour France Terre d'asile, dans le cadre d'un dispositif de protection de l'enfance financé par l'État, ont été interpellées au petit matin à leur domicile parisien. Fouille au corps, perquisition, saisie de l'ordinateur personnel, transfert menottes aux poignets à Coquelles dans le Pas-de-Calais, maintien en garde à vue pendant plus de douze heures pour l'une et vingt-quatre heures pour l'autre... Nous avons informé de cette terrible et inacceptable dérive répressive dans l'Humanité du 26 novembre dernier.

Hélas, cet incident n'est pas isolé. À l'initiative de France Terre d'asile, une vingtaine d'associations (dont la CIMADE, la LDH, le MRAP, SOS Racisme...) ont lancé une pétition pour que soit mis fin à ces pratiques détestables. (...) »

RUE 89

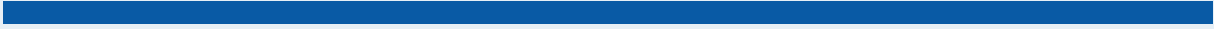
31 DÉCEMBRE 2007

## FICHER ELOI: EFFET D'AFFICHAGE POUR LE FICHAGE DES SANS- PAPIERS

par Julien Martin

« (...) Retoqué en 2006, le fichier Eloi -comme éloignement- fait son retour sous une nouvelle mouture, publiée dimanche au Journal officiel. Le décret édicté par le ministère de l'Immigration crée une base de "données à caractère personnel relatives aux étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement" afin "d'établir des statistiques relatives à ces mesures et à leur exécution". Pour quelle efficacité?

« Le fichier Eloi rentre dans une logique qui est celle de Big Brother et du Père Fouettard », dénonce Pierre Henry. Pour le directeur général de France Terre d'Asile, « c'est une machine très froide qui est en train de se mettre en place »... Pour Pierre Henry, il faut davantage rechercher les raisons de son élaboration dans la volonté d'en faire "un message", de démontrer que "de toute manière [les gouvernants] maintiendront la pression sur les étrangers", avec pour but "d'opposer les pauvres aux pauvres (...) »



---

# **Activités transversales et services centraux**

## La direction des ressources humaines

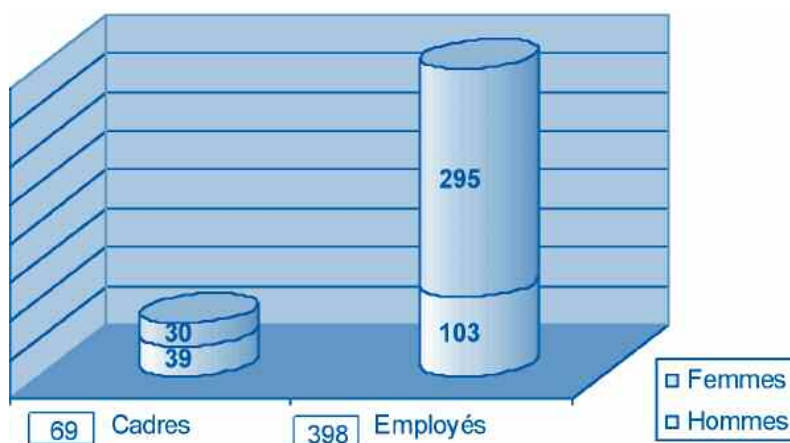
En 2007, la Direction des ressources humaines a procédé à l'embauche de 173 personnes, soit une augmentation de 32 personnes par rapport à 2006. Rappelons ici que la moyenne est de 5 entretiens pour une embauche effective. Ces embauches ont donc nécessité environ 850 entretiens. D'autre part, 146 salariés ont quitté l'association en 2007 ayant donné lieu à environ 90 entretiens.

Cette activité a été réalisée dans un cadre environnemental de pénurie de personnes diplômées en travail social. En effet, le manque de personnel qualifié et diplômé continue d'augmenter depuis la fin des années 90 dans le secteur social et médico-social. Les prévisions en termes d'embauche des organismes spécialisés ne sont guère encourageantes. Leur conclusion globale indique que les salariés dont les départs en retraite sont programmés ne pourront pas être remplacés par du personnel diplômé. Ceci est valable tant pour les travailleurs sociaux que pour les cadres du secteur socio-médical. Cette situation renforce la volatilité du personnel surtout en Ile-de-France et elle continuera à influencer sur la stabilité du taux de rotation du personnel des établissements du champ social.

Cette variable agit aussi sur France Terre d'Asile et explique en partie quelques difficultés de rapidité de recrutement, pour certains postes, dans notre organisation.

En conséquence, les recrutements continueront à être une des activités importantes de la DRH malgré la consolidation de la croissance de France Terre d'Asile.

### RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE 467 SALARIÉS : 325 FEMMES ET 142 HOMMES



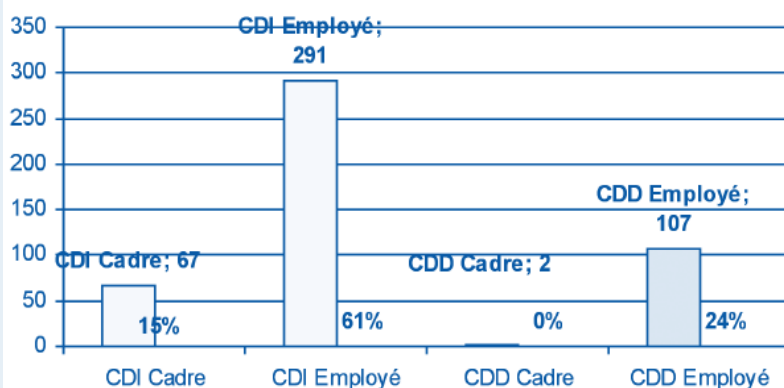
**325 femmes : 70 % - 142 hommes : 30 %**

**398 employés (381 en 2006) : 103 hommes soit 22 % et 295 femmes soit 63 %**

**69 cadres (66 en 2006) : 39 hommes soit 8,5 % et 30 femmes soit 6,5 %**

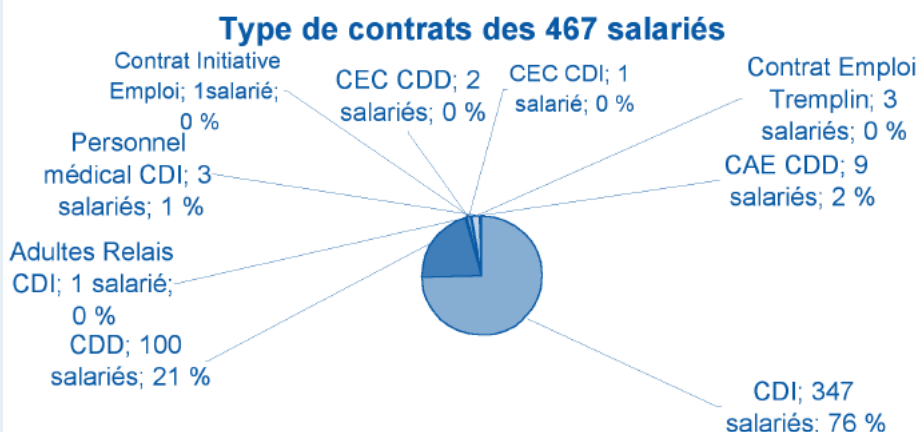
CES DONNÉES TÉMOIGNENT QUE NOUS EMBAUCHONS UNE MAJORITÉ DE FEMMES, CE QUI REPRÉSENTE UNE RÉALITÉ PARTAGÉE PAR D'AUTRES ASSOCIATIONS DU SECTEUR AUQUEL NOUS APPARTENONS.

## RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR TYPE DE CONTRAT : CDI /CDD



LA MAJORITÉ DES CDD SONT DES EMPLOIS AVEC DES FINANCEMENTS NON PÉRENNES QUI CORRESPONDENT À DES PROJETS EXPÉRIMENTAUX.

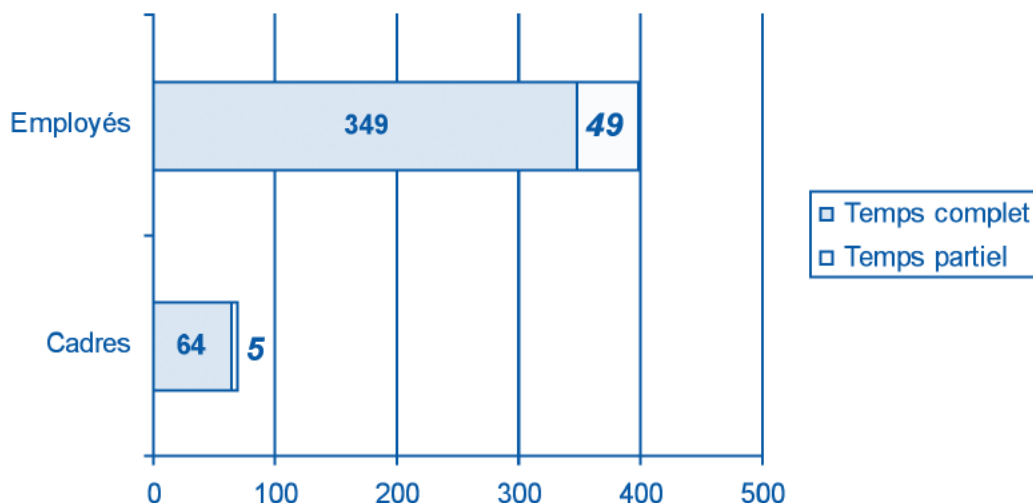
## LES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE DES 467 SALARIÉS AU 31/12/2007



LE RECOURS À DES « CONTRATS AIDÉS » NOUS PERMET D'INTÉGRER DES PERSONNES EN PRÉCARITÉ AU MILIEU DU TRAVAIL.

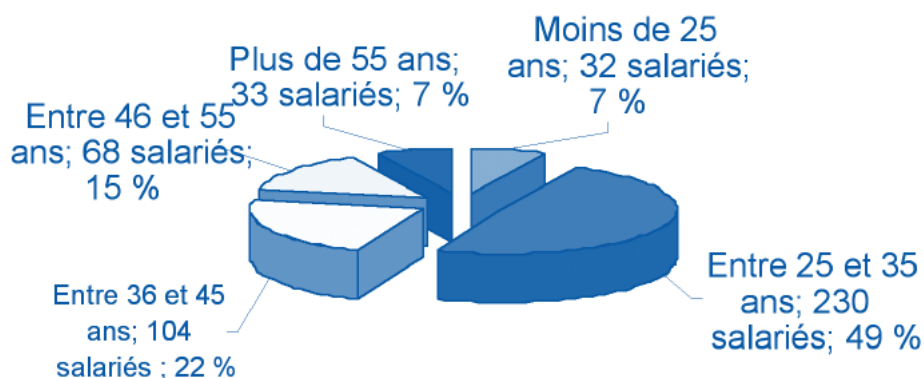
LES CONTRATS À DURÉE INDÉTERMINÉE (347) CONTINUENT À AUGMENTER PROPORTIONNELLEMENT EN 2007 PAR RAPPORT À L'ENSEMBLE DES CONTRATS.

## LE TEMPS DE TRAVAIL



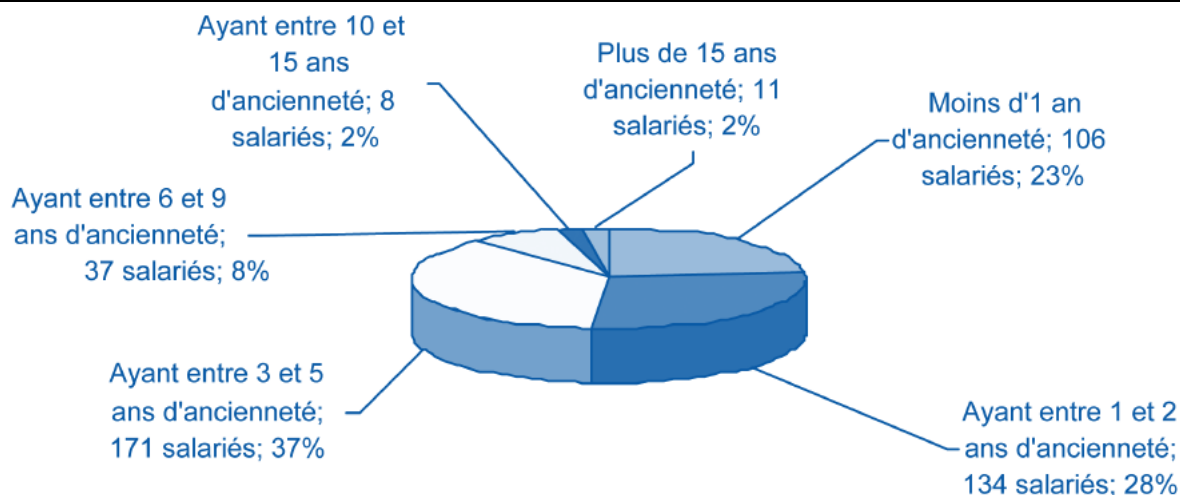
**413** (403 EN 2006) SOIT **89 %** DES SALARIÉS TRAVAILLENT À TEMPS COMPLET ET **54** (44 EN 2006) SOIT **11 %** TRAVAILLENT EN TEMPS PARTIEL.

## RÉPARTITION PAR ÂGE



La population de France Terre d'asile peut-être qualifiée de « jeune » car 56 % des salariés ont moins de 35 ans et 22 % ont entre 36 et 45 ans. Les autres âges sont bien représentés ce qui montre une pyramide d'âge convenable pour l'évolution de nos structures. Cette bonne répartition doit être pondérée avec la répartition par ancienneté qui reflète un effectif aussi jeune dans notre association. En effet, plus de la moitié des salariés (60 %) a une ancienneté de moins de 5 ans dont le tiers a moins d'un an d'ancienneté. Cependant, nous pouvons constater une évolution de nos effectifs et une tendance de notre personnel à rester plus longtemps dans nos établissements puisque 49 % du personnel commence à acquérir de l'ancienneté en ayant plus de 3 ans dans notre association. Cette tendance est beaucoup plus importante en province que dans l'Ile-de-France.

## RÉPARTITION PAR ANCIENNETÉ

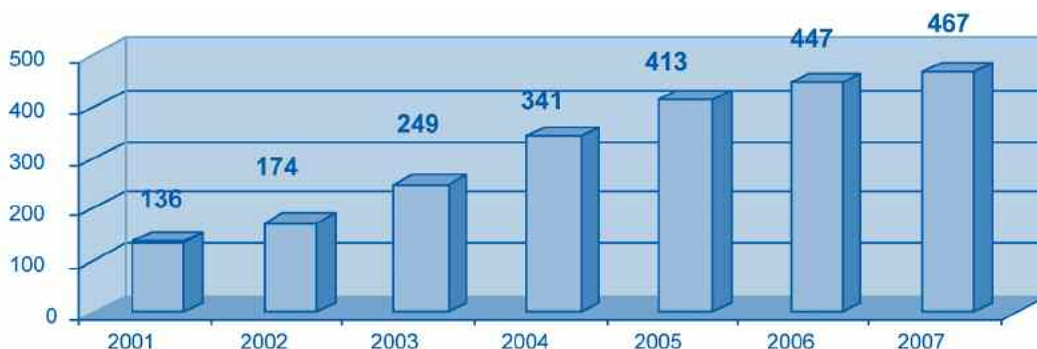


## LES DÉPARTS

MOTIF	NOMBRE
Décès	1
Démision	50
Fin CDD	57
Fin période d'essai initiative employeur	5
Fin période d'essai initiative salarié	11
Licenciements	17
Rupture commun accord CDD	5
<b>Total</b>	<b>146</b>

NOUS TENONS À SALUER LA MÉMOIRE DE NOTRE COLLÈGUE ET AMI, NAJI RACHIDI, QUI NOUS A QUITTÉS BRUTALEMENT LE 15 JANVIER 2007.

## ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2001 AU 31/12/2007



LA CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ DE FRANCE TERRE D'ASILE SE TRADUIT PAR UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DES SALARIÉS : DE 136 SALARIÉS PRÉSENTS EN 2001 NOUS PASSONS À 467 AU 31 DÉCEMBRE 2007. (+243 %)

## RÉPARTITION PAR RÉGION

RÉGIONS	NOMBRE
Aquitaine	14
Auvergne	6
Centre	23
Champagne-Ardennes	21
Ile-de-France	271
Languedoc-Roussillon	5
Midi-Pyrénées	5
Basse-Normandie	15
Haute-Normandie	40
Pays-de-Loire	32
Picardie	10
Poitou-Charentes	13
Provence-Alpe- Côte d'Azur	12

## ILE DE FRANCE

Etablissements	Nombre 2007	Nombre 2006	Variation 2007-2006
75 Paris	146	140	+6
77 Melun	10	9	+1
91 Massy-Orge	20	18	+2
92 Châtillon	7	6	+1
93 Saint Denis-Stains	23	23	0
94 Boissy-Créteil	60	55	+5
95 Sarcelles	5	4	+1
<b>TOTAL</b>	<b>271</b>	<b>255</b>	<b>+16</b>

En 2007, 271 SALARIÉS (58%) EN ILE-DE-FRANCE CONTRE 255 EN 2006 SOIT UNE HAUSSE DE 6.27%

## LES INSTANCES REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

En 2007, les délégués du personnel et le comité d'entreprise se sont réunis à 9 reprises : le 12 janvier, le 16 mars, le 27 avril, le 25 mai, le 22 juin, le 12 juillet, le 20 septembre, le 15 octobre et le 7 décembre.

La valeur du point des appointements a été augmentée de 0,8 % passant de 4,94 à 4,98 € le 1er février 2007.

Le CHSCT a été partiellement renouvelé suite à la démission de deux de ses membres. Le CHSCT s'est réuni à deux reprises, le 29 juin et le 15 octobre 2007.

## FORMATION DU PERSONNEL

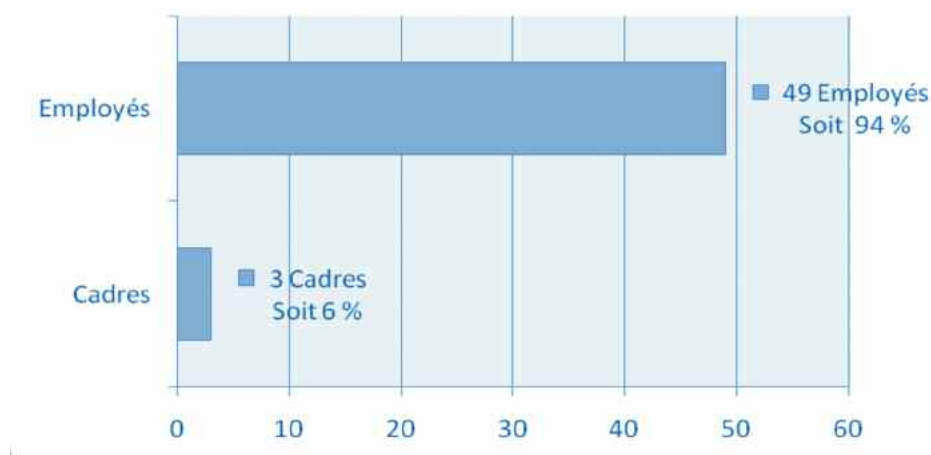
Un grand objectif : former notre personnel pour l'adapter aux postes de travail et le maintenir dans l'emploi en développant ses compétences pour rendre le meilleur service aux usagers.

En 2007, les orientations portaient essentiellement sur les aspects suivants : le management, le contrôle de gestion et l'écriture professionnelle. 265 salariés ont bénéficié d'une ou plusieurs formations dans le cadre du Plan d'utilisation du fonds de formation 2007, soit 56 % du personnel : 165 employés (62 %) et 100 cadres (38 %). Sur ces 265 salariés, 172 sont des femmes pour 93 hommes.

## FORMATION COMPLÉMENTAIRE DU PERSONNEL

En 2007, 278 salariés ont bénéficié d'une ou plusieurs formations dans le cadre des formations complémentaires, soit 59 %. Cette activité représente un effort de formation qui va bien au-delà de l'obligation légale de l'employeur. Elle permet au personnel de notre association d'acquérir des connaissances optimales et actualisées pour accomplir au mieux ses missions. Parmi ces 278 salariés, 248 sont employés (soit 89 %) et 30 sont cadres.

## PARTICIPANTS À L'ACTIVITÉ FATA PAR STATUT



Cette activité de formation réalisée par le centre de formation de France Terre d'Asile a permis en 2007 à 52 de nos salariés de participer au programme FATA : Former et accompagner les travailleurs sociaux de l'asile.

## RECAPITULATIF DES ACTIONS DE FORMATION EN 2007

	CADRES	EMPLOYES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
PAUF 2007	100	165	265	93	172
FORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	30	248	278	71	207
FTDA FATA	3	49	52	18	34
	<b>133</b>	<b>462</b>		<b>182</b>	<b>413</b>



## Le Service coordination et logement des réfugiés

### LA COORDINATION DE L'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE EN CADA ET PLATES-FORMES

#### Ses missions :

#### 1. Appui et conseil technique aux équipes des CADA et des plates-formes de France Terre d'Asile

- **La permanence téléphonique a permis de répondre ou de traiter** 693 questions/cas (droit d'asile, droit des étrangers, droit administratif, action sociale, prise en charge en CADA, vie et fonctionnement du CADA, appui à la résolution de situations individuelles ou conflictuelles...)
- **La production d'informations techniques** s'est poursuivie : 8 FAQ ont été diffusées :
  - L'allocation temporaire d'attente (ATA)
  - Les dossiers des usagers en CADA
  - Les conditions de délivrance de la carte de résident aux réfugiés
  - Les relations entre les CADA et la police
  - Un réfugié dont le statut a été accordé par un autre État peut-il demander l'asile en France ?
  - L'expertise osseuse
  - La requête en rectification d'erreur matérielle
  - Le décès d'un résident en CADA

- **Une revue de presse spécialisée hebdomadaire** a été réalisée ainsi qu'une veille juridique, au cours de cette année, encore riche en modifications règlementaires et législatives ; 54 notes explicatives ont été réalisées (note sur la loi relative à l'immigration, l'intégration et l'asile, décret conventionnement CADA État, circulaire et annexes ATA, constatation des infractions pénales dans les ESSMS, circulaire CNAF et le tableau des titres de séjour, procédure ATA pour plate-forme, les nouveaux décret et circulaire relatifs aux CADA...)

- **Suivi de l'activité des CADA** : l'équipe élabore et analyse les tableaux de bord trimestriels, semestriels et annuels de chaque CADA ; de plus, l'application informatique Asylweb a continué à être améliorée afin de constituer un outil performant en termes de gestion par le centre de l'accueil et l'accompagnement des personnes, et aussi de permettre l'élaboration de tableaux de bord de suivi et d'auto-évaluation.

- **Huit visites** sur site ont été réalisées, permettant un point annuel sur l'évolution du fonctionnement du centre, la mise en œuvre du projet d'établissement, les pratiques et les difficultés rencontrées.

- **Observatoire de l'asile** : le suivi des pratiques locales, observées ou remontées par les centres, a permis la saisine d'organismes nationaux en rapport avec l'application locale des textes réglementaires (mise en place de l'application DN@, saisine de la Halde

# SERVICE COORDINATION - LOGEMENT

contre les discriminations sur les problèmes rencontrés avec La Poste, bilan de la mise en place de la régionalisation et propositions, saisine de l'UNEDIC suite aux difficultés de mise en œuvre de l'ATA).

## 2- La production d'une identité professionnelle commune via la production de procédures et le pilotage d'actions d'analyse et d'échanges des pratiques :

- Les huit visites sur site ont permis un échange sur les pratiques et un recensement ou une harmonisation des fonctionnements.
- Le bilan global des réunions régionales inter CADA de France Terre d'Asile organisées en 2005 a été diffusé, reprenant les pratiques discutées, les outils à partager, les difficultés rencontrées.
- Dans le cadre global de la démarche qualité et plus particulièrement afin de développer l'un des pans du travail d'auto-évaluation, **le guide des procédures et bonnes pratiques en CADA a été mis à jour** au vu de la nouvelle réglementation et un groupe de travail a procédé à une cotation. Le guide doit être diffusé en 2008.
- Le service a diffusé les lettres de prolongation exceptionnelle de prise en charge, ainsi que les avenants, traduits en neuf langues.

## 3- L'élaboration de l'ingénierie, la participation aux projets de développement et aux partenariats : dans ce cadre, ont été réalisés cette année :

- Participation aux ateliers de réflexion sur la mise en place d'un système informatique de contrôle de gestion commun aux CADA et au CHRS.
- Participation aux réunions de réflexion sur les circulaires « missions des CADA » et « modalités d'admission en CADA ». Suite à la saisine de la Halde, nous avons pu travailler avec la direction de La Poste sur une charte de l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés et leur accès aux services postaux et bancaires. Une convention a été préparée et signée début 2008. Un partenariat est désormais engagé.

### PROJET RELOREF : L'ACCES AU LOGEMENT DES REFUGIES SORTANT DE CADA

Les objectifs du projet, soutenu par la DPM et le FER, étaient de :

- **faire émerger une offre de logements** accessibles aux réfugiés statutaires essentiellement au sein du parc privé (120 par an)
- **développer et transférer une méthodologie** favorisant la captation de logements pour les réfugiés, notamment par :
  - l'appui technique aux institutions qui souhaitent mettre en œuvre des dispositifs locaux d'accès au logement des réfugiés,
  - par la formation des personnels des CADA aux problématiques liées à l'accès au logement des réfugiés,
  - par l'émergence de partenariats au niveau local pour favoriser cet accès,
  - et au moyen de divers outils méthodologiques.

### 2005-2007 : LA FIN DE LA PREMIÈRE PÉRIODE TRIENNALE ; UN BILAN TRÈS SATISFAISANT :

- 28 départements cibles
- 467 logements mobilisés :
- 366 baux directs (78 % des logements)
- 156 logements dans le parc privé (33 % des logements)
- 103 baux directs dans le parc privé (soit 66 % des logements privés)
- 515 ménages bénéficiaires, soit 1 795 personnes

#### • La mobilisation des logements au sein du parc privé

• Mise en œuvre des partenariats avec la FAPIL et la fédération des Pact Arim :

- 12 collaborations locales,
- 5 conventions signées et 4 en cours de signature.

Ces partenariats portent sur des actions de communication, des objectifs de réservation ou de production de logements pour les réfugiés.

• Mise en œuvre des partenariats avec l'Union Nationale de la Propriété Immobilière (UNPI) et la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) :

• 11 rencontres visant à sensibiliser des délégations départementales et à organiser des réunions d'information à destination des propriétaires privés.

• Développement d'un partenariat avec CILGERE (collecteur 1% logement) afin de faciliter l'accès des réfugiés au Loca-Pass.

• Gestion d'un parc de 100 logements relais, répartis dans 18 départements : 185 ménages bénéficiaires (soit 612 personnes).

### LA MISE EN LIEN DES SECTEURS DE L'ASILE ET DU LOGEMENT

- 19 rencontres avec les acteurs institutionnels.
- Participation des CADA à l'élaboration de nouveaux PDALPD dans 8 départements.
- 4 agréments ASLL (accompagnement social lié au logement des réfugiés) obtenus auprès des conseils généraux.
- Rencontres de sensibilisation au public des réfugiés organisées avec les organismes HLM dans 7 départements et plusieurs types de collaboration :
  - Accord collectif pour les réfugiés,
  - commission de pré-attribution des logements sociaux,
  - convention d'objectifs,
  - mise en œuvre de la convention Cadre État/USH.

### LE CENTRE DE RESSOURCES ET DE CAPITALISATION DES BONNES PRATIQUES

- Production et diffusion d'une documentation technique et pédagogique :
  - Guide de l'accès au logement des réfugiés statutaires,
  - Kit Outils des Ateliers logement réfugiés (ALR),
  - Guide des procédures en logements relais,
  - Des FAQ et des fiches expériences.
- Formation du personnel des CADA et transfert des savoir-faire sur sites :
  - 169 personnes formées, sur l'accompagnement social lié au logement et la mise en œuvre des Ateliers logement réfugiés (ALR).



## Le Département intégration

Le Département intégration regroupe **7 activités** qui ont pour vocation de **permettre à celles et ceux qui bénéficient de la protection de la France de s'insérer socialement et professionnellement.**

Il est également un **pôle ressources** pour l'ensemble des professionnels de l'asile grâce à un travail constant de dissémination des bonnes pratiques et d'appui pédagogique, **à travers l'animation du réseau national insertion** de France Terre d'Asile et la **diffusion d'études, publications** de l'Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires (OIRS).

### LES ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT INTÉGRATION EN 2007

#### 1. LES DIFFÉRENTES PRESTATIONS

Service	Prestations	Chiffres clés 2007
CERF	Nouveau départ (accueil, diagnostic, orientation et médiation) Prestations ANPE (Accompagnement vers l'emploi de demandeurs d'emploi franciliens, maîtrisant mal ou peu la langue française) Prestations AIVE (Accompagnement individuel vers l'emploi) Prestations au titre de l'Appui social individualisé (75, 91, 93)	452 personnes 500 personnes  29 personnes 67 pers.(29,67 mesures)
Pôle Hébergement & Autonomisation	DPHRS (hébergement et accompagnement vers l'autonomie de familles et isolés réfugiés statutaires) PARA (hébergement et accompagnement vers l'autonomie de familles et isolés régularisés)	397 personnes hébergées 87 personnes hébergées
Cellule Insertion Cachan	Stabilisation sociale et professionnelle de régularisés en provenance de l'ex-squat de Cachan	130 personnes hébergées
FACIL	Formation linguistique de 540 heures pour jeunes primo arrivants de 18 à 25 ans non signataires du CAI	118 stagiaires – 37 665,5 h de formation
Plate-forme PRIM	Accompagnement vers l'accès au logement et à l'emploi via la mobilité géographique	218 projets accompagnés pour 533 personnes
Pôle d'Appui Pédagogique	Prestations d'appui pédagogique et d'animation de réseau	109 chargés d'insertion et encadrants à travers l'ensemble du territoire
OIRS	Etudes et publications autour de l'intégration des réfugiés	8 lettres de l'Observatoire 4 études

# DEPARTEMENT INTEGRATION

## 2. LES PERSONNES ACCUEILLIES

**3 029 personnes** ont bénéficié d'une prestation d'accueil, de diagnostic, d'information et d'orientation

**2 055 personnes** ont élaboré un parcours d'accompagnement vers l'autonomie :

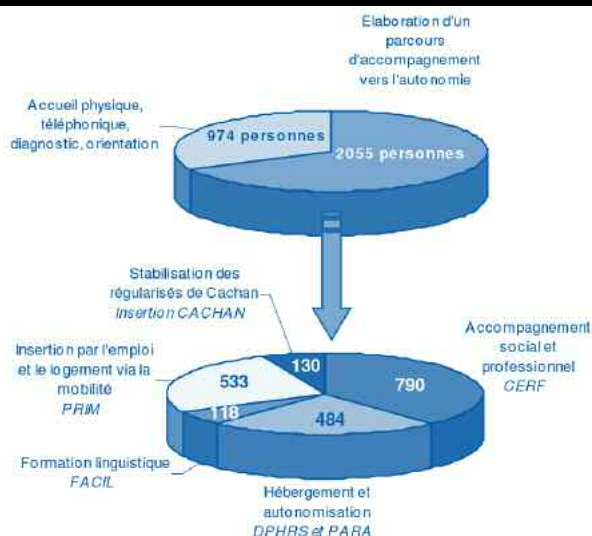
Accompagnement social et professionnel : **38% des personnes**

Hébergement et autonomisation : **24% des personnes**

Insertion par l'emploi et le logement via la mobilité : **26% des personnes**

Stabilisation de régularisés par l'emploi et le logement : **6% des personnes**

Formation linguistique : **6% des personnes**



## LE CONSEIL EMPLOI RÉFUGIÉS FORMATION – CERF PARIS

Depuis 1999, l'objectif du CERF est de permettre aux primo arrivants (réfugiés statutaires mais aussi bénéficiaires de la protection subsidiaire, apatrides, régularisés...) d'entamer un

nouveau départ en France en facilitant leur insertion sociale et professionnelle. A travers différentes prestations, le CERF informe, oriente, facilite et accompagne à l'accès aux droits, à la formation, à l'emploi... et se pose en interface entre les services de droit commun et les primo-arrivants.

## 1 172 PERSONNES ONT ÉTÉ ORIENTÉES AU CERF EN 2007 790 PERSONNES ONT ÉLABORÉ UN PARCOURS D'INSERTION DEUX PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION

Accès à l'emploi ou à la formation  
(Prestations AIVE, ASI, ANPE)

Accès à l'emploi – Accès à la formation  
44 % des personnes reçues en prestation d'accompagnement vers l'emploi sortent en emploi ou en formation

Nouveau départ  
(Accueil, diagnostic, accompagnement social et médiation)

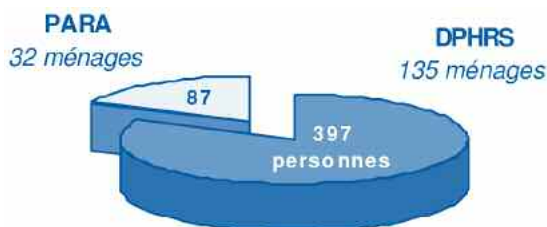
Accès aux droits  
194 personnes reçues pour 399 actions menées en leur direction

## LE PÔLE HÉBERGEMENT ET AUTONOMISATION

Depuis mi-2007, avec la création, à la demande de la DASS de Paris, du Programme d'autonomisation des régularisés de l'asile PARA, le Pôle hébergement et autonomisation regroupe 2 dispositifs distincts :

**le DPHRS**, qui propose à des familles et des isolés réfugiés statutaires parisiens, un hébergement couplé à un accompagnement vers la construction d'un projet d'accès à l'autonomie (emploi et logement),

**et le PARA**, dont l'activité d'hébergement a débuté au printemps 2007 et qui propose le même type d'accompagnement couplé à un hébergement, pour un public d'isolés et de familles régularisés.



484 personnes (167 ménages) ont été accompagnées en 2007.  
- 306 personnes (104 ménages) sont entrées  
- 196 personnes (64 ménages) sont sorties

72,6% des personnes hébergées au 31 décembre 2007 l'étaient sous la forme de l'appartement partagé.

# DEPARTEMENT INTEGRATION

## LES TYPES DE SORTIE DU PÔLE HÉBERGEMENT ET AUTONOMISATION :

### DPHRS

**184 personnes sont sorties du DPHRS en 2007 (59 ménages)**

**88%** des familles sorties ont eu accès au logement/hébergement  
**64%** en bail direct,

**24%** en hébergement relais

**11,9%** des familles sont dans une autre situation :

**8,5%** ont trouvé une solution personnelle (mariage, départ à l'étranger, colocation...),

et **3,4%** se sont vus signifier une fin de prise en charge.

### PARA

**12 personnes sont sorties du PARA en 2007 (5 ménages)**

**80%** des familles sorties ont eu accès au logement/hébergement

**60%** en bail direct,

**20%** en hébergement relais

**20%** des familles sont dans une autre situation :

**20%** ont trouvé une solution personnelle (mariage, départ à l'étranger, colocation...).

## LA CELLULE INSERTION CACHAN

En août 2006, après quatre années d'occupation, la Résidence universitaire de Cachan (Val-de-Marne) est évacuée de ses « squatters ». Ce groupe de **442 expulsés** (336 adultes), surnommé « les mille de Cachan », est composé de personnes en situation irrégulière, de régularisés ; certains même ayant un emploi. Tous cependant souffrent **d'être mal logés**.

À la rue, les familles se réfugient dans un gymnase de la ville. Les médias s'emparent de l'affaire. La crise éclate. Plusieurs associations, la Licra, Sos Racisme et France Terre d'Asile, se mobilisent et permettent la signature d'un protocole avec l'État. Ce programme prévoit la régularisation progressive des expulsés. Le processus dure jusqu'en mars 2007.

Présente dès le début de l'évacuation de la cité universitaire, France Terre d'Asile est mandatée par l'État pour participer à la gestion des conséquences de cette crise. L'association crée la cellule « **Cachan** ». Sa première mission est d'assurer un accompagnement juridique à la révision des dossiers des personnes en situation irrégulière inscrites au protocole. Elle consiste aussi à leur assurer un hébergement. Dans ce cadre, France Terre d'Asile travaille en partenariat avec plusieurs organismes (AFTAM, ADOMA, ADEF) et mobilise ses propres capacités d'accueil et des hôtels.

La cellule Cachan a proposé des dossiers de demande de logement social à différents organismes et bailleurs. La mobilisation de la Préfecture du Val-de-Marne et du GIP HABITAT a permis l'accès au logement social d'une dizaine de familles. D'autres ont accédé à un relogement locatif dans le parc privé mais aussi dans le parc public. Enfin, certains « isolés » assument totalement le paiement de leur hébergement en foyer.

Pour les familles encore prises en charge en hôtel et en foyer, l'accès à un logement autonome reste problématique en raison de l'engorgement du parc locatif, de l'absence de garant pouvant se porter caution, des faibles ressources des

ménages et de la frilosité de certains propriétaires. Quant aux familles monoparentales, ne bénéficiant que d'un seul revenu, l'accès au logement est encore plus ardu.

Néanmoins, il est à noter que l'accompagnement vers l'emploi proposé par la cellule a permis l'insertion professionnelle de 65 % du public. La barrière linguistique et la faible qualification de certains sont pourtant des freins auxquels le public et les accompagnants ont été confrontés.

Au 31 décembre 2007, le nombre de personnes encore hébergées en hôtels est **130 personnes**.

En terme de perspectives, nous avons sollicité les services de la Préfecture de Paris pour l'obtention de mesures ALT (Allocation de logement temporaire). Nous œuvrons au basculement, en tant que résidents en titre de certains isolés, actifs, dans les foyers ADOMA et ADEF. L'action du GIP HABITAT nous permettrait de continuer l'insertion du public dans l'habitat social. L'accès à l'emploi du public inactif en capacité de travailler reste une de nos priorités. Enfin, un plus grand appui de l'État servirait évidemment la réussite de nos objectifs communs.

## FORMATION D'ACCÈS À LA CITOYENNETÉ ET À L'INTÉGRATION PAR LA LANGUE – FACIL-JEUNES

Pour la troisième année consécutive, France Terre d'Asile mène, avec le soutien de la DRTEFP Île-de-France, une formation pour les jeunes primo arrivants. Le FACIL s'inscrit dans le programme régional d'insertion des personnes immigrées (PRIPI) de la région Île-de-France, et a obtenu le soutien du Fonds Social Européen et de la DASS de Paris.

Le parcours individuel d'intégration est construit à partir de modules basés sur les fondamentaux de l'intégration : les identités individuelles et collectives, les valeurs républicaines, l'égalité des genres, la ville et ses ressources, la santé, la culture et les loisirs, la formation et l'emploi. Progression linguistique, autonomisation, meilleure maîtrise des règles, des valeurs de la société d'accueil, confiance en soi, émergence

# DEPARTEMENT INTEGRATION

des futurs choix professionnels... ont été les fruits de cette démarche engageant projet personnel du stagiaire et société d'accueil.

Cette action d'une durée de 540 heures (30 heures hebdomadaires) était gratuite et non rémunérée.

Ainsi, en 2007, **118** jeunes primo arrivants, franciliens, dont **32,2 % de nationalité française**, ont poursuivi un parcours d'intégration personnalisé. A l'issue de la formation, les stagiaires ont passé une simulation des diplômes sanctionnant une maîtrise de la langue française DELF ou DILF. **82 % des stagiaires l'ayant passé l'ont obtenu.**

Un travail a également été mené sur l'aide au futur choix professionnel. Il en ressort que plus de **70 % des jeunes ont sollicité les métiers sous tensions** (BTP, distribution, hôtellerie/restauration...)

La session menée en 2007 a fait l'objet de la production d'un documentaire intitulé « Demain sera FACIL ! » réalisé par Irma Toulemonde, en collaboration avec l'Ecole supérieure d'audiovisuel de Toulouse et l'Ecole supérieure de réalisation audiovisuelle de Paris 15<sup>e</sup>. Celui-ci est accessible sur le site de France Terre d'Asile :

[www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org)

## LA PLATE-FORME FRANCILIENNE DE PROMOTION DE L'INSERTION PAR LA MOBILITÉ – PRIM

Créée en 2007 grâce au soutien du Fonds Européen pour les Réfugiés, de la Direction départementale de l'Action sanitaire et sociale du Val de Marne et du Conseil régional Île-de-France, la Plate-forme francilienne de promotion de l'insertion par la mobilité géographique (PRIM), vise à construire, pour un public d'étrangers, primo-arrivants, des parcours d'insertion sociale et professionnelle en recourant à la mobilité géographique. Cette action répond à la situation particulièrement tendue du marché locatif dans les grandes métropoles, qui freine l'accès au logement pour des étrangers primo-arrivants, même s'ils sont en activité. Le mode d'intervention de PRIM est adapté en fonction de la situation sociale et professionnelle de départ des ménages et met en œuvre des trajectoires de mobilité très diverses mais dirigées vers une finalité unique : l'accès, sur un nouveau territoire, à une réelle autonomie et une insertion durable.

En 2007, **195 personnes** soit **65 ménages** essentiellement originaires d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne, sont parvenus à une meilleure insertion en France en changeant de région. Ces parcours, d'une durée moyenne de 4 mois et demi, sont partis pour les deux tiers de la **région parisienne vers la province**, où l'on compte **20 régions d'accueil**, dont notamment les Pays de la Loire et le Centre.

Sur les territoires d'accueil, la plate-forme PRIM a instauré **des collaborations de proximité** à des échelles très locales avec divers organismes et administrations, plus opération-

nelles et plus réactives que les partenariats institutionnels. Un réseau d'acteurs a ainsi été mobilisé pour accueillir nos publics sur les territoires suivants : bassin d'emploi de Montaigny (85), ville de Bourg-en-Bresse (01), ville d'Hirson (02), bassin d'emploi de Pontivy (56), ville de Chambéry (73), Laguëpie (82)... A ce titre, un stand a été tenu lors de la 4<sup>e</sup> Foire à l'Installation en milieu rural à Limoges les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2007.

Sur le **volet emploi**, des opérations de recrutement par simulation ont été expérimentées en partenariat avec des plates-formes de la vocation pour plusieurs groupes de candidats à la mobilité sur Saint-Nazaire et Bourg-en-Bresse. En Vendée, un travail dans la durée a été conduit avec l'entreprise d'Intérim Védior Bis, qui a permis un accès progressif (mission d'Intérim, formation, CDD long, CDI) à l'emploi stable pour plusieurs isolés.

En 2007, un **Fonds de sécurisation des parcours de mobilité** géographique a été ouvert à titre expérimental. En effet, pour des ménages en situation de précarité, changer de région se décline en une succession de micro dépenses qui deviennent très rapidement des obstacles insurmontables, à toutes les étapes du parcours. Face à cela, les aides à la mobilité existantes (dispensées par l'ANPE ou les Assedics notamment) interviennent généralement a posteriori. Le fonds de sécurisation des parcours de mobilité a au contraire permis de répondre en temps réel à des besoins urgents au moment du départ ou sur le territoire d'accueil (frais d'hébergement, de transport, achat de mobylette ou de vélos...). France Terre d'Asile a souhaité promouvoir cette expérience et faire avancer le débat sur le développement de la mobilité géographique au regard de l'insertion par l'animation, le 7 novembre 2007, lors d'un colloque intitulé « Quelle politique d'intégration pour la France ? », d'une **table ronde** sur le thème « La mobilité géographique contre l'exclusion sociale et professionnelle ». Animée par Jérôme Joinet, rédacteur en Chef à la Chaîne Demain TV, la table ronde a rassemblé Annie Grand, Adjointe au directeur régional de l'**ANPE Île-de-France**, Jean-Yves Pineau, directeur du **Collectif ville campagne** et Jean François Veysset, président de la Commission prospective au **Conseil économique et social d'Île-de-France**.

## LE PÔLE D'APPUI PÉDAGOGIQUE

A travers une trentaine de villes en province, les intervenants sociaux chargés de l'insertion dans les établissements de France Terre d'Asile travaillent au service de l'insertion socio professionnelle des réfugiés statutaires et des régularisées de l'asile.

Ce réseau est animé par le pôle d'appui pédagogique du Département intégration, chargé d'apporter son expertise technique et méthodologique sur divers aspects :

**Echanges des pratiques et capitalisation** : Travail

# DEPARTEMENT INTEGRATION

autour de la production d'un Guide méthodologique d'accompagnement à l'autonomie du Réseau Insertion : séances de travail pour mener une réflexion commune sur le sens, les objectifs, les limites de l'intervention, les compétences à mobiliser... en matière d'accompagnement vers l'autonomie. Lancement d'un groupe de travail fin 2007 afin de construire un Livret pédagogique en matière d'autonomisation par l'apprentissage de la langue française.

**Le «SVP insertion»** (permanence d'information par téléphone, mail, face-à-face...) : 112 requêtes ont fait l'objet d'un traitement. Les questions posées ont eu très souvent pour objet l'accès au séjour et la procédure de regroupement familial. Ces questionnements font écho aux évolutions juridiques qui ont eu lieu durant l'année.

L'administration de la **base de données Intégration Web** : L'ensemble des professionnels du réseau insertion utilise cette base propre à France Terre d'Asile. Elle est à la fois outil pédagogique, support de consignation des données et outil d'évaluation des actions. De nouvelles fonctionnalités sont progressivement mises en ligne, notamment sous la forme d'une bibliothèque « on line », qui constitue désormais un espace d'échange avec l'ensemble du réseau insertion.

Tout nouveau chargé d'insertion engagé au sein de l'une des structures de France Terre d'Asile peut bénéficier d'une **immersion** dans les différents services du Département intégration faisant office d'accueil et de formation afin d'acquérir les connaissances nécessaires à sa maîtrise de son environnement et maîtriser les procédures en place. **23 salariés** ont bénéficié de cette prestation en 2007.

**La veille et l'innovation sociale** : diffusion auprès du réseau insertion de bulletins internes d'information sur les thèmes des statistiques ethniques, du droit au logement opposable, de l'insertion professionnelle, des discriminations... Suivi de l'entrée en vigueur de l'Allocation temporaire d'attente (**ATA**), du Droit au logement opposable (**DALO**), des modifications du **Ceseda**. Participation aux consultations organisées par le Haut conseil à l'intégration sur le thème du logement des immigrés et aux groupes de travail nationaux du **Grenelle de l'insertion** lancé fin 2007 par le Haut Commissariat aux solidarités actives...

## L'OBSERVATOIRE DE L'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS STATUTAIRES – OIRS

Depuis 4 ans, France Terre d'Asile mène une réflexion sur l'insertion socioprofessionnelle et l'intégration des réfugiés, par le biais de son Observatoire. Celui-ci fait état et explique les réussites et les difficultés rencontrées par les réfugiés dans leur parcours d'insertion, tout en interrogeant la pertinence et l'adéquation des différents dispositifs permettant leur insertion.

### 1. La réalisation d'études basées sur l'analyse des résultats d'entretiens réalisés auprès d'échantillons représentatifs de réfugiés

Au cours de l'année 2007, l'Observatoire a poursuivi son travail d'analyse des typologies de réfugiés accueillis en France.

#### Quatre études réalisées :

Conclue en septembre 2007 : « Vivre ici et faire vivre là-bas, dépenses et transferts d'argent chez les réfugiés : le cas des Congolais »

Conclue en octobre 2007 : « Les droits des réfugiés et des bénéficiaires de la protection subsidiaire : guide pratique »

Conclue en décembre 2007 : « Les discriminations : des obstacles à l'insertion professionnelle des réfugiés »

Conclue en décembre 2007 : « L'insertion socioprofessionnelle des réfugiés statutaires : une analyse territoriale »

### 2. La lettre de l'Observatoire de l'intégration des réfugiés statutaires

#### Huit numéros de cette lettre ont été publiés en 2007 :

- Janvier 2007 : A la une, *Quelle prévention et quel suivi médical pour les réfugiés statutaires ?* Dossier spécial : *La langue au service de l'intégration, retour sur l'action formation d'accès à la citoyenneté et à l'intégration par la langue – FACIL*

- Mars 2007 : A la une, *Sous le DALO, le sable ! Le Droit au logement opposable ne suffira pas.*

- Avril 2007 : A la une, *Vers une meilleure répartition territoriale des réfugiés.* Dossier spécial : *Interview de Catherine Vautrin, ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la parité. Migrations, réalités d'Europe.*

- Juin 2007 : A la une, *Réfugié et protection internationale, quelle évolution ?*

- Septembre 2007 : A la une, *Discriminations à l'embauche : des solutions.*

- Octobre 2007 : A la une, *L'insertion des mineurs isolés réfugiés en marche forcée.* Dossier spécial : *Le co-développement en question.*

- Novembre 2007 : A la une, *Professions réglementées : des discriminations inscrites dans la loi.*

- Décembre 2007 : A la une, *Formations linguistiques : un nouveau défi pour l'entreprise.*

### 3. Les petits-déjeuners de l'Observatoire de l'intégration

Mis en place en 2007, les petits-déjeuners ont permis d'approfondir l'analyse sur différentes thématiques qui touchent à l'intégration des réfugiés statutaires par l'apport d'une expertise externe.

# DEPARTEMENT INTEGRATION

Ces rencontres ont été organisées sous la forme d'auditions publiques autour d'acteurs de l'intégration, de professionnels, de chercheurs...

## **Trois rencontres organisées en 2007 :**

Le 5 juillet : Les discriminations : un obstacle à l'embauche des réfugiés ?

Le 5 octobre : Les professions réglementées : quelle place pour les réfugiés ?

Le 19 décembre : Les formations linguistiques en milieu professionnel : une opportunité pour les réfugiés.

Ont notamment participé à ces échanges Patrick Aubert, chef du bureau de l'emploi et de la formation de la Direction de la population et des migrations, Dominique Sopo, président de SOS racisme, Serge Slama, maître de conférences en droit public à l'Université Evry-Val-d'Essonne, Françoise Profit, responsable du centre ENIC-NARIC France...

## **4. L'élaboration d'une page Internet sur les droits des réfugiés statutaires et des bénéficiaires de la protection subsidiaire**

L'Observatoire a souhaité développer sa mission de centre de ressources en diffusant plus largement à travers un média accessible au plus grand nombre des informations relatives aux droits des réfugiés. A cet effet, il a été créé sur le site Internet de France Terre d'Asile une page comprenant des fiches pratiques sur l'accès aux droits des réfugiés statutaires. Ces informations sont particulièrement destinées aux réfugiés et aux intervenants sociaux qui les accompagnent. La mise en ligne a été réalisée en décembre 2007.

**Dix-huit fiches, organisées en trois thèmes**, ont été constituées en vue de leur mise en ligne :

Les droits civils des réfugiés

Les droits aux prestations sociales

L'emploi et la formation

## Le Centre de formation



L'année 2007 a été marquée par un nouveau déménagement du centre de formation. Après deux années passées sur la commune de Saint-Ouen, le centre de formation a rejoint les services centraux de France Terre d'Asile, situés dans le XVIIIème arrondissement de Paris, à proximité de la Gare du Nord. Ces nouveaux locaux lui permettent désormais de disposer de trois salles de formation, équipées en matériel informatique et pédagogique, pouvant accueillir des groupes de 30, 12 et 8 stagiaires.

### **Bilan de l'activité Formation**

Le programme de formation pour l'année 2007 proposait 50 modules de formation, regroupés autour de 7 thématiques allant du conseil juridique en matière de droit d'asile et des étrangers à la géopolitique des conflits. De nouvelles actions de formation ont été ajoutées au programme de formation 2007 afin de répondre à des besoins jusqu'alors non pourvus, notamment en ce qui concerne *Les droits sociaux des réfugiés*, *Les recours administratifs et contentieux*, *La démarche d'évaluation interne*, *La crise au Darfour*, etc.

En 2007, le centre de formation a dispensé 85 stages de formation, contre 74 en 2006. La majorité de ces formations ont été réalisées au sein du centre de

formation, sur la base d'inscriptions individuelles, tandis que 25 d'entre elles ont été réalisées sur site. Outre des CHRS et des CADA, les collectivités territoriales ont été les principaux commanditaires de ce type de prestation.

Au total (formations intra et inter-organismes confondues), 1 043 stagiaires ont participé aux stages de formation. Si le nombre de participants reste stable par rapport à l'année 2006 (1 027 stagiaires), il convient de relever que la baisse du nombre de formations organisées sur site (25 en 2007, contre 38 en 2006) s'est traduite par une augmentation des inscriptions individuelles aux formations organisées à Paris (599 stagiaires, contre 493 en 2006).

Une fois de plus, les stagiaires ont démontré leur intérêt pour les formations juridiques. Près de 50 % d'entre eux ont participé aux formations en matière d'Aide à la constitution des dossiers, de Conditions d'accès au séjour des étrangers, etc. Les formations sur les outils et pratiques de travail social ont quant à elles concerné 16 % des stagiaires accueillis par le centre de formation.

### **Participation au programme EQUAL**

Pour la troisième et dernière année consécutive, le centre de formation a

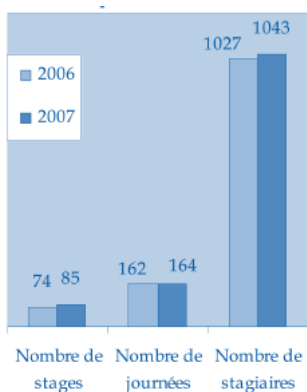
poursuivi la mise en œuvre du projet *Former et accompagner les travailleurs sociaux de l'asile (FATA)* financé par le Fonds social européen dans le cadre du programme EQUAL.

Pour mémoire, cette formation, déclinée en huit modules distincts mis en œuvre sur une période de 10 mois, s'adressait aux professionnels du champ de l'asile. Alors qu'ils étaient 47 à participer à ce programme de formation sur la période 2005-2006, en 2006-2007, 52 stagiaires ont bénéficié de cette formation, soit un total de 99 bénéficiaires sur l'ensemble du projet.

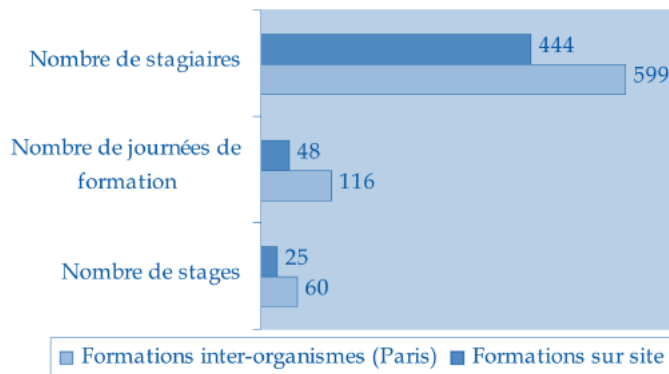
En conclusion du programme de formation, un voyage d'étude en Italie a été organisé au bénéfice des stagiaires du programme FATA. L'objectif de ce voyage était de permettre aux stagiaires de rencontrer des acteurs de terrain intervenant auprès des demandeurs d'asile mais dans un autre cadre institutionnel et réglementaire. Deux thématiques ont été privilégiées pour la mise en œuvre de ce voyage d'étude : le thème de *l'Accompagnement social des demandeurs d'asile et des réfugiés* et le thème de *l'Accompagnement des mineurs étrangers isolés*. Au total, 59 stagiaires ont pris part à ce voyage d'étude.

# CENTRE DE FORMATION

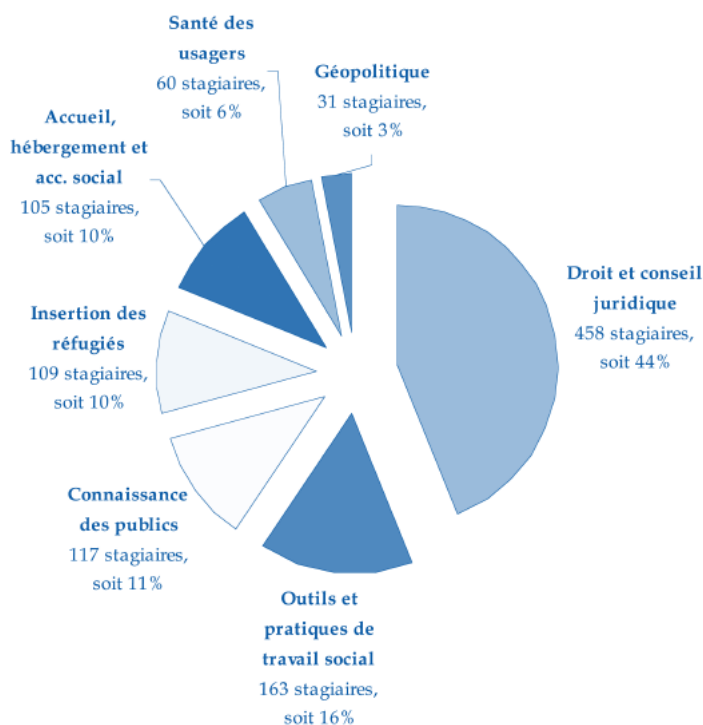
## BILAN DE L'ACTIVITÉ FORMATION - COMPARAISON 2006-2007



## BILAN 2007 PAR TYPE DE FORMATION



## RÉPARTITION DES STAGIAIRES PAR THÉMATIQUE





## La plate-forme d'accueil pour les Mineurs Isolés de Paris



### 1) Le dispositif pérenne

Au cours de l'année 2007, 177 mineurs isolés étrangers ont été accueillis par la plate-forme dont 120 jeunes hommes et 57 jeunes filles. Le nombre de jeunes filles est légèrement plus important qu'en 2006 (50).

Les mineurs isolés, en provenance du continent africain, représentent toujours la majorité du public du dispositif pérenne reçu en 2007, soit 70 % contre 72 % en 2006. Comme en 2006, les deux principaux pays représentés sont le Congo RDC et la Guinée, puis viennent le Nigeria et l'Éthiopie. L'Asie est particulièrement représentée par le Bangladesh et le Sri Lanka. Les 8 mineurs isolés, originaires d'Europe, constituent un public nouveau avec 4 Russes (dont 2 Tchétchènes), 2 Moldaves et 2 Serbes.

Concernant l'âge des jeunes accueillis, la moyenne se situe principalement à 16 ans.

### 2) Le dispositif des mineurs dits «en transit»

Courant 2007, le dispositif d'urgence hivernale initié par la DASS de Paris, pour une durée de six mois, s'est finalement prolongé, tout au long de l'année, en raison du flux continu de mineurs isolés afghans sans abri en provenance, pour la plupart, d'Afghanistan et, dans une moindre mesure, d'Iran.

540 jeunes ont été reçus dans le

### ORIGINE PAR CONTINENT

Asie 26 % Europe 2 % Afrique 70 %

cadre de ce dispositif, tous exclusivement de sexe masculin. La tranche d'âge la plus importante se situe entre 16 et 17 ans (379 jeunes).

Au total, 717 jeunes, toutes nationalités confondues, ont été reçus par notre service.

Le phénomène d'arrivée des mineurs d'origine afghane et dits « en transit », devenu prédominant depuis fin 2006, a conduit la plate-forme à revoir l'organisation de son service et l'orientation de ses missions, celles-ci s'axant dorénavant davantage sur les repérages lors de maraudes. Celles-ci ont lieu trois soirs par semaine, place du Colonel Fabien et le long du canal Saint-Martin, et s'accompagnent de la mise à l'abri des jeunes repérés isolés, identifiés comme vulnérables, et déclarant avoir moins de 18 ans.

### 3) Les missions de la plate-forme

#### La mise à l'abri

La capacité d'hébergement de la plate-forme, concernant le dispositif pérenne, est habituellement de 10 places réparties en structure hôtelière avec des chambres occupées par 2 ou 3 personnes. Avec le dispositif des mineurs afghans

en transit, la capacité est passée de 12 places à 40 à la fin de l'année 2007.

Durant l'année 2007, 70 jeunes ont bénéficié d'un hébergement par la plate-forme dans le cadre du dispositif pérenne (50 garçons et 20 filles) et 498 jeunes Afghans dans le cadre du dispositif d'urgence, soit un total de 568 jeunes. C'est lors des permanences dans la rue, le soir, que la plupart des jeunes Afghans sont repérés par notre équipe puis mis à l'abri dans le dispositif hôtelier.

La durée moyenne de séjour est de 22 jours pour les mineurs afghans contre 48 jours pour les jeunes d'autres nationalités.

Ceci s'explique par la spécificité du public afghan dont une partie ne fait pas de la France la destination finale de son périple.

Un suivi de l'hébergement est effectué à travers des visites hebdomadaires, pour vérifier l'état des chambres, répondre aux besoins des jeunes et aux demandes des hôteliers ainsi que pour s'assurer du respect des règles de la prise en charge (dont l'absence de squat). Des comptes rendus sont réalisés au retour des visites.

Une fois mis à l'abri, les jeunes se voient remettre une « attestation de mise

# PLATE-FORME D'ACCUEIL POUR LES

à l'abri » confirmant leur prise en charge par la plate-forme.

Ce document comprend des éléments relatifs à leur identité supposée (avec leur photo) et sert à la fois au personnel pour identifier les jeunes hébergés et aux hôteliers pour les mêmes raisons mais également pour les démarches effectuées dans le cadre de leur suivi (médical, ASE, Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (Casnav)).

La finalité de cette mission est d'assurer une protection temporaire à ces jeunes pendant leur parcours d'exil, de leur offrir un moment de répit et de leur dispenser une information sur leurs droits (dont la demande d'asile) afin qu'ils prennent la décision la plus éclairée possible concernant leur devenir. Enfin, il s'agit de tenter d'en stabiliser certains et de leur permettre d'accéder au dispositif de protection de l'enfance de droit commun.

## Le suivi des mineurs isolés étrangers

### Evaluation / entretiens

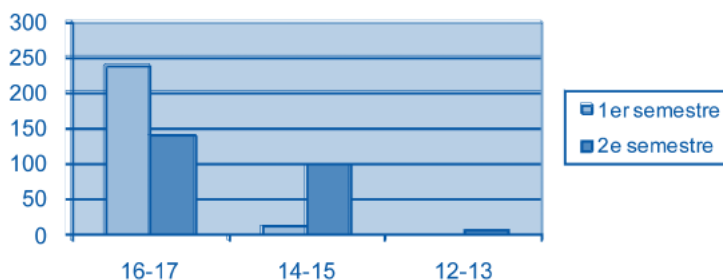
Outre sa mission de mise à l'abri, le travail de la plate-forme consiste à recevoir les jeunes pour un premier entretien afin d'évaluer leur situation (âge, précarité, isolement sur le territoire, vulnérabilité). Ces évaluations, surtout au bénéfice du public afghan, se trouvent facilitées par la présence d'intervenants sociaux parlant leur langue. Dans un deuxième temps, un accompagnement individuel, pour les différentes démarches, est mis en place et, si nécessaire, un signalement est effectué auprès des autorités compétentes (Aide sociale à l'enfance, juges des enfants).

Sur l'année 2007, 81 mineurs ont fait l'objet d'un signalement (dont 72 à l'ASE de Paris) pour le dispositif pérenne et 91 mineurs pour le dispositif mineurs « en transit ». Au total, 172 jeunes représentant 24 % de l'ensemble du public reçu ont été portés à l'attention de l'ASE.

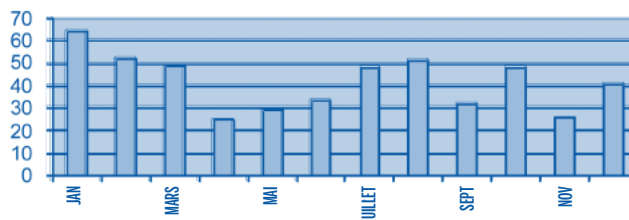
### Expertise d'âge

38 jeunes ont subi une expertise d'âge physiologique, pratique couramment répandue à Paris, et qui vise à vérifier que les jeunes qui sollicitent une admission à l'ASE sont bien mineurs.

## RÉPARTITION PAR ÂGE DÉCLARÉ (EN %)



## ARRIVÉES MENSUELLES DES MINEURS ISOLES AFGHANS



Seulement 9 d'entre eux ont été déclarés mineurs, ce qui révèle la fonction de filtre de cet examen médical, par ailleurs contesté dans sa validité scientifique et discutable dans ses intentions. A cet égard, cet examen nous semble avoir essentiellement un rôle dissuasif vis-à-vis de la demande de prise en charge par les services de protection de l'enfance et faire parfois passer la nécessité d'une protection au second plan.

### Scolarisation

Les intervenants sociaux débute les démarches lorsque les jeunes expriment la demande ou lorsque le jeune semble vouloir s'inscrire dans une démarche de suivi. Pour 2007, nous avons pu scolariser 75 jeunes par le Casnav soit plus du double par rapport à 2006. Les jeunes de plus de 16 ans rencontrant des difficultés à être scolarisés, leur orientation a été faite vers le Facil (formation mise en place par France Terre d'Asile, financée par le Fonds social européen, et destinée aux jeunes rencontrant des difficultés de scolarisation) pour 14 d'entre eux et dans une moindre mesure à l'Espace Torcy.

### Médical

Les partenaires privilégiés de la plate-forme, pour l'année 2007, ont été la Croix-rouge pour les pathologies bénignes et l'Espace santé jeunes (ESJ) pour les bilans médicaux de plus d'une quarantaine de jeunes. Le Pôle Santé Goutte d'or traite, quant à lui, des questions essentiellement dermatologiques : 30 cas de mineurs isolés afghans, victimes de plaies surinfectées et de gale, dont l'épidémie a été chronique tout au long de l'année.

Une vingtaine de jeunes ont dû être traités dans le cadre des urgences hospitalières pour des troubles psychologiques (3 cas dont une automutilation avec état dépressif) et fractures de toutes sortes (traumatismes crâniens, cervicaux, fractures du poignet ou entorses).

Un suivi psychologique, par les associations Primo Levi, Parcours d'Exil ou le Centre Minkowska, a été proposé à 1/3 des jeunes suivis.

### Animations

Dans le cadre des activités d'animation dispensées par l'équipe de la plate-forme, un partenariat a été établi avec la mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement, pour une

# MINEURS ISOLES DE PARIS

mise à disposition d'un terrain de football tous les vendredis après-midi, porte de la Chapelle. Des tournois ont été organisés avec le Caomida et deux CADA d'Ile-de-France.

Les sorties culturelles ont également été à l'honneur avec des visites de musées, de monuments, de la Cité des sciences ainsi que la célébration du Nouvel An Perse en partenariat avec l'Association Autre monde qui nous a prêté ses locaux pour l'occasion.

## Demande d'asile

Pour 2007, la plate-forme a été nommée administrateur ad hoc à 27 reprises soit 3 fois plus qu'en 2006.

Sur ces 27 jeunes, 20 étaient passés par notre dispositif et 7 faisaient l'objet d'un suivi tout en bénéficiant déjà d'un hébergement chez un tiers (compatriotes pour la plupart).

Au 31 décembre 2007, 16 jeunes majoritairement originaires d'Afrique (Nigeria, Ethiopie, Erythrée) avaient obtenu un statut devant l'Ofpra (11) ou la CNDA (5). Parmi eux, 4 Afghans avaient pu continuer, avec notre soutien, leurs démarches visant l'obtention du statut de réfugié ou un titre de séjour après avoir été admis à l'ASE.

Par ailleurs, nous avons apporté notre concours à 4 dossiers de demandes de régularisation dont 3 ont obtenu un titre de séjour « vie privée et familiale » et le dernier une carte de séjour mention « étudiant ».

Enfin, nous avons participé à une session de formation sur les administrateurs ad hoc pour mineurs isolés étrangers, organisée en octobre 2007 par le SSAE.

## L'orientation à la sortie de la plate-forme

Sur les 172 jeunes signalés, 78 ont été pris en charge par l'ASE dont 19 Afghans. 17 d'entre eux ont bénéficié d'un placement en dehors de toute expertise d'âge. Au total 45,35 % des mineurs signalés ont été placés par l'ASE. A signaler qu'un certain nombre de jeunes quitte le dispositif avant que la décision de prise en charge par les services de protection de l'enfance ait été effective, en raison des délais de procédure parfois trop longs et qui maintiennent les jeunes

dans une situation de précarité peu propice à leur stabilisation.

Une vingtaine de jeunes reçus à la plate-forme ont été orientés vers une autre association (EMDH, Relais 18), soit en raison de leur jeune âge, soit en raison d'un manque de places dans notre structure. Suite à un incident nécessitant une réponse immédiate de protection, 2 jeunes ont été transférés au Caomida de Boissy-Saint-Léger.

8 d'entre eux ont été réorientés en interne à FTDA vers des structures d'hébergement pour demandeurs d'asile adultes (HAI). Il s'agit de jeunes déclarés majeurs lors de l'expertise d'âge physiologique, que nous plaçons dans nos structures d'hébergement pour adultes mais que nous continuons à suivre dans le domaine de l'asile.

## 4) Bilan

L'année 2007 a été riche d'enjeux pour la plate-forme accueil mineurs. Il a été nécessaire de s'adapter à cette nouveauté que constituent les maraudes; notamment en terme de modalités d'intervention et d'approche des jeunes.

Dans un contexte marqué par la permanence de flux d'arrivées significatifs tout au long de l'année, la pression de l'urgence s'est fait sentir. Un des enjeux a été de parvenir à créer des relations de confiance, fixer des repères et maintenir un accueil digne à des jeunes que la précarité, du fait de leur exil, rend vulnérables et de potentiellement victimes de

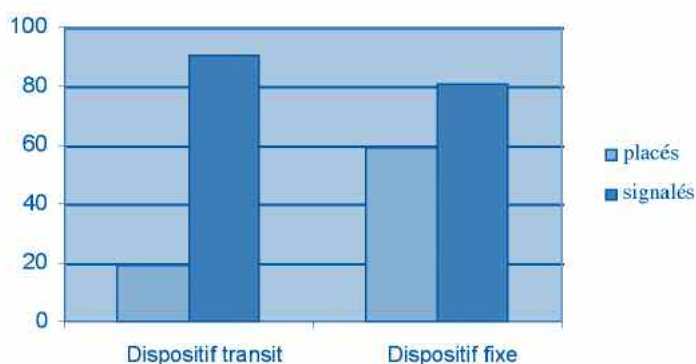
réseaux.

Afin de faire face au surcroît d'activité, généré par le dispositif des mineurs « en transit », la plate-forme d'accueil des mineurs isolés étrangers de Paris s'était enrichie, au 31/12/07, de 3 intervenants sociaux et d'un personnel encadrant supplémentaire.

L'absence d'un cadre de travail partenarial commun, avec les différents acteurs institutionnels de la protection de l'enfance, demeure une des limites actuelles du dispositif.

Le traitement réel des situations de danger avéré reste difficile. Les motivations des expertises d'âge physiologique, le cadre de la prise en compte de leurs résultats semblent obéir, selon les acteurs en cause, à des logiques divergentes.

## NOMBRE DE JEUNES ADMIS À L'ASE PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JEUNES SIGNALÉS PAR LA PLATE-FORME





## Le Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers de Caen : SAMIE

Le 31 décembre 2007, le Service d'accueil pour mineurs isolés étrangers (Samie) comptait seize mois d'existence dont neuf de prise en charge globale des jeunes.

### 1/ Les chiffres représentatifs de l'activité et leur analyse

#### Les arrivées

Au cours de l'année 2007, 56 jeunes sont présentés ou ont été conduits au Samie. Pour six d'entre eux (4 Afghans et 2 Iraniens), l'objectif était de rejoindre la Grande-Bretagne. Ils ont refusé la prise en charge et la mise à l'abri.

A la suite de l'examen d'âge physiologique, ont été reconnus deux mineurs parmi les cinq jeunes qui y ont été soumis. Au total, au cours de l'année, le service a réalisé 47 nouvelles prises en charge et 49 admissions. En effet, deux jeunes ont fugué quatre mois et se sont représentés à la plateforme d'accueil afin que la Mission de Protection de l'Enfance (MPE - service de l'ASE) réactive leur prise en charge.

La moyenne d'âge des mineurs ayant sollicité une prise en charge, au cours de l'année 2007, s'élève à 16 ans et 6 mois.

En 2007, plus d'un tiers des prétendants à la minorité étaient d'origine moldave. En général, les personnes originaires d'Afghanistan sont en « transit » vers

la Grande-Bretagne. Toutefois, cette année, 8 jeunes Afghans ont prétendu à la minorité et 6 d'entre eux ont été pris en charge.

En 2007, le taux de rotation des jeunes au sein du service est de 78 % si l'on considère les sorties (46 sorties sur 59) et 83 % si l'on considère les entrées (49 entrées), contre 50 % en 2006. 106 jeunes ont été pris en charge pendant l'année.

#### Les nationalités

Le pays le plus représenté est la Moldavie avec 27 % des effectifs. Les quatre premières nationalités, Moldavie, Nigéria, Mongolie, Sierra Leone, regroupent plus

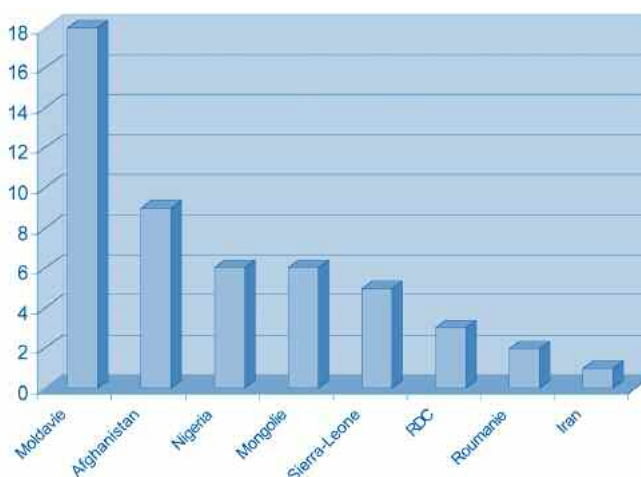
de 62 % des effectifs. Le continent le plus représenté est, quant à lui, l'Afrique avec 50 % des jeunes pris en charge.

### 2/ les principaux axes de travail de l'année 2007

#### Les événements importants

Pendant les vacances d'été et comme l'année dernière le Secours populaire de Caen a proposé aux jeunes du Samie des chèques vacances. Quelques sorties à la plage ont été encadrées par les intervenantes sociales. Un partenariat avec l'atelier d'insertion Aforex (conditionnement

NOMBRE DE JEUNES PAR PAYS D'ORIGINE EN 2007



de produits en provenance d'une imprimerie) permet de mettre à profit les vacances scolaires pour faire découvrir le monde du travail à quelques jeunes.

Le 20 août, une intervenante sociale de formation juridique a rejoint l'équipe. Elle accompagne quelques jeunes mais sa mission principale reste la recherche d'éléments et la rédaction de dossiers de demande d'asile ou de régularisation. Avec son arrivée, le Samie comporte 4 intervenantes sociales.

Du 14 au 24 septembre, le Samie a participé avec les deux autres structures France Terre d'Asile locales à la foire internationale de Caen. Les objectifs étaient de mieux faire connaître les personnes prises en charge, afficher la présence et les actions de France Terre d'Asile depuis 2 ans, élargir notre réseau de partenaires (objectifs atteints), approcher des bénévoles potentiels et sensibiliser des propriétaires d'appartement aux besoins de notre public (objectifs non atteints).

Une salle informatique avec accès à Internet accessible sur réservation et le mercredi, en présence d'un animateur bénévole, est opérationnelle depuis octobre. Elle est mutualisée avec le CADA. Les ordinateurs qui l'équipent proviennent de cessions de la DDASS (2006) et du Conseil général (2007).

Trois cours de français sont dispensés par semaine par des bénévoles communs au CADA. Ils visent le premier apprentissage et la préparation des jeunes en attente du passage des tests CIO et avant le démarrage de leur scolarité.

### L'hébergement

Depuis le mois d'avril 2007, l'appartement partagé (11 appartements loués à ce jour) est le mode de logement le plus important. Le 31 décembre 2007, il représentait 51 % de la capacité d'hébergement. L'hébergement à l'hôtel reste très fréquent : 31 % des jeunes y logent.

La mise en appartement des jeunes nouveaux arrivants est plus facile et les jeunes sont en majorité demandeurs même si le changement et les responsabilités supplémentaires les effraient.

### La scolarisation et la formation

Le 31 décembre 2007, la totalité des jeunes pris en charge était inscrite dans une formation.

Il ressort que la moitié d'entre eux (49 %) ont intégré un Cippa (FLE, classique ou projet individualisé). Ces nombreuses admissions sont rendues possibles par une collaboration étroite entre l'Inspection Académique (IA), le coordonnateur du Cippa et le Samie.

Cette collaboration se traduit par une rencontre mensuelle avec les personnels du Cippa et trimestrielle avec l'inspection académique. La majorité des jeunes est orientée vers des formations technologiques ou professionnelles en raison de leur niveau scolaire, de leur âge et des contraintes de temps imposées par leur situation administrative.

Le Samie compte deux jeunes ayant validé leur baccalauréat. L'un est inscrit en BTS « biotechniques des analyses », l'autre suit une Licence de « Mathématiques Appliquées aux Sciences Sociales ».

### Les Contrats jeunes majeurs ou recueils provisoires jeunes majeurs

Le 31 décembre 2007, la proportion de mineurs était légèrement supérieure à celles des jeunes majeurs : 52 % de mineurs et 48 % de jeunes majeurs. Il est important de noter que fin 2006, la proportion de jeunes majeurs était de 60 %. Le taux de contractualisation a chuté de 12 % en un an.

Cette baisse de la moyenne d'âge et du nombre de CJM s'explique par l'arrivée de nouveaux et par le non renouvellement du Contrat jeune majeur des personnes qui ne respectaient pas les engagements pris avec la MPE.

Le nombre de jeunes majeurs ayant obtenu un contrat varie d'une tranche d'âge à l'autre. Douze d'entre eux se situent dans la tranche d'âge 20 et 21 ans, ce qui annonce pour le service une série importante de départs en 2008.

Répartition des jeunes majeurs par tranches d'âge, le 31 décembre 2007 :

18 - 19 ans	10
19 - 20 ans	7
20 - 21 ans	12

Au cours de l'année 2007, 70 % des sorties ont eu lieu à un âge inférieur ou égal à 18 ans. Elles représentent au total 32 personnes. Parmi ces 32 jeunes, 9 ont sollicité un CJM et ne l'ont pas obtenu. Il

s'agit de 7 Moldaves, un Roumain et un Mongol.

### 3/ Les motifs de sortie du Samie

Le 31 décembre 2007, la durée de suivi puis de prise en charge moyenne à la plate-forme (ADDA puis France Terre d'Asile) et au Samie était de 1 an et 8 mois.

Ce délai devrait permettre au jeune d'élaborer un projet individualisé avec son intervenant social et d'avancer dans sa réalisation. Les difficultés rencontrées en termes de délais liés à la prise en charge MPE, et/ou à la demande d'asile, ou à la non adhésion au mode de fonctionnement du service rendent très souvent les orientations et/ou les fins de prise en charge difficiles.

### Répartition des motifs de sortie du Samie en 2007

Disparition	25
Orient. CADA	3
Expertise os. majeur	3
Orient. plate-forme	3
Exclusion	3
Orient. circons.	2
Emploi	2
Orient. SAJD	2
Orient. SAVA	1
Orient. Voix des Femmes	1

Les disparitions de mineurs approchant de leur majorité sont le premier motif de sortie du dispositif. Elles visent essentiellement des jeunes originaires d'Europe de l'Est (Moldavie, Roumanie). Ces disparitions représentent 62 % du total des fins de prises en charge.

### 4/ En conclusion

Les sorties doivent pouvoir être améliorées, notamment celles des jeunes n'obtenant pas de Contrat jeune majeur et qui sont demandeurs d'asile. L'idéal serait d'élaborer avec la DDASS et la MPE un processus permettant de les faire passer directement du Samie à un CADA local en leur évitant d'avoir recours à l'hébergement d'urgence en foyer peu approprié à leur fragilité.



## Le Centre d'Accueil et d'Orientation pour Mineurs Isolés Demandeurs d'Asile : le Caomida de Boissy-Saint-Léger

**Capacité agréée :** 33 places

**Composition de l'équipe :** 19.6 ETP  
1 assistante juridique, 1 assistante socio-éducative, 1 psychologue, 1 animateur, 1 formatrice FLE, 7 éducateurs, 2 veilleurs de nuits (+1), 1 cuisinier, 1 ouvrier d'entretien, 1,5 secrétaire comptable, 1 chef de service, 1 responsable d'établissement auxquels s'ajoute 1 volontaire civil.

**Principaux partenaires :** Services de l'Aide Sociale à l'Enfance des Conseils généraux (75 ; 94 ; 93, etc.)

Tribunaux pour enfants de Paris, Créteil, Bobigny, Tribunal d'instance de Boissy, Inspection académique de Créteil, Cellule d'accueil, Mission d'insertion de l'Education nationale, Centre d'Information et d'Orientation de Boissy-Saint-Léger.

**Public accueilli :**

Présents au 31/12/2007 : 29 jeunes

Entrées : 23. Sorties : 30

Taux d'occupation : 95.85 %

**Nombre de statuts accordés au cours de l'année :** 7

Régularisations : 2

Taux de reconnaissance Ofpra : 71,43 %

Taux de reconnaissance CNDA : 40 %

**Taux de reconnaissance global (Ofpra et CNDA) :** 71,43 %

### LES JEUNES ACCUEILLIS

isolés étrangers (MIE) ont été pris en charge par le Caomida. Il y a eu 23 jeunes nouvellement admis et 30 jeunes sont sortis, dont 22 orientés.

Au 31/12/2007, 29 jeunes étaient présents.

Ages	Garçons	Filles	%
13-14 ans	0	0	0
14-16 ans	7	3	17
16-18 ans	38	11	83
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>14</b>	<b>100 %</b>
%	76.27%	23.72%	100 %

Plus de la moitié des jeunes et quasiment la totalité des filles proviennent d'Afrique. Toutefois, on observe une nette diminution du nombre de filles. Comme en 2006, le Caomida comptait vingt nationalités présentes. La principale reste les Congolais de RDC mais on a assisté au cours de l'année 2007 à une augmentation importante du nombre de jeunes Afghans et Bangladais.

78 % des jeunes sont adressés au Caomida par des services d'Aide Sociale à l'Enfance d'Ile-de-France et 17 % par des départements de province. Le service de l'Aide Sociale à l'Enfance de Paris est à l'origine de plus de 58 % des admissions.

5 jeunes ont été directement accueillis

en urgence au Caomida du fait de l'embolie, à certaines périodes, du dispositif parisien d'accueil des MIE à la rue.

L'âge moyen des jeunes à l'admission se situe à 16 ans. Ce rajeunissement, en comparaison avec 2006, ne doit pas cacher que 83 % des mineurs isolés pris en charge se situent dans la tranche d'âge comprise entre 16 et 18 ans.

18 jeunes sont devenus majeurs au cours de l'année, ce qui constitue une donnée fondamentale puisqu'elle entraîne nécessairement la question d'une poursuite de la prise en charge au titre de l'aide sociale à l'enfance et donc, la conclusion d'un contrat jeune majeur.

Le suivi juridique et administratif des adolescents orientés du Caomida vers d'autres structures est apparu depuis trois ans comme une modalité incontournable de la prise en charge éducative.

Il a fallu se rendre à l'évidence : tenter d'orienter des jeunes non régularisés à un titre ou à un autre (statut de réfugié ou carte de séjour temporaire) vers des structures qui ne sont pas spécialisées dans ce type d'activité « juridique », relevait de la gageure.

S'il est vrai que les délais de procédure devant l'Ofpra ont été considérablement raccourcis pour les adultes, ce n'est pas forcément le cas pour les

## Nationalités accueillies :

Nationalités	Filles	Garçons	Total
Afghanistan	0	9	9
Angola	1	5	6
Bangladesh	0	8	8
Cameroun	0	1	1
Chine	1	0	1
Congo RDC	7	3	10
Cote d'Ivoire	2	0	2
Erythrée	0	1	1
Guinée Conakry	1	6	7
Haïti	1	0	1
Irak	0	1	1
Iran	0	2	2
Pakistan	0	1	1
Maroc	0	1	1
Nigeria	0	1	1
Roumanie	0	1	1
Russie	0	2	2
Rwanda	1	0	1
Somalie	0	2	2
Tunisie	0	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>45</b>	<b>59</b>

## Répartition par continents

	Afrique	Asie	Europe	Autre	%
Filles	12	1		1	23.72
Garçons	21	21	3		76.27
Total	33	22	3	1	99.99
%	56	37	5	1.5	

mineurs qui voient leur accès à la procédure entravée par de nombreux obstacles. Absence de tutelle d'État, retard dans la nomination d'administrateur ad hoc, délais de convocation devant l'Ofpra parfois plus long que pour les adultes, délais de réponses qui sont, eux aussi, plus longs, et parfois, absence de convocation ou impossibilité de déposer la demande d'asile avant la majorité, sont autant d'entraves à la clarification de la situation administrative des jeunes avant leur 18 ans.

Devant la Commission des recours, c'est tout aussi compliqué : plus de dix-huit mois d'attente pour certains, entre le moment du dépôt du recours et la date de

l'audience devant la Cour Nationale du Droit d'Asile (ex CRR), avec des jeunes qui atteignent 20-21 ans.

Enfin, si la procédure de demande d'asile n'aboutit pas favorablement, il faut en passer par les demandes de régularisation en préfecture. C'est un nouveau marathon qui commence, dont la durée et l'issue restent incertaines.

Dans une telle incertitude, les services de l'ASE hésitent à signer des contrats jeunes majeurs au-delà de quelques mois, dans le meilleur des cas.

Avec une telle complexité des procédures, comment reprocher aux structures éducatives de ne pas vouloir s'y essayer ? Devant ce constat, le Caomida

propose donc systématiquement à ses partenaires pour l'orientation des jeunes, un suivi juridique jusqu'à l'aboutissement final de la procédure. Accompli par la conseillère juridique du Centre, ce suivi représente une charge de travail très variable : certains dossiers ne demandent qu'un renouvellement de carte de séjour, une fois par an, d'autres nécessitent une attention quasi journalière. Certains jeunes ont été orientés alors même qu'ils n'avaient pas encore été reçus en entretien devant l'Ofpra, d'autres lorsqu'ils sont en procédure devant la préfecture en demande de carte de séjour temporaire.

Ce corollaire nécessaire permet le maintien des liens indispensables au bon déroulement des procédures et sécurise le jeune dans ce qui reste pour lui, un long parcours incertain, semé d'embûches. En 2007, la durée moyenne de prise en charge des jeunes sortis aura été d'un peu plus de 11 mois. Ce chiffre doit être relativisé car il s'agit d'une moyenne qui comprend les jeunes partis volontairement et qui séjournent entre quelques jours et 2 mois. Si l'on prend en compte uniquement les jeunes orientés, le séjour moyen au Caomida se situe à 15,5 mois soit une durée équivalente à celle de 2006.

L'importance des départs volontaires s'explique par le fait que le Caomida a été amené à prêter son concours au dispositif d'accueil parisien des mineurs isolés étrangers à la rue lorsque celui-ci est saturé. Le Caomida a ainsi accueilli 10 mineurs dans ce contexte, dont certains, au nombre de 5, avaient moins de 16 ans, et force est de constater que seuls 2 sont restés jusqu'à présent.

Il faut rappeler que pour ces jeunes, la France n'est pas la destination finale qu'ils privilégient a priori. Si une partie d'entre eux est réellement fixée sur sa destination, Angleterre, Scandinavie, parce qu'ils y ont de la famille installée et qu'ils sont attendus, une autre partie, plus indéterminée, se situe plutôt dans une forme d'expérimentation concrète des conditions d'accueil et de prise en charge. Pour ces jeunes en particulier, les obstacles posés à leur prise en charge et notamment l'expertise d'âge, constituent une manifestation de défiance à leur endroit. Le flou actuel en ce qui concerne ces

expertises, les problèmes posés par les questions d'authentification des papiers, les contestations qui s'en suivent, contribue à maintenir ces jeunes dans une situation d'indétermination quant aux suites de leur prise en charge. Enfin, les injonctions familiales qu'ils peuvent subir à distance, les incitent souvent à poursuivre leur trajectoire vers l'Europe du Nord. C'est l'ensemble de ces facteurs qui au final motive leur départ.

En terme d'orientation, l'importance prise par les Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) est à corréluer au fait que 18 jeunes sont devenus majeurs en cours de prise en charge. Cette donnée complique singulièrement les orientations de sortie du Caomida.

En effet, pour les jeunes majeurs, la question de la prise en charge sociale se pose avec acuité. Ils sont le plus souvent dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins du fait d'une conjonction de différents facteurs.

D'une part, beaucoup d'entre eux sont arrivés à plus de 16 ans en France et n'ont donc pu bénéficier que d'un an à un an et demi de prise en charge éducative. Durant cette période, ils ont dû apprendre le français, s'engager dans une formation scolaire et professionnelle et acquérir les bases minimales d'un savoir-vivre en France.

Il faut rappeler que de manière générale, cette tranche d'âge rencontre en France des difficultés spécifiques liées aux problèmes de logement et d'accès à un premier emploi. Ainsi, l'INSEE (synthèse 2005) montre que l'âge moyen de départ du foyer parental se situe autour de 23 ans et que 55 % des jeunes âgés entre 19 et 25 ans vivent avec leurs parents (chiffres 2002). 20 % des « sans domicile aidé » (enquête INSEE 2001) ont entre 18 et 24 ans.

On mesure la difficulté à laquelle les jeunes majeurs isolés étrangers sont confrontés. A celle-ci, s'ajoute le problème de l'accès au séjour si un statut administratif n'a pas été obtenu durant la minorité de l'intéressé.

Reste la possibilité d'une poursuite de la prise en charge socioéducative au titre de l'Aide sociale à l'enfance. La loi du 5 mars 2007 a rappelé que cette protection pouvait être étendue jusqu'à l'âge de 21 ans pour les jeunes qui connaissent des « difficultés susceptibles de compro-

## Partenaires des Services de l'Aide Sociale à l'Enfance

Départements	Codes postaux	Nbre de jeunes	%
ASE de Paris	75	34	58
ASE du Val de Marne	94	4	7
ASE de la Haute Vienne	87	5	8.4
ASE de Seine St Denis	93	5	8.4
ASE du Haut Rhin	68	3	5
ASE des Hauts de Seine	92	1	1.7
ASE du Val d'Oise	95	1	1.7
ASE de Seine et Marne	77	1	1.7
ASE de l'Oise	60	2	3
Autres (dispositif Paris)		3	5

## Les orientations

Type de sortie	Nbre	%
Foyer de Jeunes Travailleurs	6	19
Foyer éducatif	3	10
Service de chambre en ville	4	13
Centre de Formation Professionnelle	4	13
Famille d'accueil	1	3
Centre maternel	1	3
Réorientation ASE	1	3
Retour en famille	1	3
Arrêt prise en charge	1	3
Départ volontaire	8	27
TOTAL	30	100

mettre gravement leur équilibre», ce que précise le CASF parlant de jeunes « qui éprouvent des difficultés d'insertion sociale, faute de ressources ou d'un soutien familial suffisants ».

Si les jeunes majeurs isolés étrangers sont tout désignés par le texte, cette aide sociale est facultative et par suite s'avère très variable d'un département à l'autre. Elle est le plus souvent conditionnée à une possibilité d'accès au séjour et à la poursuite d'une formation scolaire et professionnelle courte, permettant un accès ultérieur à l'emploi, ce qui n'est pas la moindre des gageures.

Le Caomida s'emploie à obtenir pour chacun des jeunes concernés un Contrat Jeune Majeur, à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet individualisé porté par le jeune et validé par le service de l'ASE dont il relève.

Le passage à la majorité constitue une période charnière pour les jeunes mineurs isolés et pour cette raison, le Caomida a déposé un projet d'extension de sa capacité d'accueil afin d'offrir à ces jeunes une prolongation adaptée et transitoire de la prise en charge, le temps de mettre en œuvre une orientation de sortie.

## Le Service d'assistance sociale et administrative



**Le Service d'assistance sociale et administrative (Sasa)** est un véritable guichet unique en Ile-de-France. Il accueille les demandeurs d'asile qui sollicitent un hébergement en CADA et leur apporte une aide administrative et sociale du début de la procédure jusqu'à la détermination ou non de la qualité de réfugié (information, orientation, domiciliation, gestion du courrier, enregistrement des demandes d'entrée en CADA, recherche d'hébergement d'urgence, acheminements vers les centres, retours volontaires, etc.).

Malgré la baisse généralisée des flux amorcée depuis la réforme de l'asile, le contexte de la demande d'asile à Paris est toujours marqué par des flux qui demeurent importants (3 997 APS délivrées à Paris en 2007 soit 16,79 % au niveau national selon les sources Ofpra contre 14,99 % en 2006) comparative-ment aux autres régions.

Le plus souvent isolés et sans ressource, les candidats à la reconnaissance du statut de réfugié sont dans l'impossibilité de trouver un logement par eux-mêmes et donc une adresse qui puisse leur permettre d'entamer la procé-

dure d'asile. C'est pourquoi le SASA, à travers son activité de domiciliation pour demandeurs d'asile sans domicile fixe, a supprimé le premier obstacle à l'ouverture de la procédure.

Ainsi, en 2007, sur 11 265 domicilia-tions actives, le Sasa a domicilié 3 905 nouveaux demandeurs d'asile primo-arrivants en provenance de tous les continents (contre 3 385 en 2006), enregistré 9 446 courriers relatifs (sur 20 à 30 000 courriers mensuels reçus), entre autres, à la procédure de séjour et d'asile, et a fixé 3 876 rendez-vous sur les six échéanciers CPAM réservés à France Terre d'Asile pour l'accès aux soins des demandeurs d'asile primo-arrivants dans le cadre de l'agrément que l'association a avec la CPAM de Paris.

Le déroulement de l'activité du service a été marqué en 2007 :

- d'une part, par la mise en place à Paris, dès le mois de mars 2007, du schéma parisien élaboré par le préfet de Paris, de la procédure de l'allocation temporaire d'attente (ATA)/Offre d'hébergement (décret n° 2007-399 du 23 mars 2007 ATA),

- par une actualité législative impor-

tante et complexe portant tant sur le séjour, la nationalité, l'éloignement, etc.,

- par une augmentation de l'activité de domiciliation de 15,36 % par rapport à l'année 2006,

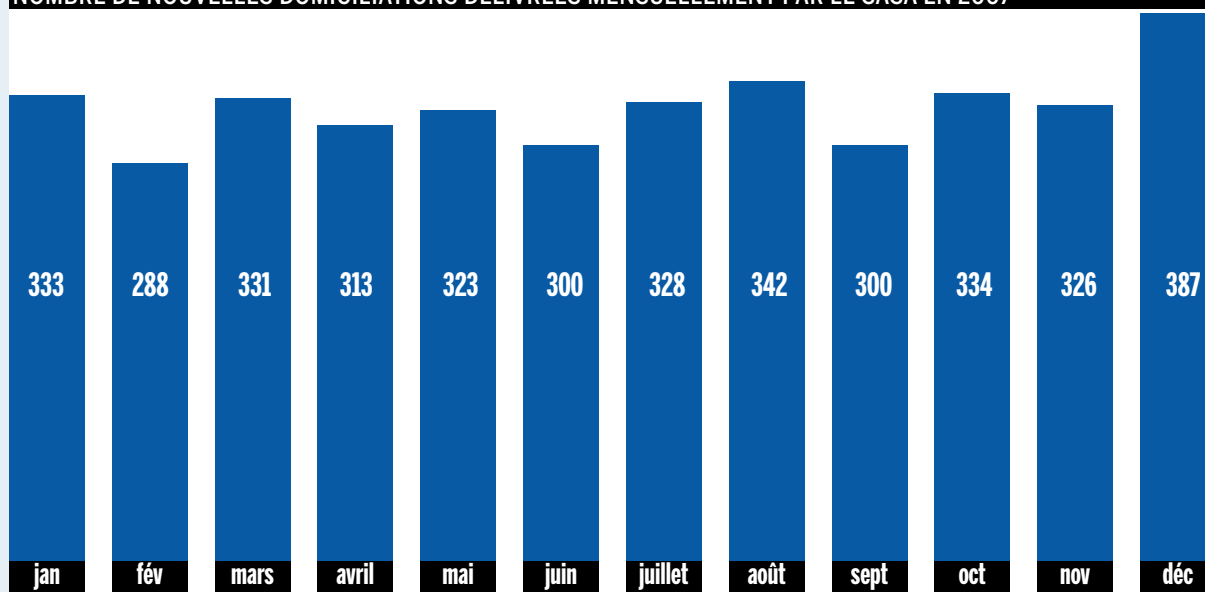
- par une augmentation de 62,55 % de la demande d'hébergement en CADA (conséquence de la mise en œuvre de la procédure ATA/OPC d'hébergement en CADA au titre de l'aide sociale, article L. 351-9 e L. 351-9-1 du Code du travail et R. 345-8 du code de l'action sociale et des familles),

- par la multiplication de situations de grande vulnérabilité de demandeurs d'asile non-admis au séjour et ne pouvant prétendre à une prise en charge en CADA (cas des procédures prioritaires ou de cas placés sous convocation Dublin dans l'attente de la réponse de l'état européen saisi).

Au 31 décembre 2007, en liaison avec la DASS de Paris, le service a enregistré une liste de 2 803 offres de prise en charge d'hébergement en CADA pour les isolés et couples sans enfants orientés vers le SASA par le Centre Asile de la Préfecture de police de Paris.

## 1) Activité de domiciliation

### NOMBRE DE NOUVELLES DOMICILIATIONS DELIVREES MENSUELLEMENT PAR LE SASA EN 2007



### EN 2007, LES DIX PREMIÈRES NATIONALITÉS DOMICILIÉES AU SASA ÉTAIENT LES SUIVANTES :

Russie	550	Nigéria	157
Iran	498	Mauritanie	139
Afghanistan	301	Congo Brazzaville	137
Mongolie	175	Irak	122
Congo RDC	168	Arménie	112

### RÉPARTITION PAR CONTINENT DES PERSONNES DOMICILIÉES

Afrique	1179	30%	Europe	1063	27%
Amérique	31	1%	Apatrides	4	0%
Asie	1627	42%	Total	3905	

## 2) - Activité de demande d'hébergement en CADA et préparation des candidatures à l'hébergement pour la Concertation Régionale de l'hébergement des demandeurs d'asile (CRHDA) et Commission Nationale d'admission (CNA) :

L'offre des places disponibles réservée à la CRHDA se fait directement au SASA qui prépare et tient une liste des demandes d'hébergement des isolés et couples sans enfants pour la Drassif et l'Anaem et effectue l'adéquation entre les caractéristiques et la configuration des places disponibles tout en procédant à la vérification de la conformité des

critères administratifs et sociaux exigés pour l'entrée en CADA ou en AUDA.

Le SASA organise également le départ des isolés et couples sans enfants vers les lieux d'hébergement en convoquant les demandeurs d'asile et en préparant les titres de transport, en lien avec l'Anaem.

### EVOLUTION DE LA DEMANDE D'HÉBERGEMENT DE 2005 À 2007

	2005	2006	2007
Hommes isolés	515	834	1254
Femmes isolées	161	306	660
Couples	38	0	4
Femmes isolées jeunes majeurs	0	4	2
Hommes isolés jeunes majeurs	0	39	3
<b>Total</b>	<b>714</b>	<b>1183</b>	<b>1923</b>

En 2007, le SASA a enregistré 1 923 demandes de CADA contre 1 183 en 2006 soit une augmentation de 62,55 %.

### RÉPARTITION ET ORIENTATION DES DEMANDEURS D'ASILE (PAR SEXE ET COMPOSITION FAMILIALE) ACCUEILLIS PAR LE SASA, ADMIS PAR LA CRA OU LE CNA DANS LES CENTRES DU DNA EN 2007

Hommes isolés CADA	177
Femmes isolées CADA	119
Couples en nombres de places CADA	50
Hommes isolés, accueil temporaire (AT), dispositif temporaire (DT)	154
Femmes isolées AT, DT	37
Couples en nombres de places, AT, DT	18
Jeunes majeurs, hommes isolés CADA	9
Jeunes majeurs, femmes isolées CADA	3
Jeunes majeurs, hommes isolés AT, DT	0
Jeunes majeurs, femmes isolées AT, DT	0

Parmi ces 1 923 demandes CADA enregistrées, 555 cas (687 en 2006) ont pu être admis au titre de l'aide sociale dans les centres (393 via la CHRDA et

162 via la CNA) et pour lesquels le SASA a organisé l'acheminement vers les centres du DNA.

Le Bureau d'aide juridictionnelle

(BAJ) : le service a continué de représenter les usagers au bureau d'aide juridictionnelle auprès de la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA).

### 3) – La prise en charge en structures hôtelières des adultes isolés à Paris dans le cadre du programme Hébergement adultes isolés (HAI) :

L'activité de prise en charge hôtelière à Paris des demandeurs d'asile isolés

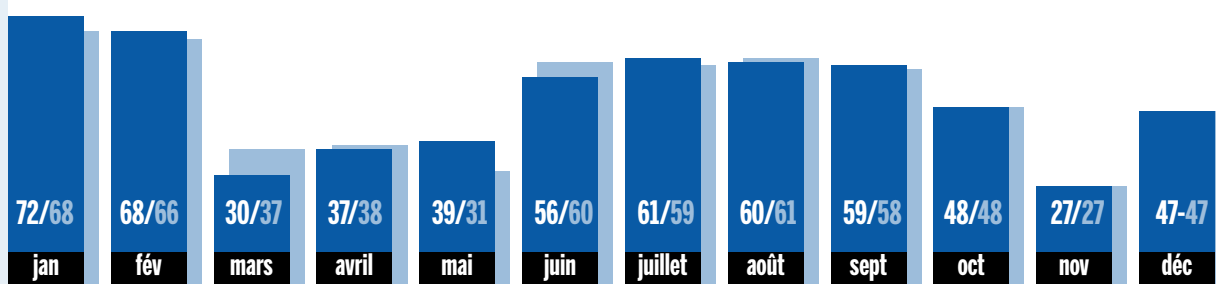
possède, en 2007, une capacité d'hébergement de 180 personnes. Les hôtels concernés ont signé en mars 2006 la « charte de qualité de prestation hôtelière » établie par la DASS de Paris et se sont engagés à la respecter.

605 cas ont été pris en charge en hôtel dans le cadre du programme d'héberge-

ment des adultes isolés à Paris, mis en place à la demande de la DASS de Paris depuis 2003.

En décembre 2007, nous avons cumulé 2 255 entrées hôtelières, depuis le démarrage du dispositif.

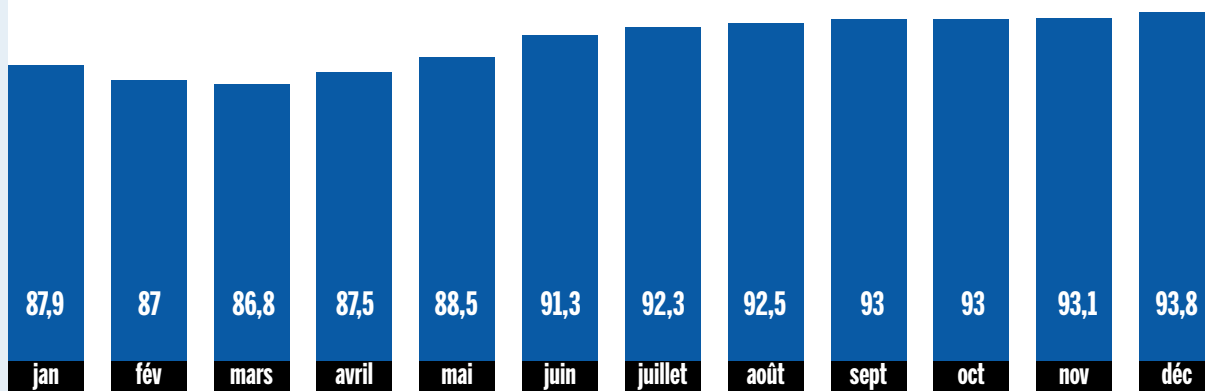
#### ÉVOLUTION MENSUELLE DES ENTRÉES ET DES SORTIES HOTELIÈRES DU PROGRAMME D'HEBERGEMENT DES ADULTES ISOLÉS (HAI) DU SASA EN 2007



En bleu : les entrées; en bleu clair : les sorties

600 départs ont été effectués en 2007, dont 80 % en structure d'accueil (CADA, accueils temporaires...).

#### ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA DURÉE MOYENNE DE SÉJOUR DANS LES HÔTELS EN 2007

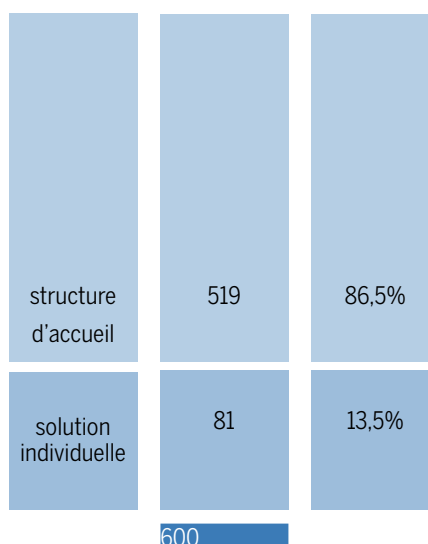


Durée de séjour : La durée de séjour des usagers en 2007 est passée à 99,7 nuitées contre 104 nuitées en 2006 et est toujours fortement dépendante de l'offre.

**Les entrées et les sorties du dispositif** : 2007 a connu une augmentation des entrées de demandeurs d'asile afghans et iraniens (18 % et 9 % de la population accueillie) et une baisse sensible du nombre des sorties (7 %).

## RÉPARTITION DES SORTIES PAR STRUCTURES D'ACCUEIL

vers	nbre	%
Accueil temporaire	161	27
Ase	5	1
Autre structure d'accueil	3	1
CADA	316	53
CAFDA	1	0
CHRS	1	0
CPH	2	0
DPHRS	12	2
État responsable	12	2
Maison de journalistes	3	1
Pays d'origine	3	1
Samu Social	13	2
Solution individuelle	68	11
<b>Total</b>	<b>600</b>	<b>100</b>



**Interventions sur le terrain** : les interventions sur le terrain, accompagnés d'interprètes, ont lieu deux demi-journées par semaine autour de la Gare de l'Est (squares Alban Satragne et Villemin dans le 10ème, lieux de rassemblement et de « squat » des exilés kurdes, irakiens, iraniens et afghans). Pendant la période hivernale, elles sont étendues place du Colonel Fabien où l'Armée du

Salut distribue des repas chauds.

En 2007, il est à noter un nombre important d'exilés rencontrés dont une majeure partie ne pouvait (suite à l'application des critères de détermination de l'Etat responsable de leur demande d'asile – Dublin II) ou ne voulait pas demander l'asile en France. Ces cas, après avoir été informés des différentes procédures (française et européenne) d'asile ont été

orientés vers les partenaires offrant certaines prestations sociales (hébergement d'urgence, distributions d'aliments, accès aux soins en cas de nécessité). La présence d'intervenants sociaux sur le terrain a sans doute permis à ceux des exilés qui souhaitaient demander une protection en France, de sortir ainsi définitivement de l'errance.

## RÉPARTITION DES ENTRÉES HOTELIÈRES PAR NATIONALITÉS EN 2007

Afghanistan	107	Soudan	18	Chine	8	Népal	3
Iran	67	Serbie	15	Angola	7	Guinée Bissau	2
Congo RDC	47	Erythrée	14	Sierra Leone	7	Kirghizstan	2
Nigéria	33	Rwanda	14	Algérie	6	Maroc	2
Guinée <small>CONAKRY</small>	29	Irak	13	Bouthan	6	Turquie	2
Tibet	27	Togo	12	Palestine	5		
Congo	24	Côte d'Ivoire	11	Moldavie	4		
Arménie	22	Cameroun	10	Bangladesh	3		
Russie	21	Sri Lanka	9	Burundi	3		
Mauritanie	19	Azerbaïdjan	8	Haïti	3		

---

# **Notre action dans les départements**

## France Terre d'Asile au 31 décembre 2007



Tous les centres ont reçu un avis favorable du CROSMs

● Ile-de-France

Paris ●■▲, Boissy-Saint-Léger ✨, Créteil ●■▲□▼, Hauts-de-Seine ●, Melun ●■, Sarcelles ●, Juvisy ●, Stains ●■, Massy ●, Saint-Denis ●, Orge ●■

- CADA
- CERF
- ▲ Plate-forme
- ✨ Caomida
- Transit
- ▼ CPH
- ◆ Samie
- ✦ Comité local de bénévoles



## CADA DE GAP

3 RUE DE VALSERRES  
05000 GAP

**Nombre total de places Cada dans le département des Hautes-Alpes :** 50 places

**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 2004

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 50 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 77

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 34 dont 2 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 27

**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 99,73 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,54

**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 11 statuts soit 14 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 38,89 %

**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 78,57 %

**Dossiers régularisés :** 2 dossiers dont 2 cartes vie privée et familiale soit 5 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 228 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 228 jours (pas de cas à la CNDA).

**Principales nationalités représentées parmi les 11 représentées au Cada en 2007 :** Arménienne (3 familles, 1 isolé), Azerbaïdjanaise (3 familles), Russe (6 familles, 1 isolé), Serbe (2 familles, 2 isolés), Cinghalaise (1 famille, 2 isolés)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

**Coordination santé précarité :** en avril, adhésion à la coordination santé précarité du département. Participation au comité de la coordination santé précarité. Formation dans ces deux domaines.

**Journée mondiale du réfugié :** le 20 juin, sur le thème de l'asile en France et dans les Hautes-Alpes, projection du film *La légende du temps perdu* de Catalina Villar.

**Réunion avec Médecins Sans Frontières** à Marseille le 27 juin sur le thème du certificat médical pour la demande d'asile.

**Exposé du réseau ARA et de La Halde** le 12 juillet et le 9 octobre, sur le droit des victimes et la prévention des discriminations

**Reportage radio QUASIMODO** la première semaine d'août sur les missions du CADA.

**Principales activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

Le PGAA a permis de mettre en place, tout au long de l'année, plus d'une trentaine d'ateliers pour les résidents sur différentes thématiques : contraception, économies d'énergies, hygiène de vie (vacci-

nation, alcool, drogue, tabac, etc.), dangers domestiques, etc.

### L'Insertion des réfugiés :

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

14 personnes soit 6 ménages dont 11 adultes et 3 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

14 personnes soit 6 ménages dont 11 adultes et 3 enfants

**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 2 mois

**6 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 3 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 3 ménages

**En bail direct :** 3

**Avec un CDI/ CDD :** 3 personnes

**Domaine :** BTP, restauration

**Avec une formation linguistique :** 4 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes

**Obtention d'un logement temporaire :** 3 ménages

**Autres ALT :** 3 ménages

**Avec ouverture de droits RMI :** 5 personnes

### Logements relais en 2007 :

2 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 2 Reloref)

2 ménages ont bénéficié des logements relais dont 1 ménage entré en 2006, soit 10 personnes au total (10 réfugiés soit 2 ménages dont 5 adultes et 5 enfants)

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais :** 9,1 mois

**Accueil en logement relais :** 2 ménages,

dont 2 ménages issus de CADA France Terre d'Asile

**1 ménage est sorti des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec un CDI/ CDD :** 2 personnes

**Domaine :** agriculture, création d'entreprise

**Avec une formation qualifiante :** chef d'entreprise

**Domaine :** couture

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

## PASSAJ 05

3 RUE DE VALSERRES  
05000 GAP

**Date d'ouverture du PASSAJ 05 et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** septembre 2005

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 33

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :** 26

**Principales nationalités hébergées parmi les 5 représentées au PASSAJ05 durant l'année 2007 :** Guinéenne (2 isolés), Russe (3 ménages, 2 isolés), Bosniaque (1 ménage).



## CADA DE CAEN

PÉRICENTRE 5

57-59, AVENUE DE LA CÔTE DE NACRE

14000 CAEN

**Nombre total de places Cada dans le département du Calvados :**  
337

**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 50 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes au 31/12/2007 :** 62

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 54 dont 4 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 9

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 93,43 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,24

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 6 statuts soit 6 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 16,13 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 60 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 1 dossier déposé sans réponse

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 211 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 477 jours

**Principales nationalités parmi les 11 représentées au CADA en 2007 :**

Russe (4 ménages, 3 isolés), Sierra-léonaise (1 famille, 2 isolés), Moldave (3 isolés)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Créé en septembre 2006, le CADA a atteint son taux d'occupation et son format d'équipe en mars.

**La Journée mondiale du réfugié** a constitué la première occasion d'inviter les partenaires et de rassembler les résidents, autour de repas qu'ils avaient confectionnés, afin de mieux faire connaître leur pays.

C'est surtout **la fête de Noël**, qui a laissé les meilleurs souvenirs aux grands (échantillons de plats français de toutes régions) et petits (visite du Père Noël et distribution de cadeaux offerts par le Secours populaire).

Monsieur Pierre Henry, directeur général, a animé une conférence, le 29 novembre au Mémorial de la paix, sur le thème « Immigration et exclusion ».

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Enseignement :** cours de FLE dispensés par 3 bénévoles, cours d'informatique dispensés par un bénévole.

**Animations :** sorties en Suisse normande et sur l'Orne, visite des plages et sites du débarquement et invitation au Théâtre de Caen (opéra).

**Ateliers :** présentation de la France, scolarité, gestion du budget, conseils de nutrition et santé (MST) et demande d'asile.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

6 personnes isolées

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

1 personne

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 6 mois

**1 isolé réfugié sorti du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 1 positionnement par bailleur public

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1

**En bail direct :** 1

**Avec un CDI/ CDD :** 1

**Domaine :** aide à la personne

**Avec ouverture de droits RMI :** oui

**Obtention d'un logement temporaire :** 1

chez des amis pendant l'attente de disponibilité de logement public après positionnement d'un bailleur suite à la Codesi

**Avec un CDI/ CDD :** 1

**Domaine :** Aide à la personne

**Avec ouverture de droits RMI :** oui

## PLATE-FORME DE CAEN

7, RUE DU DOCTEUR ROUX

14000 CAEN

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> août 2005

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 378

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :** 118

**Principales nationalités parmi les 22 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Moldave (4 ménages, 13 isolés),

Chinoise (5 ménages, 6 isolés), Serbe (2 ménages, 5 isolés), Russe (3 ménages, 4 isolés), Soudanaise (6 isolés).

Outre ses fonctions historiques concernant les nouveaux arrivants (évaluation des situations, domiciliation, information, aide aux démarches administratives), de coordination avec l'ensemble des partenaires et de constitution d'un lieu d'observation unique dans le département, la plate-forme tient depuis avril 2007 une place éminente dans le dispositif de régionalisation de la demande d'asile expérimentée en Basse-Normandie. Désignée « structure de premier accueil » pour l'instruction de l'Allocation temporaire d'attente, elle est également chargée d'instruire les dossiers de demande d'entrée en CADA.

Depuis sa reprise par France Terre d'Asile en 2005, la structure n'a cessé d'adapter son format à la réalité des flux .



## CADA D'AURILLAC

15 BIS, AVENUE DES VOLONTAIRES  
15000 AURILLAC

**Nombre total de places Cada dans le département du Cantal :** 50 places

**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> novembre 2002

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 50 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 80

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 28

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 32

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 95,40 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,60

**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 14 statuts et 2 protections subsidiaires, soit 21 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 16,67 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 63,16 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 2 dossiers pour cartes vie privée et familiale, soit 6 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 180 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 526 jours

**Principales nationalités parmi les 5 représentées au CADA en 2007 :** Ex-Yougoslave (6 familles, 2 isolés), Arménienne (9 familles, 2 isolés), Russe (5 familles, 2 isolés), Serbe (1 famille), Angolaise (1 famille).

## Événements majeurs de l'année 2007 :

Semaine interculturelle d'Aurillac

Journée du sport et des associations

Noël des enfants en partenariat avec une classe de CM1 de l'école d'Arpajon/Cère

## Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Animations extérieures :** sorties culturelles (théâtre, musée, spectacles...), sorties découvertes : randonnées, site particulier (barrage), patinoire...

**Ateliers à thèmes du mercredi** réalisés par des intervenants extérieurs et/ou membre de l'équipe CADA, autour de l'administration, la scolarité, la justice, la PJJ, le planning familial, la sécurité routière, le secourisme, l'assurance maladie, le logement, EDF/GDF, les finances, l'hygiène alimentaire et corporelle...

**FLE** au sein du CADA et en partenariat avec des bénévoles du Secours Catholique

**Divers ateliers :** informatique, découverte (enfants 6-9 ans), jardinage, cuisine.

## L'Insertion des réfugiés :

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

21 personnes soit 6 ménages dont 12 adultes et 9 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

16 personnes soit 4 ménages dont 9 adultes et 7 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 4 mois 1/2

**4 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 4 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 4 ménages

**En bail direct :** 4

**Avec un CDI/ CDD :** 3

**Domaine** : restauration, environnement, espaces verts

**Avec une formation linguistique** : 4

**Avec ouverture de droits RMI** : 5 personnes

**Logements relais en 2007 :** \_\_\_\_\_

**1 logement relais a été géré par le CADA dont 1 ALT**

3 ménages ont bénéficié du logement relais dont 3 ménages entrés en 2007, soit 13 personnes au total (4 réfugiés soit 1 ménage dont 2 adultes et 2 enfants et 4 protections subsidiaires soit 1 ménage dont 2 adultes et 2 enfants) et 5 régularisations soit 1 ménage dont 1 adulte et 4 enfants.

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais** : 5 mois

**Accueil en logement relais** : 3 ménages dont 3 ménages issus du CADA de France Terre d'Asile

**2 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 1 ménage

**En bail direct** : 1 personne

**Avec un CDI** : 1 personne

**Domaine** : BTP

**Avec une formation qualifiante** : non

**Avec une formation linguistique** : 1 personne

**Avec ouverture de droits RMI** : 1 personne

**Autres solutions de logement** : 1 (chez un particulier)

**Avec un CDD** : 1 personne

**Domaine** : grande surface

**Avec ouverture de droits RMI** : 1 personne

**PLATE-FORME D'AURILLAC :**

15 BIS, AVENUE DES VOLONTAIRES

15000 AURILLAC

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile** : 2005

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année** : 105

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007** : 92

**Population** : Géorgienne (1 famille, 1 isolé), Russe (8 familles, 17 isolés), Arménie (1 isolé)



## CADA DE PERIGUEUX

27, RUE FONT CLAUDE

24000 PERIGUEUX

**Nombre total de places CADA dans la Dordogne :** 89

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 23 septembre 2002

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté, réparti sur deux sites : Périgueux et Bergerac

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 89 places

**Extension en cours d'année :** 9 places

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 108

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 28 personnes dont 1 naissance

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 20

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 95,26 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,28

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 6 protections subsidiaires soit 13 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 46 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 3 dossiers avec cartes «salarié» soit 9 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 285 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 544 jours

**Principales nationalités parmi les 13 représentées au CADA en 2007 :** Arménienne (9 familles), Russe (5 familles, 1 isolé), Albanaise (3 familles), Serbe/Kosovar (2 familles)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Diverses interventions des médias ont de nouveau permis, durant l'année, de continuer à faire connaître ce qu'est la spécificité du soutien d'un CADA notamment :

*Radio Quasimodo*, née d'un partenariat entre France Terre d'Asile et La Maison des Journalistes, a réalisé en juin sa quatrième émission en Dordogne autour des activités des familles accompagnées et de partenaires du CADA.

*Sud-Ouest* a consacré, en fin d'année, un feuilleton d'une semaine à des familles soit en procédure, soit statutaires ou encore anciennes du centre (réfugiés, régularisés) : *Noël ici, Noël d'ailleurs*.

Le fonctionnement du CADA a été marqué par deux faits innovants, pour l'accompagnement des résidents :

**L'octroi par la DDASS d'un logement ALT** (le premier), coup de pouce renforcé par son attribution en HLM par l'office public municipal de Périgueux,

**L'extension accordée de neuf places** dédiées à des personnes

isolées s'est traduite par une première au CADA : l'accueil en ambiance de «cohabitation en logement d'hébergement».

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Atelier FLE**, pivot du PGAA, avec appui pédagogique du CLAP de Bordeaux, le «français langue étrangère», dispensé par les associations de quartier, puis par des bénévoles et animateurs du CADA, trouve dans les diverses implications des familles, dans des bénévoles collectifs et individuels un terrain privilégié de mise en application.

**Le lancement** encourageant, du dernier quadrimestre, d'ateliers d'expression (corporelle, «image de soi», théâtrale) laisse augurer une précieuse contribution à la prise en compte, par les usagers, de leur brutale immersion dans un nouvel environnement, du poids de leur douloureux vécu antérieur, des inquiétudes liées à l'attente et à son issue.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 20 personnes soit 5 ménages dont 9 adultes et 11 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 12 personnes soit 3 ménages dont 5 adultes et 7 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 4 mois

### 3 ménages protections subsidiaires sortis du CADA en 2007

**Obtention d'un logement pérenne :** 1 ménage

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Autres :** ATA

**Obtention d'un logement temporaire :** 2 ménages

**Résidences sociales, FJT, FTM... :** 1 ménage

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

**Autres ALT :** 1 ménage

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

### Logements relais en 2007

**1 logement relais a été géré par le CADA en ALT (obtenu en juillet 2007)**

1 famille a bénéficié du logement relais, soit 5 personnes au total (5 réfugiés dont 2 adultes et 3 enfants)

### Accueil en logement relais :

1 famille issue du CADA France Terre d'Asile



## CADA D'ÉVREUX

1, RUE JACQUARD Z.I. LA MADELEINE N°2  
27000 EVREUX

**Nombre total de places CADA dans le département de l'Eure :** 100

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 01/07/2002

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 100 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 150

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 59 dont 3 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 49

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 90,56 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1.52

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 8 statuts soit 25 personnes, dont 1 protection subsidiaire.

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0%

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 48,8 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0 dossier

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 186 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 560 jours

**Principales nationalités parmi les 11 représentées au CADA en 2007 :** Nigérienne (2 ménages, 4 isolés), Serbe (2 ménages, 1 isolé).

### Evénements majeurs de l'année 2007 :

Le 20 juin 2007, une dizaine d'adultes et plusieurs enfants du CADA ont participé à la Journée du réfugié. Cet événement a été réalisé en collaboration avec l'équipe de France Terre d'Asile Rouen. Les radios locales s'en sont fait l'écho. Deux journées de préparation ont eu lieu avec les usagers de la structure.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Animation extérieure :** un séjour d'une semaine dans un gîte à proximité d'Etretat (76) a été organisé. Dix-huit usagers y ont participé ce qui correspond à 5 familles et 3 isolés. Ont été abordées : l'interculturalité, la vie en collectivité, la découverte du milieu.

**Ateliers de formation et d'information :** réalisés conjointement avec le Pôle insertion sur les thèmes de l'emploi : recherche, lettre de motivation et Curriculum Vitae et du logement : recherche de logement, maintien dans le logement et sur la mobilité géographique. Ateliers découverte de l'environnement : sorties en groupe, visite de la ville, etc.

**Ateliers à destination des enfants :** aide aux devoirs et activités ludiques.

**Une réunion trimestrielle** de l'ensemble des familles et isolés du CADA où les usagers ont la parole et nous font part de leurs questions et suggestions.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 34 personnes soit 6 ménages dont 9 adultes et 25 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 5 mois

**4 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 3 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 2 ménages

**En bail glissant :** 2 ménages

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

**Autres :** 1 API

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

**Obtention d'un logement temporaire :** 1 ménage

**Autres ALT :** 1 ménage

**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Autres :** 1 API

#### Logements relais en 2007 :

6 logements relais ont été gérés par le CADA en ALT  
11 ménages ont bénéficié des logements-relais dont 5 ménages entrés en 2006, soit 39 personnes au total (35 réfugiés soit 10 ménages dont 15 adultes et 19 enfants, et 4 protections subsidiaires soit 2 ménages dont 2 adultes et 2 enfants)

5 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 19 personnes dont 9 adultes et 10 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 8,5 mois

**Accueil en logement relais :** 16 ménages,  
dont 3 ménages issus de CADA France Terre d'Asile  
et 13 ménages issus d'autres structures.

**5 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 4 ménages

**En bail direct :** 3

**En bail glissant :** 1

**Avec un CDI/ CDD :** 2 personnes

**Domaine :** Bâtiment

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes

**Autres :** 1 exclusion

## PLATE-FORME D'EVREUX

1, RUE JACQUARD

ZI LA MADELEINE

27000 EVREUX

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** juillet 2003

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 205

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :** 111

**Principales nationalités parmi les 24 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Angolaise (1 ménage, 7 isolés), Arménienne (2 ménages, 1 isolé), Congolaise (1 ménage, 8 isolés), Congolaise de RDC (13 isolés), Nigériane (11 ménages, 2 isolés), Yougoslave (8 ménages, 2 isolés).

## CONSEIL EMPLOI REFUGIES FORMATION CERF EVREUX

**Mesures ASI :** 10

**Mesures Conseil général :** 50

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2007 :** 154

### Sorties vers l'emploi :

44 personnes ont accédé à un emploi

La répartition est la suivante :

**Maçonnerie :** 2 CDI 6 CDD de plus de 6 mois 5 CDD de moins de 6 mois 3 intérim

**Entretien hôtellerie :** 1 CDI

**Sécurité :** 1 CDI 1 CDD de plus de 6 mois 2 CDD de moins de 6 mois

**Restauration :** 3 CDD de plus de 6 mois 2 CDD de moins de 6 mois

**Agent d'entretien :** 3 CDD de plus de 6 mois 2 CDD de moins de 6 mois

**Soudeur :** 1 CDD de moins de 6 mois

**Grande distribution :** 3 CDD de moins de 6 mois

**Mécanique automobile :** 1 CDD de plus de 6 mois

**Plombier chauffagiste :** 1 intérim

**Recyclage des déchets :** 2 intérim

**Couvreur étanchéiste :** 1 intérim

**Manutentionnaire (bâtiment) :** 4 intérim

### Formations :

5 personnes sont entrées en formations qualifiantes rémunérées (2 en formation « électricité », 1 dans le transport routier, 1 formation de grutier, 1 dans les carrières du social)

### Sorties vers le logement :

11 logements attribués tous auprès de bailleurs publics

11 logements attribués pour 9 ménages et 2 adultes isolés



## CADA D'AUCH

3, QUAI DES MARRONNIERS  
32000 AUCH

**Nombre total de places CADA dans le département du Gers :** 50

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** février 2003

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 50 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 74

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 25

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 23

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 100,72 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,48

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 11 statuts soit 24 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 15,38 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 84,62 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 222 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 669 jours

**Principales nationalités parmi les 6 représentées au CADA en 2007 :** Serbes (3 familles), Arméniennes (4 familles), Azerbaïdjanaise (1 famille), Turkménistanaise (1 famille)

### Evénements majeurs de l'année 2007 :

**20 juin :** La 7<sup>e</sup> journée mondiale du réfugié organisée sous la forme d'un pique-nique international a fait l'objet de plusieurs articles dans la presse locale (*Dépêche du Midi* et *Sud Ouest*)

**14 novembre :** Réunion présentation du partenariat entre l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) et France Terre d'asile. Cette information a été dispensée en présence d'une soixantaine de propriétaires et relayée par la presse locale.

### Activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Le PGAA a vu, courant 2007, sa structure se densifier grâce aux nouveaux partenariats effectués avec les associations et organismes locaux (sociaux, artistiques, sportifs) ainsi que par la valorisation de l'action des bénévoles dans le cadre de l'enseignement du français langue étrangère (FLE).

La réalisation de séminaires semestriels au profit des bénévoles, puis la mise en place de groupes de travail visant à définir des thèmes communs d'enseignement finalisés par des modalités d'évaluation ont apporté cohérence et densité à l'activité « apprentissage de la langue ».

**Activités permanentes au centre :** cours de FLE 3 fois par semaine, soutien scolaire le mercredi après-midi, atelier cuisine 2 fois/mois, atelier informatique 2 fois/semaine, information par le Comité d'éducation pour la santé (CODES) et planning familial, atelier bricolage.

**Activités extérieures dans le cadre de partenariats permanents :** activités féminines au centre social local 2 fois par semaine, participation des enfants en centres aérés et clubs sportifs, partenariat festival CIRCA et spectacles artistiques (toute l'année), partenariat avec salles de cinéma auscitaines (4 niveaux selon âge), chantiers jeunes 14-16 ans en juillet, août, loisirs été jeunes en juillet, août.

**Animations 2007 :** journée montagne en février, pique-nique en avril, Journée du réfugié le 20 juin, visite de Lourdes en juillet, journée à Wallibi en août, journée nautique en août, Téléthon en décembre, animations de fin d'année.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

24 soit 5 ménages dont 11 adultes et 13 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 38 jours

**4 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**Obtention d'un logement pérenne :** 1 ménage

**Avec un CDI/ CDD :** 2 personnes (1 CDI + 1 CDD)

**Domaine :** commercial (portage de journaux)

**Obtention d'un logement temporaire :** 3 ménages

**Autres ALT :** 3 ménages

**Avec une formation linguistique :** 7 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes



## CADA DE BÈGLES

157, COURS VICTOR HUGO

33130 BÈGLES

**Nombre total de places CADA dans le département de la Gironde :** 240

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 01/11/2006

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 50 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 51

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 44 dont 1 naissance

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 4

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 79,97 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,02

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 4 statuts soit 6 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 13,04 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 80 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0 dossier

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra (en jours) :** 106 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA (en jours) :** 258 jours

**Principales nationalités parmi les 5 représentées au CADA en 2007 :** Arménienne (2 ménages), Ex-Yougoslave (1 ménage), Serbe (5 familles), Angolaise (1 famille, 1 isolé)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Des articles sont sortis dans *Sud-Ouest* à propos d'une famille de déboutés afin d'appuyer leur demande de régularisation à titre humanitaire.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Animation enfant :** Chaque enfant du CADA s'est vu attribuer 50 euros pour les animations cet été par le CADA. La majorité des enfants se sont inscrits au centre aéré pour deux, trois semaines ou un mois. Certains ont préféré prendre un abonnement à la piscine.

Une intervenante sociale accompagne deux jeunes résidents dans leur apprentissage de la lecture.

**Animation familles :** Quelques familles ont participé aux animations mises en place par le centre social « l'Estay » de Bègles. Une famille a ainsi participé durant l'été à l'atelier « cuisine mobile » : une petite camionnette équipée d'une cuisine se déplace dans différents quartiers de Bègles ; les participants passent une matinée à cuisiner ensemble un repas qu'ils partageront.

Le centre social a également organisé des journées avec le « Ludo bus » : un bus se déplace dans les différents quartiers avec des jeux « géants ».

Le 25 juillet, sortie à Arcachon. Cette première sortie organisée par le CADA a été l'occasion pour les familles, de différentes nationalités, de se rencontrer dans un cadre convivial. Ce type d'activités conviviales a été organisé à différentes reprises afin de permettre aux familles de nationalités différentes de se connaître.

Depuis le 24 juillet, des cours de FLE niveau débutant sont dispensés au CADA, une fois par semaine, par un intervenant social. Quatre adultes participent à ces cours, ainsi que deux enfants (pour la période des vacances).

**Bénévolat :** Deux personnes d'une même famille ont fait du bénévolat au sein de la Banque alimentaire (Bordeaux nord).

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 7 personnes soit 1 ménage dont 2 adultes, 2 enfants et 3 isolés

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** environ 10 mois

**2 ménages réfugiés (2 isolés) sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 2 isolés

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 2 isolés

**En bail direct :** 2

**Avec un CDI/ CDD :** 1 CDI

**Domaine :** 1 entretien/bâtiment

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne



## CADA DE BLOIS

2, QUAI SAINT JEAN  
41000 BLOIS

**Nombre total de places CADA dans le département du Loir-et-Cher :** 180

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 15 mai 2003

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 60 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 102

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 48 dont 4 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 47

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 94,17 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,70

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 14 statuts dont 2 protections subsidiaires soit 18 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 46,67 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 80 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 4 dossiers dont 2 cartes vie privée et familiale et 2 cartes de séjour temporaires mention « salarié » soit 7 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 295 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA des personnes présentes au 31/12/2007 :** pas de dossiers en cours

**Principales nationalités représentées au CADA en 2007 :** Congolaise (4 isolés), Sri Lankaise (1 famille), Russe (5 familles), Serbe (3 familles), Arménienne (3 familles)

### Evénements majeurs de l'année 2007 :

Célébration de la Journée mondiale du réfugié sur le bord de la Loire : organisation de stands d'information et d'une exposition sur le thème de la demande d'asile en Europe et dans le monde, qui a fait l'objet d'un article dans *La Nouvelle République*.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Cours de français** à raison de 2 séances par semaine au CADA  
Cours de français à raison de 2 séances par semaine, assurés par une bénévole, pour les femmes

**Plusieurs ateliers** réalisés en partenariat avec les élèves de la section DECESF et BTS ESF du lycée La Providence de Blois portant sur :

les économies d'énergie  
le tri sélectif des déchets  
les accidents domestiques

### L'Insertion des réfugiés :

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

7 familles soit 21 personnes dont 13 adultes et 8 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

7 familles soit 21 personnes dont 13 adultes et 8 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 3,5 mois

**7 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement temporaire :** 1 ménage

**Hôtel :** 1 ménage

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 famille

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1 famille

**En bail glissant :** 1 famille

**Autres sorties, logements relais :** 5 familles (3 à Blois, 2 à Romorantin)

**Avec une formation linguistique :** 3 familles

**Avec ouverture de droits RMI :** 5 familles

### Logements relais en 2007 :

**4 logements relais ont été gérés par le CADA jusqu'au mois de janvier 2007, puis 3 jusqu'en mars 2007 et 2 jusqu'à décembre 2007 dont 4 en dispositif Reloref**

5 ménages ont bénéficié des logements-relais soit 18 personnes au total :

- 11 personnes réfugiées soit 3 ménages dont 5 adultes et 6 enfants ;

- 4 bénéficiaires de la protection subsidiaire, soit 1 ménage dont 2 adultes et 2 enfants ;  
- 3 personnes régularisées, soit 1 ménage dont 1 adulte et 2 enfants.

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais** : 5 mois

**Accueil en logement relais** : 5 ménages issus de CADA France Terre d'Asile

### 3 ménages sont sortis des logements relais en 2007

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 1 famille réfugiée

**En bail direct** : 1 famille

**Avec un CDI** : 1 famille soit 1 personne

**Domaine** : agroalimentaire

**Avec ouverture de droits RMI** : 1 famille

**Obtention d'un logement dans le parc privé** :

1 ménage bénéficiaire de la protection subsidiaire

**En bail direct** : 1 famille

**CDD** : 1 famille soit 1 personne

**Domaine** : industrie

**Autres solutions de logement** : 1 ménage régularisé

**CDD** : 1 famille soit 1 personne

**Domaine** : restauration

## PLATE-FORME DE BLOIS

1, RUE JEHAN DE SAVEUSE

41000 BLOIS

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile** : 1er décembre 2003

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année** : 217

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007** : 96

**Principales nationalités représentées à la plate-forme durant l'année 2007** : Congolaise (4 ménages, 53 isolés), Guinéenne Conakryenne (5 ménages, 28 isolés), RDC congolaise (2 ménages, 3 isolés), Arménienne (7 ménages, 6 isolés), Russe (10 ménages, 5 isolés)

### Activité d'insertion dans le département du Loir-et-Cher

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2007** : 130

- Hommes : 63

- Femmes : 67

- Francophones d'origine : 45

- Non francophones d'origine : 85

### Répartition par origine du public pris en charge :

Algérienne **2**, arménienne **26**, angolaise **1**, azerbaïdjanaise **4**, bosniaque **1**, béninoise **1**, congolaise – Brazzaville : **11**, congolaise RDC **3**, colombienne **5**, géorgienne **14**, guinéenne **21**, iranienne **3**, malienne **2**, russe **28**, rwandaise **1**, sénégalaise **1**, sierra Léonaise **1**, serbe-Kosovo **2**, sri Lankaise **2**, tchadienne **1**

### Répartition par statut des personnes prises en charge :

- Réfugiés : 72

- Régularisés : 57

- Protection subsidiaire : 1

**Sorties vers l'emploi** : 89 personnes ont accédé à un emploi, avec la répartition suivante :

**Type de contrat nombre**

**CDI** : 31

**CDD plus de 6 mois** : 27

**CDD moins de 6 mois** : 30

**Contrat aidé** : 9

**Contrat saisonnier** : 15

**Contrat d'intérim** : 6

### Secteur d'activité des contrats d'emploi obtenus :

**secteur de l'activité nombre d'emplois**

**boucherie** : 28

**bâtiment** : 18

**travail du bois** : 4

**restauration** : 16

**hôtellerie** : 7

**entretien** : 7

**agriculture** : 10

**sécurité** : 4

**santé** : 5

**manutention et magasinage** : 13

**administration** : 2

**métallurgie** : 1

**secteur de la mécanique** : 1

**secteur de la couture** : 1

**secteur de l'industrie** : 1

**Formations** : 12 personnes sont entrées en formations qualifiantes rémunérées

**Chaudronnerie** : 1

**Manutention** : 1

**Agent d'accueil et d'information** : 1

**Assistante commerciale** : 1

**Restauration** : 1

**Bâtiment** : 1

**Vente** : 1

**Plate-forme d'insertion et d'emploi** : 5

### Sorties vers le logement :

**En logements** :

7 logements attribués dont 2 logements privés et 5 logements bailleurs publics (4 dans le département et 3 hors département).

**En ménages** : soit 21 personnes

7 logements attribués pour 5 ménages et 3 adultes isolés (dont 2 frères dans le même appartement).



## CADA DE ROMORANTIN

52 BIS, AVENUE DE VILLEFRANCHE  
41200 ROMORANTIN

**Nombre total de places CADA dans le département :** 180

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :**

29 septembre 2004

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté dans les villes de Romorantin et Salbris

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 60 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 101

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 45 dont 1 naissance

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 37

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 94,98 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,68

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 2 statuts soit 2 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 66,67 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 2 dossiers dont 1 carte de vie privée et familiale et 2 autres cartes maladie, soit 3 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 228 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** NC - Pas de décision CNDA au 31/12/2007

**Principales nationalités parmi les 11 représentées au CADA en 2007 :** Russe (2 familles, 2 isolés), Serbe (2 familles), Arménienne (2 familles), Bangladesh (2 familles), Congolaise (1 famille, 1 isolé), RDC Congolaise (1 famille, 1 isolé)

**Événements majeurs de l'année 2007 :**

**L'ouverture d'un 2<sup>e</sup> logement relais** a permis d'insérer les familles réfugiées à Romorantin et les villes environnantes.

**Deux rencontres avec les partenaires** ont été organisées respec-

tivement à Romorantin, en avril, et à Salbris, en juin. Les échanges ont porté sur trois thèmes : présentation de France Terre d'Asile, missions du CADA et partenariat.

**La Journée du réfugié** a été une occasion d'organiser une exposition France Terre d'Asile à la médiathèque de Romorantin. Préparée par les salariés et les demandeurs d'asile, cette exposition a été également marquée par des échanges autour d'un reportage effectué sur le parcours des demandeurs d'asile. Ces échanges ont été suivis d'un pique-nique l'après-midi.

**Nouveaux bureaux :** depuis septembre, le CADA est installé dans de nouveaux bureaux, opérationnels et proches des logements. L'inauguration, en présence de la sous-Préfète de Romorantin, du directeur général de France Terre d'Asile, du maire de Romorantin, de la directrice de la Ddass et des partenaires locaux, a été un temps fort, pendant lequel les différents intervenants ont souligné l'importance de l'action de France Terre d'Asile en faveur des réfugiés.

**Un conseil de vie sociale** a été mis en place en septembre avec la participation de quatre demandeurs d'asile, du responsable et de la coordinatrice PGAA (rencontre mensuelle en moyenne).

**Deux formations Premiers Secours** ont été organisées pour les salariés des trois CADA France Terre d'Asile du Loir-et-Cher dans le cadre du PAUF.

**Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :**

**Des ateliers thématiques** ont été organisés : équilibre et hygiène alimentaire, planning familial, consommation en énergie.

**Mise en place des cours de FLE :** cette activité s'est développée fin 2007 avec un programme articulé à partir de trois apports : les partenaires Batiss'Caf, APP et le CADA qui, deux fois par semaine, organisent des cours de FLE sur informatique. Ainsi, chaque demandeur d'asile bénéficie de 6 heures de cours de français par semaine. Un programme d'accompagnement individualisé par des bénévoles est en cours d'élaboration.

**Sortie d'été** des résidents aux Minis Châteaux et à l'Aquarium de

Lussault en Touraine.

**Deux visites de la CNDA**, au cours de l'année, avec les demandeurs d'asile en recours ont été organisées.

**Fêtes de fin d'année** : le CADA a mis en place des actions autour des fêtes de Noël et du Jour de l'An avec des jeux de rôle inspirés des différents pays, pour enfants et adultes.

## L'Insertion des réfugiés

### **Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

16 personnes soit 4 ménages dont 8 adultes et 8 enfants

### **Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

16 personnes soit 4 ménages dont 8 adultes et 8 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut** : 5 mois

### **4 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne** : 2 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 2

**En bail glissant** : 2

**Avec ouverture de droits RMI** : 2 personnes

**Obtention d'un logement temporaire** : 2 ménages

**Autres ALT** : 2 ménages

**Avec ouverture de droits RMI** : 2 ménages

## Logements relais en 2007 :

### **2 logements relais en ALT ont été gérés par le CADA**

4 ménages ont bénéficié des logements relais dont 3 ménages entrés en 2007, soit 13 personnes au total (13 réfugiés soit 4 ménages dont 8 adultes et 5 enfants)

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais** : 9,5 mois

Accueil en logement relais : 4 ménages,  
dont 2 ménages issus de CADA France Terre d'Asile  
et 2 ménages issus d'autres structures

### **2 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 2 ménages

**En bail direct** : 2

**Avec un CDI/ CDD** : 2 personnes : 1 CDI – 1 CDD de 4 mois

**Domaine** : ouvrier non qualifié

**Avec une formation qualifiante** : 1 personne

**Domaine** : découverte entreprise



## CADA DE VENDÔME

1 TER, RUE CHARLES PEGUY  
41100 VENDÔME

**Nombre total de places CADA dans le département :** 180

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> janvier 2006

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 60 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 82

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 23 dont 3 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 27

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 95,84 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,37

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 11 statuts soit 24 personnes, dont 1 protection subsidiaire

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 9,09 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 90,91 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0 dossier

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 258 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra+ CNDA :** 596 jours

**Principales nationalités parmi les 11 représentées au CADA en 2007 :** Congolaise (3 isolés), RDC Congolaise ( 2 familles), Arménienne (4 familles)

### Evénements majeurs de l'année 2007 :

**Gens d'ici et d'ailleurs,** journée interculturelle du 30 mars au Minotaure de Vendôme. Le CADA a participé activement à la préparation et à l'animation de cette manifestation : invitation d'un avocat pour expliquer et débattre avec le public de la nouvelle loi CESEDA. Article dans *La Nouvelle République du Centre Ouest* présentant le CADA et ses missions.

**Le Printemps des Rotes :** le CADA a participé à l'animation de cette grande fête annuelle de la ZUP de Vendôme. Construction du Géant en bois brûlé le soir du bal, stand de vente et de dégustation de produits exotiques, ateliers de maquillage pour les enfants et de henné sur les mains.

**Participation à la journée des réfugiés** à Blois.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Cours de FLE :** il a fallu remplacer nos deux professeurs bénévoles en cours d'année.

Un stand à la **Fête des associations** a permis de recruter cinq professeurs, enseignants en activité ou jeune retraité. Résultat : cinq

cours hebdomadaires pour adultes et l'assurance d'un suivi particulier pour certaines personnes en difficulté (coaching). Un cours le mercredi est destiné au suivi de la progression des enfants.

**Ateliers** destinés à la connaissance de l'organisation de la solidarité en France. **Mise en place du Conseil pour la Vie Sociale** (CVS) ou le difficile apprentissage d'un fonctionnement démocratique : discuter, argumenter, respecter ceux qui ne sont pas d'accord et prendre une décision à la majorité des voix.

**Sorties Découverte de la CNDA et de son fonctionnement** pour chaque demandeur d'asile. **Ateliers autour du cirque** pour les enfants du CADA. **Atelier pâte à sel et sculpture.** **Journée jeux de société** pour les enfants. **Jeux du monde,** animation autour de différents jeux de société pour les adultes. **Ateliers culinaires.** **Spectacle pour enfants** avec le chanteur Robinson. **Sortie à la bibliothèque.** **Sortie famille en bateaux traditionnels de Loire,** descente du fleuve et pique-nique grillade sur une île déserte, découverte du milieu naturel, jeux, musique, pêche. **Visite du festival des Jardins** de Chaumont-sur-Loire

**Planning familial :** permanence au CADA, une fois par mois, jusqu'en juillet 2007

**Formation au premier secours :** cinq employés du CADA ont reçu leur certificat.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 28 personnes soit 7 ménages, dont 13 adultes et 15 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 12 personnes soit 3 ménages dont 6 adultes et 6 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 4 mois

### 3 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007

**Obtention d'un logement pérenne :** 1 ménage

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec un CDI/ CDD :** 2 personnes

**Domaine :** commerce de bouche et services

**Obtention d'un logement temporaire :** 1 ménage

**Résidences sociales, FJT, FTM... :** 1 ménage (hôtel)

**Avec ouverture de droits RMI :** 1

### logements relais en 2007 :

**1 logement relais a été géré par le CADA dans le cadre de Reloref**

3 ménages ont bénéficié des logements-relais, soit 12 personnes au total (12 réfugiés soit 3 ménages dont 6 adultes et 6)

2 ménages sortis du logement relais en 2007

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 5 mois

**Accueil en logement relais :** 3 ménages, issus de CADA France Terre d'Asile

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec un CDI/ CDD :** 2 personnes

**Domaine :** commerce de bouche et services

**Autres solutions de logement :** 1 ménage

**Avec ouverture de droits RMI :** 1



## CADA DE CHAMBON-LE-CHATEAU

ROUTE DE CHAPEAUROUX

48600 CHAMBON LE CHATEAU

**Nombre total de places CADA dans le département de Lozère :** 40 places

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> octobre 2003

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 40 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 56

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 16 (dont 1 naissance), soit 4 ménages

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 17, soit 4 ménages

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 96,65 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,40.

**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 2 statuts, soit 4 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 20 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 1 dossier pour motif de santé, soit 4 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 264 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 647 jours

**Principales nationalités parmi les 5 représentées au CADA en 2007 :** Russe (4 ménages), Angolaise (1 famille), Serbe (3 familles), Arménienne (6 familles), Azerbaïdjanaise (1 femme mariée avec 1 Arménien)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

**Rénovation des locaux :** grâce à un financement de l'ANAH, la rénovation des locaux s'est poursuivie tout au long de l'année ;

**article** en double page centrale sur le CADA de Chambon dans *l'Eveil Hebdo* le 13 février ;

**sortie au théâtre** *Un fou noir au pays des blancs* à Saint-Flour de Mercoire le 15 février ;

**voyage à Sète** le 31 mars ;

**participation au carnaval de Chambon** le 14 avril ;

**Journée mondiale du réfugié** porte ouverte du CADA le 20 juin ;

**participation à l'organisation du championnat** régional de VTT

Sport Adapté à Chambon les 23 et 24 juin ;

**rencontre de foot inter-CADA** à Langeac le 03 juillet ;

**sortie au Vallon du Villaret** le 27 juillet ;

**reportage photos** dans le journal *Libération* le 23 août

**organisation d'un défilé pour Halloween** dans les rues de Chambon le 31 octobre ;

**organisation du Téléthon** les 7 et 8 décembre ;

**repas de Noël** avec le CCAS le 19 décembre.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Apprentissage de la langue française ;

éducation à la citoyenneté, à l'autonomie ;

introduction à l'informatique .

### L'Insertion des réfugiés :

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

4 personnes soit 1 ménage dont 2 adultes et 2 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 2 mois



## CADA D'ANGERS

2, RUE GUILLAUME LEKEU  
49100 ANGERS

## ANTENNE DE SAUMUR

22, PLACE SAINT PIERRE  
49400 SAUMUR

**Nombre total de places CADA dans le département 49 :** 140  
**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> décembre 2001

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 140 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 227

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 96 dont 6 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 83

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 99,80 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,62

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 25 statuts dont 2 protections subsidiaires soit 55 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 10,20 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 53,49 %

**Nombre de dossiers régularisés (en nombre de dossiers et ensuite en personnes) :** NC

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 157 Jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 660 jours

**Principales nationalités parmi les plus représentées au**

**CADA en 2007 :** Ex Yougoslaves (5 ménages, 1 isolé), Russes (8 familles, 1 isolé), Arménienne (11 familles), Soudanaise (1 famille, 5 isolés)

## Événements majeurs de l'année 2007 :

France Terre d'Asile a organisé une manifestation musicale et un lâché de ballons au centre de la ville d'Angers pour marquer, comme chaque année, la Journée du réfugié.

L'année 2007 a également été ponctuée par la participation de son public à de nombreux événements tels que la Journée de la femme du 8 mars, co-organisée par France Terre d'Asile, l'association AIDES et le planning familial, mais aussi « Les saveurs du monde » organisées par le SCOPE sur le territoire Saumurois.

Enfin, l'année 2007 a été la concrétisation d'un partenariat avec Unis Cité. Cette association, composée de jeunes de 18 à 25 ans, implantée depuis peu dans le Maine-et-Loire, a effectué, avec l'aide des résidents du CADA, la remise en état de nombreux appartements, sur les principes du volontariat et de la solidarité. Cette action a fait l'objet d'un reportage sur la radio Quasimodo de France Terre d'Asile.

## Activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Autonomie, intégration, bien-être :** ce sont les objectifs que le PGAA Angers/Saumur s'est donné pour définir la trame des ateliers proposés chaque semaine aux résidents.

Le programme global d'animation et d'autonomisation constitue une mission à part entière dans notre fonctionnement. Coordonné par un référent, chaque salarié propose, anime et évalue ces ateliers. Le programme s'articule autour de thèmes très diversifiés :

**Compréhension de notre système administratif et judiciaire,** avec la visite des mairies et des tribunaux ;

**Découverte du territoire d'accueil,** avec des visites départementales et des monuments ;

**Accès à la culture** avec la charte « culture et solidarité » impulsée par le service d'action culturelle de la Mairie d'Angers ;

**Mise en place et renouvellement d'ateliers** d'estime de soi, de sophrologie et d'art thérapie.

**Un passeport des ateliers** reprend l'ensemble des modules de l'année : cet outil est remis au résident dès son entrée en CADA pour lui permettre de s'orienter dans ce vaste programme.

## L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année :**

30 personnes soit 8 ménages dont 12 adultes et 18 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année :**

35 personnes soit 9 ménages dont 14 adultes et 21 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** moins de 4 Mois (3,7)

**9 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 5 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 3 ménages

**En bail direct :** 3

**Avec une formation linguistique :** 3 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 3 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 2 ménages

**En bail direct :** 2

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 2 ménages

**Obtention d'un logement temporaire :** 4 ménages

**Autres ALT :** 4 ménages

**Avec une formation linguistique :** 4 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 4 ménages

## Logements relais en 2007 :

**11 logements relais ont été gérés par le CADA, tous en ALT.**

23 ménages ont bénéficié des logements relais dont 9 ménages entrés en 2006, soit 40 personnes au total (40 réfugiés soit 21 ménages dont 24 adultes et 14 enfants et 2 régularisés soit 2 ménages dont 2 adultes)

12 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 21 personnes dont 13 adultes et 8 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 6 à 12 mois

**Accueil en logement relais :** 14 ménages

dont 4 ménages issus du CADA France Terre d'Asile et 10 ménages issus d'autres structures

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 9 ménages

**En bail direct :** 8

**En bail glissant :** 1

**Avec un CDI/ CDD :** 6

**Domaine :** interim, agroalimentaire, restauration, ménage

**Avec une formation qualifiante :** 1 personne

**Domaine :** agroalimentaire

**Avec une formation linguistique :** 3 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 4 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

**Autres solutions de logement :** 2 ménages

**Avec ouverture de droits RMI :** 2 ménages

## **CERF D'ANGERS**

**Mesures financées par le Conseil général :** 50 mesures RMI

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2007 :** 36

**Sorties vers l'emploi :** 19 personnes ont accédé à un emploi

**La répartition est la suivante :** agriculture, services aux collectivités et aux entreprises (tels que les ménages industriels) le bâtiment et l'industrie agroalimentaire.

**Soit :** 6 CDD de plus de 6 mois, 9 CDD de moins de 6 mois, 3 CDI, 1 intérim

**Formations :** 4 personnes sont entrées en formation qualifiante rémunérée (domaine non communiqué)



## CADA DE LA MANCHE

5, RUE HOUSSIN DUMANOIR  
50000 SAINT-LÔ

**Nombre total de places CADA dans le département de la Manche :** 92

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 7 avril 2003

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 92 places

**Extension en cours d'année :** 2 places

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 141

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 60 dont 7 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 52

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 94,51 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,55

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 11 statuts soit 24 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 28 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 73,33 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 237 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 237 jours ;  
personne à la CRR

**Principales nationalités parmi les 10 représentées au CADA en 2007 :** Russe (5 familles, 1 isolé), Arménienne (6 familles), Serbe (3 familles), Azerbaïdjanaise (2 familles)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Plusieurs événements sont venus rythmer l'année 2007. Ces manifestations ont permis aux familles de s'impliquer, aux partenaires d'identifier le Centre, au grand public de découvrir le droit d'asile.

**Journée du réfugié :** sous la protection d'un immense ballon portant le message « Il faut protéger les réfugiés », symbole de la protection qui doit être assurée à tous les réfugiés, la 7<sup>e</sup> Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin, a connu un franc succès dans le département de la Manche. La très grande mobilisation des familles

du CADA, des réfugiés statutaires et des équipes sociales de France Terre d'Asile dans l'organisation de cette fête a permis à tous les partenaires de mieux appréhender le sens du travail de l'association. Plusieurs articles de presse ont d'ailleurs relayé cette manifestation. Au-delà de la Journée du réfugié, les familles ont participé au festival « Femmes dans la ville » du 4 au 16 mars, à la fête des familles le 12 mai (support principal du partenariat établi sur le quartier du lieu d'implantation du centre de Cherbourg), et se sont investies dans les manifestations culturelles, *Charivarue* en juillet et ont collaboré avec le théâtre du Trident.

**Débat :** l'année 2007 s'est achevée sur un débat animé intitulé « Immigration : où va la France ? », auquel a participé monsieur Pierre Henry, directeur général de l'association.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Le projet global d'animation et d'autonomisation constitue un élément fondamental de l'activité du CADA. L'année 2007 a consisté à favoriser des actions destinées à rendre autonomes les demandeurs d'asile tout au long de leur prise en charge dans le centre afin de faciliter leur intégration lors de l'obtention du statut.

Cette préparation vers l'autonomie s'est construite autour de concertations avec les usagers sur leurs attentes, leurs besoins. Les difficultés rencontrées, par les chargés d'insertion, ont permis de réfléchir à la mise en place d'un dispositif d'accompagnement adapté à la future insertion des réfugiés. Le PGAA s'est construit autour d'ateliers et de conseils de la vie sociale, visant à donner une information concrète tout en favorisant l'apprentissage du français, l'utilisation de l'informatique, la mise en situation...

Ces ateliers, au contenu pratique, ont été déclinés autour de la santé, de la procédure, de la scolarité, de la citoyenneté, mais également autour de l'insertion sociale et professionnelle par les équipes du CADA et du relais insertion (un atelier par semaine en moyenne).

De même, des ateliers « Clef de France », basés sur la connaissance du territoire français (géographie physique, géographie administrative et bassins d'emplois), se sont déroulés tant à Cherbourg qu'à Saint-Lô au cours de plusieurs séances.

Ce travail d'accompagnement vers l'insertion socioprofessionnelle ne pourrait se faire sans l'aide de nombreux partenaires et le travail en réseau. Les partenariats mis en place depuis l'ouverture du CADA et la création du relais insertion ont été étendus (ASSEDIC, assistantes sociales, associations d'insertion) et les conventions renouvelées (ANPE et CAF).

## L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 39 personnes soit 8 familles représentant 17 adultes et 22 enfants.

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 40 personnes soit 8 familles représentant 17 adultes et 22 enfants.

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 1,5 mois.

**8 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 3 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 2 ménages

**En bail direct :** 2

**Avec un CDI/ CDD :** 1 personne en CDI

**Domaine :** ostréiculture

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

**Obtention d'un logement temporaire :** 5 ménages

**Autres ALT :** 5 ménages

**Avec un CDI/ CDD :** 1 personne en CDI

**Domaine :** sécurité

**Avec une formation qualifiante :** 3 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 10 personnes

## Logements relais en 2007 :

**2 logements relais ont été gérés par le CADA en ALT**

6 ménages ont bénéficié des logements-relais dont 1 ménage entré en 2006, soit 30 personnes au total (24 réfugiés soit 5 ménages dont 10 adultes et 14 enfants et 6 protections subsidiaires soit 1 ménage dont 2 adultes et 4 enfants)

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 5 mois

**Accueil en logement relais :** 5 ménages, issus de CADA France Terre d'Asile

**4 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 3 ménages

**En bail direct :** 3

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes

**Autres :** 1 ménage a quitté le département

**Obtention d'un logement dans le parc privé :**

1 ménage

**En bail direct :** 1



**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Autres :** ce ménage a quitté le département

## PLATE-FORME DE SAINT-LÔ

5, RUE HOUSSIN DUMANOIR

50000 SAINT-LÔ

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** août 2003

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 32 personnes

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :** 20 personnes

**Principales nationalités parmi les 15 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Chinoise (6 isolés), Iranienne (1 couple et 2 isolés), Arménienne (1 couple et 1 isolé), Erythréenne (2 femmes isolées)



## CADA DE CHAUMONT

5, AVENUE DU SOUVENIR FRANÇAIS  
52000 CHAUMONT

**Nombre total de places CADA dans le département :** 130

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 15 avril 2002

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 70 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 105

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 47 dont 2 naissances, soit 11 ménages

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 35

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 98,81 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,50

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 7 statuts soit 15 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 15,38 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 77,78 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0 dossier

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 180 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 612 jours

**Principales nationalités parmi les 8 représentées au CADA en 2007 :** Rwandaise (1 famille), Angolaise (1 famille), Indienne (1 famille), Russe (1 famille), Arménienne (1 famille)

**Principales nationalités parmi les 8 représentées au CADA en 2007 :** Rwandaise (1 famille), Angolaise (1 famille), Indienne (1 famille), Russe (1 famille), Arménienne (1 famille)

**Evénements majeurs de l'année 2007 :**

### Journée mondiale du réfugié

Le 20 juin, organisation d'une journée au bord du lac de Villegusien ayant regroupé 150 personnes (réfugiés et travailleurs sociaux). Au programme : jeux, pique-nique géant, échange et débat.

### Semaine de la Solidarité internationale

Du 19 au 23 novembre, participation à des conférences-débats dans deux collèges, à une journée dédiée au théâtre et organisation d'un repas solidaire pour 200 personnes.

**Réalisation d'un documentaire** sur l'insertion et l'intégration

des réfugiés à Chaumont en novembre et décembre.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Atelier chant :** Les demandeurs d'asile sont acteurs et producteurs de culture. Le théâtre *Le relax* a mis en place jusqu'en avril, un atelier hebdomadaire avec la participation de 10 personnes dont 5 du CADA, avec le soutien de Françoise Le Golvan, artiste professionnelle. Ce travail a abouti à la réalisation d'un spectacle le 11 avril ayant réuni 120 personnes (réalisation également d'un CD).

### Journée de la femme

Le 8 mars a été un moment fort de discussions et de confrontations des représentations autour de l'image de la femme. Cette année, plusieurs expositions issues des travaux de l'atelier d'écriture ont été présentées et commentées. Madame Maillot, représentante de la délégation aux droits des femmes (service de la Préfecture), est intervenue dans le cadre de cette manifestation.

### Chantier de restauration du patrimoine durant l'été

Du 16 au 27 juillet, s'est déroulé un chantier de bénévoles en partenariat avec l'association la passerelle et le Relais accueil chaumontais. Durant 15 jours, 7 personnes du CADA se sont investies dans cette action de réhabilitation du site des terrasses des Tanneries, au cœur de la vieille ville de Chaumont. Le site a fait l'objet d'un nettoyage complet ainsi que d'une remise en valeur de l'ensemble des sentiers de randonnées qui en dépendent. Le chantier était encadré par des techniciens spécialisés de la communauté de communes du pays chaumontais. Pour valoriser le travail accompli, l'ensemble du groupe, soit 10 personnes (auxquelles se sont ajoutés 4 enfants) ont bénéficié d'un séjour de vacances au lac de la Liez, près de Langres, du 30 juillet au 3 août (activités proposées : voile, spectacle des Hallebardiers, randonnée, VTT, pêche, baignade...). Ce travail de collaboration sera reconduit en 2007 - 2008 avec la volonté de développer un projet plus ambitieux et plus pérenne.

## L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 27 personnes soit 5 ménages dont 11 adultes et 16 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 27 personnes soit 5 ménages dont 11 adultes et 16 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 70 jours

**5 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 5 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 5 ménages

**En bail direct :** 5 ménages

**Avec un CDI/ CDD :** 2 personnes

**Domaine :** tertiaire

**Avec une formation linguistique :** 10 adultes

**Avec ouverture de droits RMI :** 10 adultes

## Logements relais en 2007 :

### **1 logement relais a été géré par le CADA en ALT**

2 ménages ont bénéficié des logements-relais dont 1 ménage entré en 2006, soit 10 personnes au total (10 réfugiés soit 2 ménages dont 5 adultes et 5 enfants)

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 5 mois

**Accueil en logement relais :** 2 ménages issus de CADA France Terre d'Asile

**2 ménages sont sortis du logement relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 2 ménages

**En bail direct :** 2 ménages

**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

## **LE SERVICE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION**

5, AVENUE DU SOUVENIR FRANCAIS

52000 CHAUMONT

**Date d'ouverture du SAO et de la gestion par France Terre d'Asile :** 22 novembre 2007

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 2

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :** 0

**Principales nationalités représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Géorgienne (1 ménage)



## CADA DE LA MAYENNE

5, QUAI DE LA RÉPUBLIQUE

53100 MAYENNE

**Nombre total de places CADA dans le département de la Mayenne :** 90

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 07/01/2002

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté sur 3 villes (Mayenne : 70 places, Bais : 10 places, et Ernée : 10 places)

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 90 places

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 141

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 52 dont 3 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 53

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 97,78 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,57

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 13 statuts dont 2 protections subsidiaires soit 49 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 14,29 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 40,63 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 6 dossiers dont 6 cartes vie privée et familiale soit 10 personnes (dont 4 dossiers « vie privée et familiale », déposés en 2006)

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 141 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 521 jours

**Principales nationalités parmi les 13 représentées au CADA en 2007 :** Ex-Yougoslave (6 ménages), Russe (5 ménages), Albanaise (3 ménages), Congolaise RDC (1 ménage, 1 isolé), Géorgienne (1 ménage)

**Événements majeurs de l'année 2007 :** \_\_\_\_\_

**Dans le cadre des semaines de l'éducation contre le racisme, France Terre d'Asile 53 a intégré le collectif mayennais *Unissons nos différences*.** A ce titre, le Centre a participé ou organisé différentes manifestations au cours de l'année 2007 :

Edition d'un livre de contes réalisés par les demandeurs d'asile ;

temps fort multi associatif à Laval le samedi 17 mars ; rencontres avec les collégiens de Mayenne pour « mieux comprendre le droit d'asile » ;

portes ouvertes, lors de la Journée mondiale du réfugié, avec un exercice pour les visiteurs, celui de tout faire dans une langue étrangère ; soirée spectacle *Un fou noir au pays des blancs* de Pie Tshibanda, le 18 décembre, en collaboration avec le centre culturel de Mayenne « Le Kiosque ».

**France Terre d'Asile 53 a intégré le Conseil Départemental d'Accès au Droit :**

Depuis 15 ans, les Conseils départementaux d'accès au droit ont été institués sous la présidence des présidents de TGI et avec l'assistance des acteurs institutionnels (État, Conseil Général, collectivités locales), professionnels (avocats, huissiers, notaires) et associatifs œuvrant pour l'accès au droit. Nous avons participé au premier forum de l'accès au droit organisé sur le département de la Mayenne, le 16 novembre. 540 personnes ont été reçues.

**Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :**

Le premier élément d'intégration étant la maîtrise de la langue, un formateur en français langue étrangère (FLE) dispense chaque jour au CADA des cours de français aux adultes du centre. En complément, sont organisées, hebdomadairement, des séquences d'information et d'échanges sur différents thèmes de la vie quotidienne : le système politique français, la mobilité : emploi et logement, la géographie et l'organisation du système administratif français, le code de la route et la réglementation routière française, la maîtrise de l'énergie, le respect de l'environnement, etc. Nos partenaires sont sollicités pour nous aider à l'animation des ces interventions collectives (les agents de la poste, la mairie, les chefs d'entreprises, les commerçants...).

L'Insertion des réfugiés**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

30 personnes soit 9 ménages dont 16 adultes et 14 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

20 personnes soit 5 ménages dont 9 adultes et 11 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 1 mois

**5 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement temporaire :** 5 ménages

**Autres ALT :** 5 ménages

**Avec un CDI/ CDD :** 3 personnes

**Domaine :** bâtiment (carreleur), agroalimentaire

**Avec une formation linguistique :** 4 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 5 RMI couple

Logements relais en 2007 :**3 logements relais ont été gérés par le CADA dont 2 ALT et 1 Reloref**

7 ménages ont bénéficié des logements relais dont 3 ménages entrés en 2006, soit 26 personnes au total (21 réfugiés soit 6 ménages dont 9 adultes et 12 enfants et 1 protection subsidiaire soit 1 ménage dont 2 adultes et 3 enfants)

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais :** 4 mois

**Accueil en logement relais :** 7 ménages

dont 6 ménages issus de CADA France Terre d'Asile et 1 ménage issu d'autres structures.

**7 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 5 ménages

**En bail direct :** 5

**Avec un CDI/ CDD :** 4 personnes

**Domaine :** agroalimentaire, industrie du bois, bâtiment

**Avec une formation linguistique :** 3 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

**Autres solutions de logement :** 2 ménages

**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes

**POINT D'ACCUEIL ET  
SUIVI SOCIAL ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE  
(PASSAJ 53)**

5, RUE VICTOR BOISSEL

53 000 LAVAL

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** 01/09/2004

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 114

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :** 73

**Principales nationalités parmi les 11 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Soudanaise (17 isolés), Guinéenne (16 isolés), Russe (6 isolés, 2 ménages), Tchadienne (6 isolés), Serbe (3 ménages)



## CADA DE SENLIS

1, CHAUSSÉE BRUNEHAUT  
60300 SENLIS

**Nombre total de places CADA dans l'Oise :** 501

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** juillet 1995

**Modalité d'hébergement, fin décembre :** 40 places en éclaté et 60 places en structure collective

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 100 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 157

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 62 personnes dont 3 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 62

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 96,51 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,57

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 20 statuts dont 1 protection subsidiaire soit 23 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 19 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 47,62 %

**Nombre de dossiers régularisés :**

2 dossiers dont 2 cartes « vie privée et familiale », soit 3 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 190 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 789 jours

**Principales nationalités parmi les 17 représentées au CADA en 2007 :** Congolaise de la RDC (1 famille, 9 isolés), Soudanaise (8 isolés), Russe (2 familles, 2 isolés), Arménienne (2 familles, 2 isolés) Azerbaïdjanaise (1 famille, 2 isolés)

**Événements majeurs de l'année 2007 :** \_\_\_\_\_

**Participation aux ateliers de réflexion partenariale** préparatoires au futur Plan départemental d'action pour le logement des personnes

défavorisées (PDALPD).

**Mise en œuvre du début du déménagement** du CADA. D'une structure collective, la structure déploie sa capacité d'accueil en logements éclatés.

**Signature d'une convention de partenariat** avec l'Agence immobilière à vocation sociale « Tandem Immobilier ». Cette convention a pour objectif de faciliter l'accès des réfugiés statutaires à des logements du parc privé conventionné.

**Participation à une émission** de la radio *Quasimodo* sur la thématique de la santé chez les demandeurs d'asile et les réfugiés.

**Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :** \_\_\_\_\_

**Cours de français et pratique de l'informatique.**

**Ateliers d'information et/ou d'échange** sur la recherche de logement, les techniques de recherche d'emploi ou comment remplir sa déclaration d'impôt. Dans le contexte de la campagne présidentielle : l'organisation du pouvoir en France et échange sur la notion de démocratie.

**Différentes animations** ont été organisées autour des événements suivants : la fête des voisins, la journée contre le sida, la Journée mondiale du réfugié, la journée contre l'esclavage, le festival du film documentaire sur l'identité et l'immigration.

**L'insertion des réfugiés** \_\_\_\_\_

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

36 personnes soit 26 ménages dont 30 adultes et 6 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

23 personnes soit 18 ménages dont 20 adultes et 3 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 8 mois

**18 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne** : 3 ménages  
**Obtention d'un logement dans le parc public** : 2 ménages

**En bail direct** : 2 ménages

**Avec un CDI/ CDD** : 2 personnes

**Domaines** : bâtiment - sécurité

**Avec ouverture de droits RMI** : 5 personnes (3 adultes et 2 enfants)

**Obtention d'un logement dans le parc privé** : 1 ménage

**En bail direct** : 1 ménage

**Avec un CDI/ CDD** : 1 personne

**Domaine** : bâtiment

**Avec ouverture de droits RMI** : 3 personnes (2 adultes et 1 enfant)

**Obtention d'un logement temporaire** : 14 ménages

**Résidences sociales, FJT, FTM...** : 13 ménages

**Avec un CDI/ CDD** : 4 personnes

**Domaine** : milieu hospitalier – logistique - nettoyage

**Avec une formation linguistique** : 4 personnes

**Avec ouverture de droits RMI** : 10 personnes

**Autres** : 1 personne (en formation non-qualifiante)

**Autres ALT** : 1 ménage

**Avec ouverture de droits RMI** : 1 personne

**Autres sorties** : 1 ménage (en CHRS)

**Avec une formation linguistique** : 1 personne

#### Logements relais en 2007 :

#### **3 logements relais ont été gérés par le CADA dont 3 Reloref**

5 ménages ont bénéficié des logements relais dont 2 ménages entrés en 2006 et 2 ménages entrés en 2007, au total 9 personnes (7 réfugiés soit 4 ménages dont 4 adultes et 3 enfants et 2 protections subsidiaires soit 1 ménage dont 1 adulte et 1 enfant)

#### **Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais** : 12 mois

**Accueil en logement relais** : 2 ménages,

dont 1 ménage issu de CADA France Terre d'Asile et 1 ménage issu d'une autre structure.

#### **2 ménages sont sortis des logements relais**

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 1 ménage

**En bail direct** : 1 ménage

**Avec un CDI/ CDD** : 1 personne

**Domaine** : restauration

**Autres** : 2 personnes (API)

**Autres solutions de logement** : 1 ménage (résidence sociale dans un autre département)

**Autres** : 1 personne (Assedic)



## CADA DE PARIS

24, RUE MARC SÉGUIN

75018 PARIS

**Nombre total de places CADA à Paris :** 370

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :**

1<sup>er</sup> décembre 2004

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 110 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 182

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 91

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 74

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 94,22 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,65

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 36 statuts soit 36 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 18,18 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 55,38 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 202 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 546 jours

**Principales nationalités parmi les plus représentées au CADA en 2007 :** Congolaise RDC (14 isolés), Ivoirienne (6 isolés), Guinéenne (14 isolés), Mauritanienne (7 isolés), Arménienne (6 isolés).

### Evénements majeurs de l'année 2007 :

Le CADA a participé à la Journée mondiale du réfugié le 20 juin 2007.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Une animation théâtrale** a été mise en œuvre, pour la première fois au CADA de Paris, sous une approche transversale susceptible de toucher des domaines très divers. Cette activité a permis : **de donner un éclairage original** à la mission centrale d'accompagnement, en articulant l'animation autour du développement d'actions et d'animations socioculturelles, impliquant fortement les résidents, afin de les aider, sous une autre forme, dans un cadre défini et sur une durée déterminée, dans la définition et la construction de leur projet de vie en France ;

**de s'appuyer sur les cours de français** langue étrangère (FLE,) dispensés dans l'établissement ou chez les partenaires, en proposant aux personnes qui ont accepté de s'investir, une démarche culturelle plus ciblée mais prenant en compte l'ensemble des éléments (amont et aval) de l'activité théâtrale ;

**de surmonter certains obstacles** identifiés et induits par le mode d'hébergement pratiqué par le CADA de Paris (hébergement éclaté), en permettant de créer du lien social entre les résidents ;

**de s'adresser à des personnes tentées**, pour certaines d'entre elles, par le repli sur soi, en orientant le projet sur le développement d'une dynamique de groupe plus structurante, favorisant les échanges et l'engagement à la fois collectif et individuel et plaçant les résidents comme élément moteur de leur propre insertion.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 36 adultes isolés

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 29 adultes isolés

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 4,9 mois

**29 réfugiés isolés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 6 isolés

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 6 ménages

**En bail direct :** 6

**Avec un CDI/ CDD :** 4 personnes

**Domaine :** bâtiment, restauration

**Avec une formation linguistique :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 1

**Obtention d'un logement temporaire :** 23 isolés

**Résidences sociales, FJT, FTM, CHRS... :** 23 isolés

**Avec un CDI/ CDD :** 5 personnes

**Domaine :** restauration, grande distribution, bâtiment

**Avec une formation qualifiante :** 6

**Domaine :** santé, social, aide à la personne, métiers de bouche, logistique

**Avec une formation linguistique :** 12 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 20



## CADA DE ROUEN

4, RUE DE FONTENELLE,  
76000 ROUEN

**Nombre total de places CADA dans la Seine-Maritime :** 720

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** janvier 2002

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 142 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 210

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 71 dont 3 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 73

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 98,09 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,48

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 16 statuts dont 1 protection subsidiaire, soit 31 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 18,18 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 57,14 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 3 dossiers dont 1 carte vie privée et familiale et 4 cartes salariés soit 12 personnes dont 5 adultes et 7 enfants

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 193 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 593 jours

**Principales nationalités parmi les 11 représentées au CADA en 2007 :** Nigériane (3 familles, 1 isolé), Serbe (3 familles), Arménienne (3 familles, 1 isolé)

### Événements majeurs de l'année 2007

**Participation à la réalisation de deux journées d'information,** organisées par le Conseil général de Seine-Maritime, à l'intention des professionnels du Département : un stand, une exposition réalisée, par France Terre d'Asile sur le thème : *Demandeurs d'asile et réfugiés, quelles protections ?* et deux débats, le premier 20 mars sur : *Etrangers, demandeurs d'asile, où en sommes-nous ?* Et le second, le 18 juin : *Ensemble, cultivons la différence* ont été présentés.

**Pour la Journée du réfugié** du 20 juin, organisation d'un événement sous chapiteau en centre ville de Rouen. Avec la participation du CADA d'Evreux et d'Amnesty International.

Présentation d'une exposition de France Terre d'Asile, contes et danses, calligraphie et exposition de peinture d'artistes demandeurs d'asile et réfugiés.

**Rencontre-débat** en septembre à la librairie l'Armitière avec Pierre Henry sur le thème *Immigration, où va la France ?* à l'occasion de la sortie de son livre *Cachan la vérité*.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Le PGAA est coordonné par un intervenant social, dont la mission est de garantir la cohérence des actions menées, de développer le projet et de participer à son animation. L'équipe participe à son élaboration et à son animation en fonction d'une thématique dont chacun est référent. Des bénévoles, qui participent annuellement aux animations, s'associent au projet.

L'ensemble des ateliers hebdomadaires proposés depuis 2006 (bureautique, découverte de la France, internet et FLE) ont une moyenne de fréquentation annuelle très régulière. Les ateliers de français représentent 75 % des fréquentations sur l'ensemble des ateliers.

Deux ateliers se sont ajoutés au français d'enseignement général : **L'atelier de « français parlé »** ayant pour objectif d'améliorer la prononciation, l'intonation et d'acquérir les réflexes pour les situations de vie courante, co-animé par une bénévole pratiquant le théâtre.

**L'atelier le « goûter des livres »** : accès à la culture du livre au sein de la famille, co-animé par un médiateur de la bibliothèque de Rouen.

**Le projet de « prévention des dangers domestiques »**, mené depuis 2003 en collaboration avec un sapeur-pompier professionnel, est composé de séances rendues obligatoires pour toute nouvelle famille admise au CADA (connaissance du dispositif d'urgence français, savoir donner l'alerte, interventions dans les appartements pour la prévention des dangers domestiques et les notions élémentaires des premiers secours).

L'ensemble des appartements CADA et ALT (40) ont été équipés de DAFF (Détecteur Avertisseur Autonome de Fumées), d'un extincteur, de cache prises électriques et d'une trousse de premiers secours. Des détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés dans tous les logements CADA et appartements ALT équipés de chaudières individuelles.

Une intervention animée par le pompier a été proposée auprès de l'ensemble des responsables de CADA de France Terre d'Asile afin que ce projet puisse être mené dans d'autres structures.

Depuis 2007, un nouveau projet « **Eco gestes** » a été mis en place avec pour objectif de sensibiliser les familles dans l'implication de la protection de l'environnement selon trois axes majeurs : 1) la gestion des déchets (tri sélectif dans les bureaux et les appartements); 2) la réduction du gaspillage ; 3) les économies d'énergie. 19 familles ont participé aux séances de sensibilisation et d'information. Une visite du centre de tri des déchets de Rouen a été organisée. Partenariats : Service technique ville de Rouen, SMEDAR, ADEME, EDF.

### **L'Insertion des réfugiés**

#### **Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

48 personnes soit 14 ménages dont 22 adultes et 26 enfants

#### **Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :**

21 personnes soit 7 ménages dont 11 adultes et 10 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 5 mois pour les réfugiés et 16 mois pour les protections subsidiaires.

#### **7 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

Les réfugiés et régularisés du CADA sont orientés vers le CERF pour l'insertion.

Ces chiffres sont donc inclus dans ceux transmis pour le CERF.

**Obtention d'un logement pérenne :** 3 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 2 ménages

**En bail direct :** 2

**Avec un CDD :** 3

**Domaine :** entretien et chauffeur

**Avec une formation linguistique :** 2

**Avec ouverture de droits RMI :** 2

**Autres :** 1 artisan à son compte

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec un CDI :** 1 personne

**Domaine :** bâtiment

**Avec une formation linguistique :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 2

**Obtention d'un logement temporaire :** 3 ménages

**Résidences sociales, FJT, FTM...** : 1 homme isolé

**Avec ouverture de droits RMI :** 1

**Autres ALT :** 1 ménage et 1 famille monoparentale

**Avec un CDD :** 1 personne

**Domaine :** restauration

**Avec une formation linguistique :** 2

**Avec ouverture de droits RMI :** 3

**Autres sorties :** 1 homme isolé

logement en co-location

### **Logements relais en 2007 :**

7 logements relais ont été gérés par le CADA dont 7 ALT  
10 ménages ont bénéficié des logements-relais dont 5 ménages entrés en 2006, soit 33 personnes au total (29 réfugiés soit 9 ménages dont 16 adultes et 13 enfants et 4 régularisés soit 1 famille monoparentale, 1 adulte et 3 enfants)  
3 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 12 personnes dont 5 adultes et 7 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais :** 11 mois

**Accueil en logement relais :** 10 ménages, dont 5 ménages issus de CADA France Terre d'Asile et 5 ménages issus d'autres structures.

#### **3 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 3 ménages

**En bail direct :** 1

**En bail glissant :** 2

**Avec un CDI :** 1 personne

**Domaine :** bâtiment

**Avec une formation linguistique :** 4

**Avec ouverture de droits RMI :** 3

## PLATE-FORME DE ROUEN

4 RUE DE FONTENELLE  
76000 ROUEN

## PLATE-FORME DU HAVRE

38 RUE DÉMIDOFF  
76800 LE HAVRE

**Date de début de la gestion par France Terre d'Asile :** janvier 2004

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :**

Rouen : 577 ; Le Havre : 312, ce qui représente un flux mensuel de 990 personnes

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :**

Rouen : 449 ; Le Havre : 148

**Principales nationalités parmi les 43 représentées à la plate-forme durant l'année 2007**

### TPOLOGIE 2007 REPARTITION PAR PAYS

	ROUEN	LE HAVRE	TOTAL
ALGERIE	16	0	16
ARMENIE	72	9	81
CAMEROUN	6	2	8
CHINE	12	5	17
CONGO	31	9	40
CONGO RDC	6	7	13
COREE NORD	7	0	7
GEORGIE	4	5	9
GUINEE	3	2	5
IRAK	3	7	10
MONGOLIE	34	25	59
NIGERIA	48	11	59
PAKISTAN	5	0	5
RUSSIE	31	11	42
RWANDA	34	3	37
SERBIE	43	1	44
SIERRA LEONE	2	0	2
SOMALIE	0	5	5
SOUDAN	2	30	32
TURQUIE	57	0	57

	Femmes isolées	Hommes isolés	Familles monoparentales	Couples avec enfants	Couples sans enfants	mineurs isolés
Rouen	78	137	29	21	27	13
Le Havre	23	87	5	1	6	3
Total	101	224	34	22	30	15

**Mesures ASI :** 50

**Mesures Conseil général :** 50

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2007 :** 170 personnes

**Sorties vers l'emploi :** 54 personnes ont accédé à un emploi

**La répartition est la suivante :**

### Formations :

12 personnes sont entrées en formations qualifiantes rémunérées : 1 préparation au diplôme d'accès aux études supérieures, 1 mécanique auto, 2 aide à la personne, 1 formation pour validation du diplôme d'infirmière, 1 formation pour validation du diplôme de médecin généraliste, 1 animation BPJEPS, 1 magasinier, 1 électricité, 1 technicien en automatisme du bâtiment, 1 bâtiment, 1 restauration

### Sorties vers le logement :

21 logements attribués dont 16 logements privés et 5 logements bailleurs publics.

21 logements attribués pour 16 ménages et 5 adultes isolés

## CERF ROUEN

domaines	cdd - 6 mois	Cdd + 6 mois	CDI	intérim	Contrat aidés
Entretien	2		2	3	
Aide à la personne	2	1	1	1	
industrie		1		1	
bâtiment	5	2	3	1	3
animation		2			
Transport logistique	2		2	3	
sécurité	2		4		
agriculture	3			1	
restauration		1	1		1
manutention					1
sondage	1				
Espaces verts				1	
santé		1			



## CADA DE MELUN

90, AVENUE DU GÉNÉRAL PATTON  
77000 MELUN

**Nombre total de places Cada dans la Seine-et-Marne :** 465  
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 21 novembre 2001  
**Modalité d'hébergement :** centre éclaté  
**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 70 places  
**Extension en cours d'année :** non  
**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 103  
**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 38 personnes dont 3 naissances  
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 36  
**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 92,93 %  
**Taux de rotation sur l'année :** 1,47  
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 1 statut, soit 1 personne  
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 9,09 %  
**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 20 %  
**Nombre de dossiers régularisés :** 3 dossiers dont 2 cartes vie privée et familiale, soit 3 personnes.  
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 242 jours  
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 403 jours  
**Principales nationalités parmi les 7 représentées au CADA en 2007 :** Centre Africaine, Congolaise (1 ménage, 3 isolés), Mauritanienne, RDC Congolaise (1 famille, 2 isolés), Cinghalaise (2 familles), Russe (2 familles), Arménienne (2 familles), Azerbaïdjanaise (1 famille)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Tournoi de football inter-centre.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Cours de FLE  
 Ateliers d'initiation à la citoyenneté  
 Ateliers recherche de logement  
 Ateliers de maîtrise budgétaire  
 Action de prévention des accidents domestiques  
 Droit à la parole (lieu d'échange mensuel entre les familles et les intervenants)

### L'Insertion des réfugiés :

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**  
23 personnes soit 5 ménages dont 10 adultes et 13 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 18 mois

**4 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

#### Obtention d'un logement temporaire : 1 ménage

**Résidences sociales, FJT, FTM...** : 1 ménage  
**Avec une formation linguistique :** 1 personne  
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne  
**Autres ALT :** 2 ménages  
**Avec un CDI/ CDD :** 1 personne en CDD et 1 personne en CDI  
**Domaine :** nettoyage – agent polyvalent  
**Autres sorties :** 1 ménage  
**Avec une formation linguistique :** 1 personne  
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

### Logements relais en 2007 :

#### 7 logements relais ont été gérés par le CADA

12 ménages ont bénéficié des logements relais dont 3 ménages entrés en 2006, soit 39 personnes au total (39 réfugiés soit 12 ménages dont 17 adultes et 16 enfants et 1 protection subsidiaire soit 1 ménage dont 2 adultes et 4 enfants)  
 5 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 19 personnes dont 10 adultes et 9 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais :** 15 mois

**Accueil en logement relais :** 12 ménages  
 dont 5 ménages issus de Cada France Terre d'Asile  
 et 7 ménages issus d'autres structures.

**5 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

#### Obtention d'un logement dans le parc public :

**En bail direct :** 4  
**Avec un CDI/ CDD :** 4 personnes CDI/3 personnes CDD  
**Domaine :** manutention - BTP- nettoyage - vie scolaire  
**Avec une formation linguistique :** 6 personnes  
**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes  
**Autres solutions de logement :** 1 ménage  
**Avec ouverture de droits RMI :** 1



## CADA DE NIORT

8/10, PLACE JACQUES DE LINIERS  
79000 NIORT

## ANTENNE DE PARTHENAY

16 RUE LOUIS AGUILLON  
79260 PARTHENAY

**Nombre total de places Cada dans le département des Deux-Sèvres : 100**

**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile : 17/02/2003**

**Modalité d'hébergement : centre éclaté**

**Capacité agréée au 31/12/2007 : 100 places**

**Extension en cours d'année : non**

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 : 141**

**Nombre de personnes entrées en 2007 : 54 dont 4 naissances**

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année : 44**

**Taux d'occupation du CADA sur l'année : 90,91 %**

**Taux de rotation sur l'année : 1,41**

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année : 10 statuts soit 29 personnes**

**Taux de reconnaissance Ofpra : 11,11 %**

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié : 52,63 %**

**Nombre de dossiers régularisés : 2 dossiers soit 1 ménage, dont deux adultes et un enfant**

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra : 180 jours**

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA : 470 jours**

**Principales nationalités parmi les 11 représentées au CADA en 2007 : Syrienne (1 famille, 1 isolé), Russe (4 familles), Arménienne (5 familles), Azerbaïdjanaise (2 familles, 2 isolés)**

**Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :**

**Paiement des factures de cantine par les résidents eux-mêmes, qui viennent ensuite au CADA, avec le reçu, pour se faire rembourser la moitié étant prise en charge par le CADA.**

**Autonomisation** complète des résidents, pour la prise de rendez-vous chez le médecin généraliste et chez le dentiste, qui consultent l'intervenant social uniquement pour la prise de rendez-vous chez un spécialiste ou en cas de problèmes.

**Action « bien dans son assiette, bien dans ses baskets » :** en partenariat avec une maison de quartier, le Codes, la PMI et une diététicienne, sur l'équilibre alimentaire et le bien-être en général.

**Réunion d'information sur l'AMS** et les prélèvements avocat.

**Réunion d'information sur « la connaissance de la France » :** géographie, découpage administratif, institutions...

**Visite de l'AFPA** (formations pour adultes)

**Information sur l'aide au retour**

**Atelier informatique**

**Jardins familiaux** (potager...)

**Visite des centres socioculturels** de quartier.

## L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 23 personnes soit 4 ménages dont 8 adultes et 15 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut : 1,7 mois**

**4 ménages réfugiés et 1 ménage régularisé sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne : 1 ménage**

**Obtention d'un logement dans le parc privé : 1 ménage**

**En bail direct : 1**

**Avec ouverture de droits RMI : 1 ménage**

**Obtention d'un logement temporaire : 3 ménages**

**Résidences sociales, FJT, FTM... : 1 ménage en CHRS**

**Avec ouverture de droits RMI : 1 ménage**

**Autres ALT : 2**

**Avec un CDI/ CDD : 1 CDI**

**Domaine : bâtiment**

**Avec ouverture de droits RMI : 2 ménages**

**Logements-relais en 2007 :****3 logements relais ont été gérés par le CADA dont 3 ALT**

6 ménages ont bénéficié des logements relais dont 3 ménages entrés en 2006, soit 30 personnes au total (27 réfugiés soit 5 ménages dont 10 adultes et 17 enfants, et 3 régularisés soit 1 ménage dont 2 adultes et 1 enfant)

5 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 26 personnes dont 11 adultes et 15 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 6,1 mois

**En logement relais, sont accueillis les ménages du CADA de France terre d'asile**

**5 ménages sont sortis des logements relais en 2007****Obtention d'un logement dans le parc privé :**

5 ménages

**En bail direct :** 5

**Avec un CDI/ CDD :** 4 personnes

**Domaine :** 1 CDI + chantier insertion en bâtiment et 1 CDD + 1 intérim agroalimentaire

**Avec une formation linguistique :** oui

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

**PLATE-FORME DE NIORT :**

22, RUE EMILIE CHOLOIS

79000 NIORT

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** 01/10/2006

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 80 personnes

**Principales nationalités parmi les 8 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Géorgienne (1 ménage, 1 famille), Russe (1 famille, 1 isolé), Arménienne (1 ménage, 1 famille, 1 isolé)

**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :**

36 personnes dont 25 adultes et 11 enfants



## CADA DE TOULON

19, RUE PAUL LENDRIN  
83000 TOULON

**Nombre total de places CADA dans le département du Var :** 60

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> juin 2003

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 60 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 94

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 36 personnes  
dont 2 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 35

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 92,05 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,57

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 6 statuts soit 15 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 23,08 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 46,15 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 197 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** aucune décision n'a été rendue par la CNDA pendant l'année 2007.

**Principales nationalités parmi les 8 représentées au CADA en 2007 :** Arménienne (3 familles dont 1 femme seule avec enfants), Monténégrine (1 femme seule avec enfants, 1 isolée), Russe (Tchéchène) (4 familles), Serbe (4 familles dont 1 femme seule avec enfants)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

**Participation des familles à la cinquième édition de la fête « d'ici et d'ailleurs »** organisée le 20 janvier 2007 par le SICHEM, (Service Inter associatif de coopération humanitaire avec les étrangers et les migrants) en partenariat avec le CAAA, les Amis de Jéricho, Promo-Soins, le SAMU Social, le Secours catholique, l'Union diaconale du Var, Kairé, Amitié Moulins. Le CADA a mis en place une exposition de photos, intitulée *Entre ici et là-bas*, réalisée en 2006 à l'occasion de la Journée mondiale du réfugié.

### Des échanges ont eu lieu avec l'Institut régional de formation sanitaire et sociale d'Ollioules :

Le 26 mars, le CADA a accueilli des élèves de l'Institut pour visiter le centre et échanger avec l'équipe sur les missions et les pratiques du centre.

Le 20 avril, une intervention sur site a permis aux étudiants de service social de se familiariser à la problématique de l'asile, de mieux connaître l'association France Terre d'Asile et le CADA de Toulon.

**A l'occasion de la 7<sup>e</sup> Journée mondiale du réfugié**, le mercredi 20 juin, le CADA a organisé une journée « portes ouvertes », en partenariat avec l'association Café Culture. L'après-midi a été dédiée à la projection d'un film, puis à des échanges dans la rue avec les invités et le public de passage. Cela a été un moment de convivialité et de rapprochement des familles. Des gâteaux de divers pays, cuisinés pour l'occasion, ont facilité les contacts. En fin de soirée, un débat sur le thème de l'immigration a eu lieu dans les locaux du centre.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Mise en place d'un programme de 20 ateliers**, à l'intention des demandeurs d'asile et réfugiés, visant l'adaptation à la vie en France, l'initiation aux fonctionnements des institutions françaises, la mobilité, l'insertion, l'emploi et le logement. Les ateliers sont formalisés sur PowerPoint et constituent une ressource disponible pour les intervenants sociaux, formateurs FLE, demandeurs d'asile et réfugiés.

**De nombreux ateliers à thèmes**, sous forme de petits-déjeuners, ont été organisés avec la participation des intervenants extérieurs : la CPAM, le centre de planification, le Conseil général, la Pmi, etc.

**Les cours de français** sont dispensés en utilisant au maximum le support informatique. Des logiciels d'apprentissage adaptés sont fournis. Après évaluation, un ordinateur, à titre de prêt, peut être mis en place à domicile pour les plus assidus.

Une base de ressources, cours et exercices, liens Internet est en cours de réalisation, elle sera mise à la disposition de demandeurs d'asile et formateurs FLE.

L'intervention d'une bénévole spécialisée auprès des enfants a permis de faire un travail autour de la langue française sous forme de jeux.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

22 personnes soit 5 ménages dont 10 adultes et 12 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut : 6,9 mois****5 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 1 ménage

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec un CDI :** 1 personne

**Domaine :** nettoyage

**Avec une formation linguistique :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 1

**Obtention d'un logement temporaire : 3 ménages**

**Résidences sociales :** 3 ménages (dont CPH 1 ménage, CHRS 2 ménages)

**Avec un CDI :** 2 personnes

**Domaine :** bâtiment et nettoyage

**Avec une formation linguistique :** 6 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 3 ménages

**Autres sorties :** sortie hors département, solution personnelle  
logement provisoire chez des amis : 1 ménage

**Avec une formation linguistique :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

## CADA DE MASSY

2 TER, AVENUE DE FRANCE

91300 MASSY

**Nombre total de places CADA dans le département de l'Essonne :** 451

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 13 novembre 2003

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 100 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 132

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 54 dont 1 naissance

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 32

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 93.40 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1.32 %

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 17 statuts soit 25 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 32.61 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 73.91 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 175 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 917 jours

**Principales nationalités parmi les 18 représentées au CADA en 2007 :** Russe (6 ménages, 3 isolés), RDC Congolaise (7 isolés), Congolaise (7 isolés), Mauritanienne (4 isolés), Arménienne (1 ménage, 1 isolé)

### Evénements majeurs de l'année 2007 :

Le CADA de Massy a participé à Quasimodo, la radio de France Terre d'Asile, réalisée avec la Maison des journalistes, sur la thématique de la naturalisation des réfugiés statutaires.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Des ateliers et réunions d'information ont été organisés sur les thématiques suivantes : le logement, l'emploi, la scolarité, la santé, l'organisation administrative de la France, la mobilité géographique, la prévention des IST, la contraception, la naturalisation.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

43 personnes soit 13 ménages dont 20 adultes et 23 enfants.

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 6 mois

### **7 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement temporaire :** 1 ménage

**Autres ALT :** 1 ménage (suivi une partie de l'année par Massy puis par l'Orge)

**Avec une formation qualifiante :** rémunérée de 6 mois

**Avec une formation linguistique :** BTP

**Avec ouverture de droits RMI :** RMI couple et allocations familiales

**Autres sorties :** 6 ménages (1 chez des amis, 2 CPH DNA, 2 CPH

Hors DNA)

**Avec un CDD :** 3 personnes

**Domaine :** agent technique, aide à domicile

**Avec une formation qualifiante :** 1 personne

**Domaine :** BTP

**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes

**Autres :**

1 expulsion



## CADA DE L'ORGE

101/103, AVENUE DE FROMENTEAU  
91600 SAVIGNY-SUR-ORGE

**Nombre total de places CADA dans le département de l'Essonne :** 451

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 2 juin 2003

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 110 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 122

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 28 dont 4 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 16

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 93,77 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,11

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :**

16 statuts dont 2 protections subsidiaires soit 21 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 11,1 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 70 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 1 dossier dont 1 carte vie privée et familiale soit 5 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 271 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 692 jours

**Principales nationalités parmi les 30 représentées au CADA**

en 2007 : Arménienne (9 ménages, 3 isolés), Russe (6 familles, 3 isolés), Congolaise (2 familles, 2 isolés)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Conformément à la loi du 2 janvier 2002, un questionnaire de satisfaction a été réalisé par toute l'équipe et proposé à l'ensemble des résidents au mois de juillet.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

S'appuyant sur la réalisation du PGAA de l'année précédente, tout en prenant en compte des éléments recensés dans le questionnaire de satisfaction, l'ensemble de l'équipe s'est attaché à adapter les séances aux problématiques constatées.

Les mêmes thématiques ont été abordées : « Etre demandeur d'asile en France » ; « La découverte de la France : géographique, historique, culturelle et son organisation administrative » ; « Le système de santé français » ; « Le système scolaire », en y ajoutant une séance à l'attention des demandeurs d'asile sur l'adéquation entre le logement et l'emploi. L'objectif étant de permettre aux familles, dans l'attente de l'accès au statut de réfugié, de mûrir leurs projets de sortie du CADA en incluant des projets de mobilité géographique. D'autres animations ponctuelles ont été proposées aux familles sur la thématique du logement : la prévention des risques domestiques ou le tri sélectif.

Enfin, une action de prévention contre le HIV a été réalisée avec le partenariat des associations AIDES 91 et ESPOIR, et du Centre de dépistage de Juvisy-sur-Orge.

Comme l'année précédente, le PGAA a également concerné les réfugiés (hébergés en CADA ou dans le cadre du dispositif Reloref) autour de 5 grands thèmes : le droit au séjour, le droit commun, le droit au logement et une sensibilisation systématique sur la mobilité géographique.

Un travail, plus en profondeur, sur le thème de l'accès au logement est réalisé, avec les ménages hébergés, dans le dispositif Reloref à l'occasion d'ateliers recherches de logement. Les thèmes abordés : la différence entre logement social et privé ; la connaissance de la situation du logement au niveau national, régional et départemental ; la constitution d'un dossier de demande de logement, la gestion du budget, le savoir louer/habiter ; les dispositifs d'aide au logement ; la recherche effective de logement : repérer les offres, les décrypter, constituer un dossier, savoir se vendre, etc.

## L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 21 personnes

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 11 personnes, soit 3 ménages, dont 6 adultes et 5 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 5 mois

**3 ménages réfugiés et deux isolés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 2

**Obtention d'un logement dans le parc public :**

**En bail direct :** 1

**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

**Autres :** contrat aidé

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** 1 ménage

**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

**Obtention d'un logement temporaire :** 2 personnes

**Résidences sociales, FJT, FTM... :** 2 femmes isolées en CPH

**Avec une formation linguistique :** 2

**Avec ouverture de droits RMI :** 2

**Autres ALT :** 1 ménage

**Avec une formation linguistique :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 1

**Autres :** aide à domicile rémunéré par CESU

## Logements relais en 2007 :

13 logements relais ont été gérés par le CADA dont 13 Reloref  
17 ménages ont bénéficié des logements-relais dont 8 ménages entrés en 2006, soit 51 personnes au total (51 réfugiés soit 16 ménages dont 29 adultes et 22 enfants)

8 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 15 personnes dont 14 adultes et 15 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais :** 9 mois

**Accueil en logement relais :** 9 ménages, dont 4 ménages issus de CADA France Terre d'Asile et 5 ménages issus d'autres structures.

**8 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 5 ménages

**En bail direct :** 5

**Avec un CDI :** 5 personnes

**Domaine :** employé libre service, aide aux personnes, bâtiment

**Autres :** 1 contrat aidé

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 3 ménages

**En bail direct :** 3

**Avec un CDI :** 4 personnes

**Domaine :** vente, bâtiment, nettoyage

**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes

**Mesures ASI :** 6,5 mesures

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2007 :** 12 personnes

**Sorties vers l'emploi :** 4 personnes ont accédé à un emploi

**La répartition est la suivante :**

3 CDI dans les domaines de la sécurité, l'aide à la personne et 1 dans l'hôtellerie, 1 Intérim en milieu aéroportuaire.

**Formations :** 3 personnes sont entrées en formations qualifiantes rémunérées dont 1 en formation dans l'hôtellerie, 1 en formation logistique, 1 en formation en informatique. 2 personnes en formation FLE



## CADA DES HAUTS-DE-SEINE

44 BIS, BOULEVARD FÉLIX FAURE  
92320 CHÂTILLON

**Nombre total de places CADA dans le département des Hauts-de-Seine :** 269

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> septembre 2004

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 70 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 83

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 23 dont 4 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 14

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 98,58 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,19

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 9 statuts dont 1 protection subsidiaire soit 15 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 20 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 81,82 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 2 dossiers dont 2 cartes vie privée et familiale, soit 2 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 208 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 549 jours

**Principales nationalités parmi les 10 représentées au CADA en 2007 :** Ivoirienne (1 famille, 1 isolé), RDC Congolaise (3 familles, 2 isolés), Sri Lankaise (2 familles, 1 isolé), Russe (6 familles)

**Événements majeurs de l'année 2007 :** \_\_\_\_\_

### Journée mondiale du réfugié

Dans le cadre de la Journée mondiale du réfugié, France Terre d'Asile Hauts-de-Seine a organisé sa deuxième rencontre artistique sur le thème « *Etre réfugié* ». Le CADA a voulu donner la possibilité aux artistes plasticiens, aux écrivains, professionnels ou amateurs, réfugiés politiques ou non, de faire partager ce que signi-

fiait pour eux « *Etre réfugié* ».

L'exposition s'est tenue à la Médiathèque Max-Pol Fouchet de Châtillon et à l'Espace Prévert, du 19 au 23 juin 2007. Elle a réuni les œuvres d'une soixantaine d'artistes, dont Vladimir Velikovic, artiste peintre, membre de l'Académie des Beaux Arts, Eugène N'sonde, sculpteur, Faustin Titi, illustrateur, Emmanuel Darley, écrivain et Sjoerd Holsbergen, photographe, professeur à l'académie des Beaux Arts d'Amsterdam. L'association des journalistes africains en exil, des associations locales d'artistes, des ateliers de formation aux arts plastiques ainsi que des centres de loisirs ont également apporté leur contribution à cette manifestation. Lors du vernissage, le comédien Luc Hervez a lu une sélection de textes, avant que les deux cent personnes présentes, soient conviées à un buffet proposant des plats traditionnels préparés par les résidents du CADA.

Cette rencontre, qui fut un véritable succès, a pour vocation de devenir progressivement un rendez-vous annuel national.

### Semaine de la solidarité internationale

La première participation du CADA à la Semaine de la solidarité internationale, les 23 et 24 novembre 2007, à Clamart a été l'occasion de rencontrer d'autres associations locales et de mieux faire connaître les missions de France Terre d'Asile.

M. Pierre Henry, directeur général de France Terre d'Asile, est venu dédicacer son ouvrage *Cachan, la vérité* avant de participer, en présence du maire Monsieur Philippe Kaltenbach, à un débat sur le thème « le défi migratoire ».

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

En 2007, le CADA des Hauts-de-Seine a consolidé et développé les activités inscrites dans le PGAA :

**enseignement du français** et soutien scolaire pour les collégiens, dispensés par des bénévoles ;

**ateliers d'information** (intervention de la CAF, de la CPAM...) ;

**atelier informatique** et Internet ;

**mise en place d'un groupe de parole.**

En externe, de nombreux partenariats se sont développés pour faciliter l'accès des résidents aux cours de français de proximité, ainsi que leur insertion sociale et professionnelle (Initiative Emploi, CVS de secteur) et leur accès à la culture et aux loisirs (Musée du Louvre, Eurodisney).

Les résidents participent bénévolement à la vie associative locale. En octobre dernier, une dizaine d'usagers ont aidé à la mise en place de la Foire aux Livres de Châtillon. Toute l'année, certains résidents participent bénévolement au fonctionnement du vestiaire, destiné aux plus démunis et mis en place par les Equipes Saint-Vincent.

## L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 20 personnes soit 6 ménages dont 11 adultes et 9 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 10 personnes soit 3 ménages dont 5 adultes et 5 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 4,5 mois (135 jours)

**Nombre de Protection subsidiaire hébergés au cours de l'année 2007 :** 2 personnes soit 1 ménage dont 1 adulte et 1 enfant

**Nombre de Protection subsidiaire sortis au cours de l'année 2007 :** 2 personnes soit 1 ménage dont 1 adulte et 1 enfant

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention de la Protection subsidiaire :** 3,6 mois (110 jours)

**3 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**1 ménage protection subsidiaire sorti du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 3 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1 ménage

**En bail direct :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 2 ménages dont 1 PS

**En bail direct :** 2

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

**Obtention d'un logement temporaire :** 1 ménage

**CPH :** 1 ménage

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

## POINT D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION DES DEMANDEURS D'ASILE (PAODA)

CENTRE SOCIOCULTUREL DES CANIBOUTS

19 PLACE DE STRASBOURG

92000 NANTERRE

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** juin 2007

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année (file active) :** 181 personnes

**Principales nationalités parmi les 25 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Sri-Lankaise (50 ménages, 44 isolés), Cinghalaise (53 ménages, 53 isolés), Congolaise (16 ménages, 15 isolés), Ivoirienne (8 ménages, 7 isolés), Nigérienne (5 ménages, 4 isolés)



## CADA DE SAINT-DENIS

1, RUE EDOUARD VAILLANT  
93200 SAINT DENIS

**Nombre total de places CADA dans le département de Seine-Saint-Denis :** 414

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> décembre 2003

**Modalité d'hébergement :** centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 90 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 126

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 48 personnes dont 6 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 34

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 96,72 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,4

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 9 statuts soit 14 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 20,84 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 66,23 %

**Durée moyenne de la procédure Ofpra :** 203 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 594 jours

**Principales nationalités parmi les 23 représentées au CADA en 2007 :** Russe (3 familles), RDC Congolaise (1 famille, 1 isolé), Arménienne (4 familles, 1 isolé), Ivoirienne (5 isolés), Cinghalaise (7 isolés), Centre Africaine (3 isolés), Algérienne (1 famille), Népalaise (1 famille, 1 isolé), Iranienne (3 familles)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Au cours de l'année 2007, les résidents du CADA de Saint-Denis ont participé aux diverses manifestations culturelles, musicales et sportives organisées en Seine-Saint-Denis.

En effet, considérant le sport comme un vecteur véhiculant les valeurs tant de solidarité que de partage, ils ont activement participé aux expositions et activités du village rugby, installé, pour la

circonstance, aux abords du Stade de France avant d'aller soutenir les XV de France lorsqu'ils affrontaient les Anglais pendant la coupe du monde de rugby.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Développement de l'activité français langue étrangère (FLE),** avec notamment la mise en place de cours d'alphabétisation pour les francophones.

**Animations** diverses.

**Sorties** socioculturelles.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 40 personnes soit 15 ménages dont 22 adultes et 18 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 14,5 mois

**9 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne :** 6 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 6 ménages

**En bail direct :** 6

**Avec un CDI/ CDD :** 4 personnes

**Domaine :** restauration, garde d'enfants, emploi domestique, déménagement

**Avec une formation linguistique :** 1

**Avec ouverture de droits RMI :** 2

**Obtention d'un logement temporaire :** 3 ménages

**Autres ALT :** 3 ménages

**Avec un CDI/ CDD :** 3 personnes

**Domaine :** restauration, sécurité



## CADA DE STAINS

54/56, RUE VICTOR RENELLE  
93240 STAINS

**Nombre total de places CADA dans le département de Seine-Saint-Denis :** 414

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 28 décembre 2001

**Modalité d'hébergement :** structure collective avec une partie semi collective

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 140 places

**Extension en cours d'année :** 30 places

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 211

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 93 personnes dont 4 naissances

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 72

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 93,99 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,69

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 28 statuts soit 52 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 31,43 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 63,64 %

**Nombre de dossiers régularisés :**

10 dossiers dont 9 cartes vie privée et familiale soit 18 personnes (Cachan)

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 280 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 875 jours

**Principales nationalités parmi les 29 représentées au CADA en 2007 :** Cinghalaise (7 familles), Ivoirienne (3 familles, 5 isolés), Congolaise (1 famille, 5 isolés), Serbe (3 familles, 2 isolés), Guinéenne (2 familles, 2 isolés)

## Événements majeurs de l'année 2007 :

Le CADA de Stains a été l'invité d'une des premières émissions de *Radio Quasimodo*. L'occasion de faire découvrir une partie du travail du centre à un large auditoire, le site Internet de France Terre d'Asile recevant presque un demi million de visiteurs chaque année.

## Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

**Activités culturelles :** comme chaque année, le CADA a entraîné ses résidents sur le chemin de la culture française en visitant des musées, des sites architecturaux et historiques, la Cité des sciences mais aussi la Cité de la santé et, en partenariat avec l'association stanoise Femme dans la Cité, la visite de l'Assemblée nationale à l'invitation de Madame Marie-George Buffet.

**Sur le plan scolaire,** les enfants du CADA ont bénéficié de soutien scolaire dans le cadre d'un partenariat reconduit depuis quatre ans avec l'Afev. Des étudiants de l'Université de Saint-Denis viennent quatre soirs par semaine aider une quinzaine d'enfants. Pour la première fois, nous avons accueilli les enfants des immeubles voisins du CADA afin de créer ce lien qui fait souvent défaut dans les grands ensembles populaires.

**Cours de FLE :** les adultes n'ont pas été oubliés et le CADA de Stains a mis en place avec les étudiants en français langue étrangère de l'Université de Saint-Denis des formations FLE intensives, d'une durée de quatre semaines, avec deux sessions par jour. Ce type de formation a été très bien suivi par environ 30 élèves non francophones.

**Ateliers d'information :** les adultes bénéficient également de nombreux ateliers d'information dispensés souvent par les professionnels concernés : CAF, CPAM, Croix-Rouge, PMI, impôts, etc.

L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :** 81 personnes soit 35 ménages dont 41 adultes et 40 enfants

**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2007 :** 36 personnes soit 17 ménages dont 22 adultes et 14 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 8 mois

**17 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement temporaire :** 13 ménages

**Résidences sociales, FJT, FTM... :** 1 ménage

**Avec une formation qualifiante :** 1

**Domaine :** restauration

**Autres ALT :** 9 ménages

**Avec un CDI/ CDD :** 3 personnes en CDD et 3 personnes en CDI

**Domaine :** restauration, comptabilité, BTP

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 3 ménages

**Autres :** 3 ménages sont sortis en CPH soit 12 personnes et 7 enfants

**Autres sorties :** 4 familles sorties dont 3 ménages en fin de prise en charge et 1 ménage en sortie individuelle dans le parc privé.

**Avec ouverture de droits RMI :** 4

logements relais en 2007 :

**13 logements relais ont été gérés par le CADA dont 13 Reloref**  
31 ménages ont bénéficié des logements relais dont 12 ménages entrés en 2006, soit 84 personnes au total (77 réfugiés soit 28 ménages dont 41 adultes et 36 enfants et 7 protections subsidiaires)

16 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 38 personnes dont 21 adultes et 17 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement relais :** 9 mois

**Accueil en logement relais :** 19 ménages, dont 15 ménages issus de CADA France Terre d'Asile et 4 ménages issus d'autres structures.

**16 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public :** 15 ménages

**En bail direct :** 21 personnes

**Avec un CDI/ CDD :** 14 personnes

**Domaine :** électricité, auxiliaire de vie, hôtesse de caisse, agent d'entretien, bâtiment, intérim (divers)

**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes

**Domaine :** auxiliaire de vie, infirmière

**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

**Autres solutions de logement :** 1 ménage

**Avec ouverture de droits RMI :** 1

**Autres :** sortie inconnue car parti sans laisser d'adresse



## CADA DE CRETEIL

CENTRE MIGUEL ANGEL ESTRELLA

112, RUE DU CHEMIN VERT DES MÈCHES

94000 CRETEIL

**Nombre total de places CADA dans le département du Val-de-Marne :** 389 + 80 places transit, soit 469

**Date d'ouverture du Transit France terre d'asile :** 1973

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> octobre 1991

**Modalité d'hébergement :** structure collective

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 230 places

**Extension en cours d'année :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 251 en CADA, 74 en transit et 105 « Cachan », soit 430

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 124 dont 8 naissances en CADA, 77 en transit et 11 naissances « Cachan », soit 212 personnes

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 104 du CADA, 39 du transit et 71 du dispositif « Cachan », soit 214

**Taux d'occupation du CADA-transit-Cachan sur l'année :** 99,42 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,67 en CADA, 0,93 en transit et 3,31 en dispositif « Cachan »

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 24 statuts soit 41 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 21,95 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 60 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 68 dossiers dont 68 cartes vie privée et familiale soit 68 personnes

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 176 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 600 jours

**Principales nationalités parmi les 19 représentées au CADA en 2007 :** Russe (11 ménages, 1 isolé), Sri Lankaise (9 ménages, 1 isolé), Arménienne (7 ménages), Congolaise RDC (6 ménages), Cinghalaise (3 ménages)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

Le fonctionnement de l'établissement de Créteil, réservé à l'accueil des demandeurs d'asile, a été marqué, tout au long de l'année 2007, par l'accueil d'une population particulière : les personnes

évacuées du gymnase de Cachan en octobre 2006. Au total, ce sont 94 personnes en situation irrégulière qui ont été accueillies à la demande du directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque, Monsieur Claude Guéant, dans une mission confiée à Madame Rachida Dati, alors conseillère technique chargée par le ministre de l'Intérieur de ce dossier.

La capacité du centre de transit (80 places) a ainsi été mise à la disposition des pouvoirs publics, complétée par 14 places prises sur la capacité du CADA, soit 94 places (environ 40 %) de l'ensemble des 230 places réservées aux demandeurs d'asile dans l'établissement de Créteil. Pour rendre compte de l'activité de l'année 2007, nous avons maintenu cette approche globale en la restituant par rapport au taux d'occupation et des journées réalisées.

Journées prévisionnelles 2007 : 83 950 ; réalisées 2007 : 83 125, soit un taux d'occupation de 99 %. Le taux d'occupation moyen de l'année 2007 est de 99,42 % (228,66).

### Accueil en transit

Malgré l'occupation de la capacité du transit par l'hébergement d'urgence, le Centre a répondu à toutes les demandes d'admission de la part du ministère des Affaires étrangères, sollicitées par l'Anaem, concernant les arrivées avec le « visa D ».

Cet accueil représente 48 personnes, soit 9 familles et 4 isolés. Il faut noter également qu'à partir du mois d'octobre, les places libérées par les sorties des personnes de Cachan ont été proposées à l'admission locale, puis régionale. Au total le Centre a accueilli 74 personnes en transit, dont 11 en admission locale et 15 en admission régionale. Les sorties du transit sont réalisées en fonction des affectations prononcées par l'Anaem : 5 familles et un isolé ont été admis en CPH et 4 familles en CADA, soit 39 personnes. Une famille colombienne a opté pour le retour au pays. A la fin de l'année, 34 places du transit étaient occupées. Il est à noter que, dès le 3 janvier 2008, l'effectif passait à 42 places transit occupées à la suite de l'accueil de trois familles admises fin décembre 2007.

### Accueil Cachan

Au 31 décembre 2006 : 94 personnes présentes, soit 30 familles et 3 isolés. La grande majorité étant des Maliens (62 personnes = 66 %) et des ressortissants de la Côte d'Ivoire (22 = 23 %). Au cours de l'année 2007 : 11 naissances.

A partir du mois de décembre : constitution des dossiers de demande de régularisation pour l'ensemble des familles par l'équipe du CADA-transit qui s'est reparti les familles par référent. Les intervenantes juridiques accompagnaient les personnes les plus vulnérables aux rendez-vous fixés par la préfecture de Paris. Celle-ci procédait, dans l'ordre des accords de régularisation, notifiés directement par le ministère de l'Intérieur au cabinet du préfet.

Les régularisations se sont poursuivies jusqu'à l'été. L'accompagnement social proposé aux familles était basé entièrement sur la recherche d'emplois ou la formation, insistant sur le fait que le titre de séjour et l'autorisation de travailler n'étaient valables qu'un an et seraient réexaminés lors de la demande de renouvellement.

L'équipe sociale a constitué également les demandes de logement pour toutes les familles présentes et les a présentés aux différents partenaires, notamment le GIP.

Les premières sorties ont pu être réalisées à partir du mois d'octobre 2007. A la fin de l'année, 71 personnes (23 familles) avaient quitté notre centre, le plus souvent avec au moins un emploi, orientées vers des logements temporaires (GIP, ALT...). Au fur et à mesure de ces sorties, le suivi des familles a été pris en charge par deux postes d'accompagnement social spécifiques, l'équipe du transit reprenant l'accueil et l'orientation des demandeurs d'asile admis soit localement par la Ddass 94, soit par la Drass Ile-de-France.

Au 31 décembre 2007, 34 personnes étaient encore présentes, soit 10 familles, dont 4 monoparentales (12 personnes) pour lesquelles la seule possibilité envisageable consiste en placement en foyer maternel. La sortie de 4 autres familles est d'ores et déjà programmée pour le mois de janvier 2008. Deux familles ayant refusé toute proposition de logement devront être expulsées à la fin du mois de janvier 2008.

#### **Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :**

**Les cours de FLE** mis en place pour les réfugiés sont accessibles également aux demandeurs d'asile et fonctionnent quatre matinées par semaine avec l'évaluation systématique des niveaux à l'entrée ainsi qu'à la sortie ;

**La mise en place des « ateliers mobilité »** a commencé en fin d'année par trois groupes de travail constitués entre les équipes du CADA-transit et du Pôle d'insertion. Trois ateliers seront proposés aux demandeurs d'asile dès l'année prochaine : « Les institutions et la connaissance de la France », « L'insertion professionnelle et les bassins d'emploi en France » et « Le logement en France » ;

**Le tournage d'un film long métrage** *Un si beau voyage* était un événement marquant de cette année, commençant par le repérage des lieux, la construction d'un décor dans la salle polyvalente et l'aménagement des espaces pour l'habillage et le maquillage, l'installation de la restauration mobile à l'extérieur du centre, souhaitée par la production, pour une équipe de 30 à 50 personnes présentes sur place pendant près de deux semaines. C'était l'occasion d'une animation toute particulière pour tous les résidents, très intéressés ;

**L'accueil de délégations étrangères** : au cours de l'année le CADA a accueilli plusieurs délégations et visiteurs pour présenter notre établissement, les équipes et le travail accompli pour les demandeurs d'asile et les réfugiés : l'accueil de délégations japonaise, italienne et enfin une délégation composée de représentants d'associations d'Allemagne, de Belgique et des Pays-Bas ont été l'occasion d'autant de rencontres enrichissantes.

#### **L'Insertion des réfugiés**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007** : 57 (17 familles et 1 isolé), dont une famille de 4 personnes en protection subsidiaire, soit 31 adultes et 26 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du**

**statut** : 2,8 mois (sauf 2 situations particulières d'une famille de polyhandicapés et d'une en procédure judiciaire)

#### **17 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne** : 2 ménages

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 1 ménage

**En bail direct** : oui

**Avec un CDI/ CDD** : 1 personne

**Domaine** : bâtiment

**Avec une formation qualifiante** : 1 personne

**Domaine** : aide à la personne

**Obtention d'un logement dans le parc privé** : 1 ménage

**En bail direct** : oui

**Avec un CDI/ CDD** : 1 personne

**Domaine** : hôtellerie

**Avec ouverture de droits RMI** : oui

**Obtention d'un logement temporaire** : 2 ménages

**Résidences sociales, FJT, FTM...** : 1 ménage

**Avec une formation qualifiante** : oui

**Domaine** : aide à la personne

**Avec ouverture de droits RMI** : oui

**Autres ALT** : 1 ménage

**Avec une formation qualifiante** : 1 personne

**Domaine** : aide à la personne

**Avec une formation linguistique** : 1 personne

**Autres** : droit AAH

**Autres sorties** : 13 ménages

**Avec un CDI/ CDD** : 4 personnes

**Domaine** : Bâtiment, hôtellerie et sécurité

**Avec une formation linguistique** : 3 personnes

**Avec ouverture de droits RMI** : 9 ménages

#### **Logements relais en 2007 :**

#### **12 logements relais ont été gérés par le CADA dont 12 ALT Reloef**

17 ménages ont bénéficié des logements-relais dont 5 ménages entrés en 2007, soit 64 personnes au total (59 réfugiés soit 16 ménages dont 32 adultes et 27 enfants et 5 protections subsidiaires soit 1 ménage dont 2 adultes et 3 enfants)

5 ménages sont sortis des logements relais en 2007 soit 19 personnes dont 8 adultes et 11 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais** : 21 mois

**En logement relais, sont accueillis** : 17 ménages

- dont 10 ménages issus du CADA France Terre d'Asile

- 7 ménages issus des autres CADA du département et de la région

#### **5 ménages sont sortis des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc public** : 2 ménages

**En bail direct** : 2

**Avec un CDI/ CDD** : 3 personnes

**Domaine** : aide à la personne, restauration, maintenance

**Autres** : 1 personne (AAH)

**Obtention d'un logement dans le parc privé** : 3 ménages

**En bail direct** : 3

**Avec un CDI/ CDD** : 2 personnes

**Domaine** : aide à la personne, industrie

**Autres** : 2 personnes (API et AAH)

**PLATE-FORME DE CRETEIL**

22, RUE VIET

94000 CRÉTEIL

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par**

France Terre d'Asile : 8 mars 2004

**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 1 882**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2007 :**

982 dont 914 adultes et 68 enfants

**Principales nationalités parmi les 68 représentées à la plate-forme durant l'année 2007 :** Guinéenne (7 ménages, 649 isolés), Cinghalaise (32 ménages, 499 isolés), Ivoirienne (7 ménages, 438 isolés), Haïtienne (5 ménages, 60 isolés) Arménienne (17 ménages, 47 isolés)**LE POLE INSERTION**

CENTRE MIGUEL ANGEL ESTRELLA

112, RUE DU CHEMIN VERT DES MÈCHES

94000 CRETEIL

**Deux dispositifs d'insertion des réfugiés statutaires**Le **Centre Provisoire d'Hébergement (CPH)** pour les réfugiés en début d'insertion.Le **Relais Insertion (RI)** pour les réfugiés insérés professionnellement et en recherche de logement.**Missions****Hébergement**

100 places dont 50 en collectif et 50 en appartements éclatés.

**Accompagnement social**

Apprentissage du français et découverte de la société française. Normalisation de la situation administrative.

Solvabilisation des familles, ouverture des droits sociaux.

**Accompagnement professionnel**

Evaluation des niveaux de compétences professionnelles.

Aide à la mise en œuvre des projets professionnels.

Conseil en formation et en techniques de recherche d'emploi.

**Insertion par le logement**

Information générale sur le logement en France.

Aide à la recherche d'un logement.

Médiation locative.

**Partenariat**

Le Pôle Insertion est un service instructeur du RMI (partenariat avec l'offre d'insertion du programme départemental d'insertion (PDI) du Val-de-Marne.

Un réseau d'entreprises pour l'employabilité des réfugiés, ainsi qu'un réseau d'organismes de formation.

Un réseau de bailleurs publics et privés.

**Taux d'occupation :** 97,25 %**Durée moyenne de prise en charge :** 21 mois.**Nombre de réfugiés hébergés dans l'année :** 172 personnes, soit 51 familles (88 adultes et 84 enfants)**Nombre de réfugiés sortis dans l'année :** 81 personnes, soit 22 familles (38 adultes et 43 enfants)**Nombre de réfugiés entrés dans l'année :** 71 personnes, soit 25 familles (39 adultes et 32 enfants) : 18 familles admises au niveau local, 7 familles admises au niveau régional.**22 familles réfugiées sorties du Pôle Insertion en 2007 dont 3 en province (projet PRIM-promotion de l'insertion par la mobilité).****Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 7 familles**Avec un CDI :** 6 personnes**Domaine :** bâtiment, transport, vente, restauration, hôtellerie**Avec un CDD :** 2 personnes**Domaine :** restauration, bâtiment**Avec ouverture de droits RMI ou ASSEDIC :** 1 personne**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct :** 8 familles**Avec un CDI :** 5 personnes**Domaine :** sécurité, bâtiment, transport**Avec un CDD :** 5 personnes**Domaine :** restauration, entretien, secrétariat, comptabilité**Avec ouverture de droits RMI ou ASSEDIC :** 5 personnes**Autres solutions mobilisées :** 7 familles (Résidence sociale, CHRS, solution individuelle...)**L'insertion logement au 31/12/2007 :**

5 familles ont reçu une proposition de logement et sont en attente de signature de bail dont une famille pour une installation en province.

**L'insertion professionnelle des adultes au 31/12/2007 :**

Sur 53 adultes :

31 personnes sont en CDI

3 personnes en recherche d'emploi active

6 personnes en formation linguistique à visée professionnelle

4 personnes en formation qualifiante

9 personnes en cours d'élaboration de projet professionnel (personnes arrivées récemment au CPH)



## CADA DE SARCELLES

3, PLACE JEAN MOULIN  
95200 SARCELLES

**Nombre total de places CADA dans le département du 95 :** 445

**Date d'ouverture du CADA France Terre d'Asile :** 1<sup>er</sup> septembre 2006

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2007 :** 50 places

**Extension en cours d'année (nombre de nouvelles places) :** non

**Nombre de personnes présentes durant l'année 2007 :** 79

**Nombre de personnes entrées en 2007 :** 53 dont 1 naissance

**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 37 personnes

**Taux d'occupation du CADA sur l'année :** 91,51 %

**Taux de rotation sur l'année :** 1,58

**Nombre de statuts et de protections subsidiaires accordés au cours de l'année :** 16 statuts soit 24 personnes

**Taux de reconnaissance Ofpra :** 42,86 %

**Taux de reconnaissance global du statut de réfugié :** 66,67 %

**Nombre de dossiers régularisés :** 0

**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 171 jours

**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CNDA :** 478 jours

**Principales nationalités parmi les 15 représentées au CADA en 2007 :** Russe (3 ménages, 1 isolé), RDC Congolaise (1 famille, 4 isolés), Iranienne (6 isolés)

### Événements majeurs de l'année 2007 :

L'exercice 2007 a été consacré à la création de partenariats (PactArim 95, Arcade, AIVS 95) et à l'organisation de nombreuses réunions avec le service logement de la Préfecture et le Conseil Général ayant pour objet principalement l'insertion par le logement, afin de fluidifier les sorties du CADA.

L'ensemble des usagers a également été invité à participer à des ateliers de travail sur la mobilité géographique pour une meilleure connaissance des possibilités en matière d'emplois et de logements.

Mise en place de trois logements relais de type ALT.

### Principales activités réalisées dans le cadre du Programme global d'animation et d'autonomisation :

Dans le cadre des activités proposées par le CADA, soit à titre individuel ou en groupe, ont été organisés avec l'accompagnement d'une bénévole :

**Des sorties :** suite à une démarche du CADA, la Mairie de Sarcelles

a mis à disposition, à titre gracieux, un car lors de nos différentes sorties, qui se sont déroulées à la bibliothèque du centre Beaubourg et son laboratoire de langues, au château de Versailles, à Deauville, au Parc France Miniature...

**Soirée de Noël**, qui s'est déroulée à Paris, avec un goûter, un spectacle de magie et la distribution de cadeaux en présence de toutes les familles, des bénévoles et de l'équipe.

**Des cours de FLE** ont été mis en place avec le partenariat de deux associations, Accueil & Cultures et l'AFase. Ces cours se déroulent du lundi au vendredi, de 9h à 16h, sauf le mercredi.

**Partenariat avec l'AFEV** (Accueil et accompagnement éducatif des enfants nouvellement arrivés) en vue de faciliter le processus d'intégration des enfants par un accompagnement dans leur découverte de la société d'accueil et un appui dans leur scolarisation. Convention en cours de signature.

**Un atelier sur le droit du travail** a été mis en place ainsi qu'une cévêthèque qui permet une meilleure orientation professionnelle.

**Vidéotheque :** un budget a été alloué au CADA par la Ddass 95 pour la mise en place d'une vidéotheque. Tous les mercredis, les demandeurs d'asile peuvent assister à une projection de films ou documentaires. Cette projection est suivie d'un débat entre les usagers et l'équipe.

### L'Insertion des réfugiés

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2007 :**

26 personnes soit 16 ménages dont 19 adultes et 7 enfants

**Durée moyenne d'hébergement au CADA après obtention du statut :** 3 mois

**12 ménages réfugiés sortis du CADA en 2007**

**Obtention d'un logement pérenne : 1 ménage**

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 famille composée de 2 adultes et 2 enfants.

**En bail direct :** 1 ménage

**Avec un CDI :** 1 personne

**Domaine :** restauration

**Avec une formation linguistique :** oui

**Avec ouverture de droits RMI :** 1 ménage

**Obtention d'un logement temporaire : 8 ménages**

**CHRS :** 4 ménages

**Avec un CDI :** 1 personne

**Domaine :** hôtellerie, restauration

**Avec une formation qualifiante :** 1 isolé : conducteur de ligne dans l'Oise

**Domaine :** transport

**Avec une formation linguistique :** 3 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes

**Autres ALT :** 1 isolée (Province), 3 ménages (PARIS)

**Avec une formation qualifiante :** EMT en partenariat avec l'ANPE de Limoges

**Domaine :** caissière

**Avec ouverture de droits RMI :** oui

**Autres sorties : 3 ménages**

**Avec une formation qualifiante :** 1 isolé : conducteur poids lourd à Brive-La-Gaillarde

**Domaine :** transport

**Avec une formation linguistique :** 1 isolé(e)

**Avec ouverture de droits RMI :** 3

**Autres solutions de logement :** 3 personnes

**Logements relais en 2007 :**

Dans le cadre de la mise en place de logements relais, 3 appartements (ALT) hébergent 6 ménages depuis le 01 août 2007. Ces logements sont proposés aux réfugiés des CADA du Val d'Oise. Il est à noter qu'une famille non francophone a accédé à un logement en bail direct et obtenu un CDI.

3 logements relais ont été gérés par le CADA dont 3 ALT 6 ménages, entrés en 2007, ont bénéficié des logements-relais dont 6 ménages, soit 19 personnes au total (19 réfugiés soit 6 ménages dont 8 adultes et 11)  
1 ménage est sorti des logements relais en 2007 soit 4 personnes dont 2 adultes et 2 enfants

**Durée d'hébergement moyenne des ménages en logement-relais :** 10 mois

**Accueil en logement relais :** 6 ménages, dont 4 ménages issus de CADA France Terre d'Asile et 2 ménages issus d'autres structures

**1 ménage est sorti des logements relais en 2007**

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 ménage

**En bail direct :** oui

**Avec un CDI :** 1 personne

**Domaine :** restauration

**Avec une formation linguistique :** 2 personnes

**Avec ouverture de droits RMI :** oui

**L'insertion professionnelle des réfugiés**

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2007 :** 13 ménages

**Mise à l'emploi :** 6 personnes ont accédé à un emploi

**La répartition est la suivante :**

2 CDD de moins de 6 mois (restauration, caissière), 4 CDI (restauration, hôtellerie, bâtiment), 1 Intérim (logistique aéroport)

**Formations :** 2 personnes sont entrées en formations qualifiantes rémunérées : 1 conducteur poids lourd, 1 conducteur de ligne

Egalement, 1 ménage s'est installé à Limoges et 2 autres ménages sont en cours de départ.

Suite au partenariat entre le CADA et le magasin Carrefour, 1 ménage a obtenu un CDD sur un poste d'hôtesse de caisse avec un projet de mobilité en interne vers le Carrefour de Limoges.

Par ailleurs, un ménage non francophone est en CDI. Cuisinière dans un restaurant éthiopien, elle travaille dans un domaine qu'elle a choisi en référence à son expérience professionnelle passée. Un autre ménage non-francophone est également en CDI dans la restauration.

Un travail en amont a permis à deux résidentes, demandeuses d'asile, infirmières diplômées, de se présenter à l'épreuve théorique à la Ddass du Val d'Oise et à l'épreuve pratique dans une maison de retraite médicalisée pour obtenir l'autorisation d'exercer en tant qu'aide-soignante, et ce, en vue de préparer la sortie.

---

# **Bilan et rapport financier de l'exercice 2007**

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2007 AVANT AFFECTATION DU RESULTAT**

<b>ACTIF</b>	<b>2007</b>			<b>2006</b>
	Valeur brute	Amortissements & provisions	Valeur nette	Valeur nette
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Applications informatiques Siège	187 641,93	148 733,97	38 907,96	63 832,43
<b>Sous-Total</b>	<b>187 641,93</b>	<b>148 733,97</b>	<b>38 907,96</b>	<b>63 832,43</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Agencements Installations	1 977 606,57	1 263 457,76	714 148,81	948 219,52
Matériel de Transport	830 802,97	616 848,02	213 954,95	246 457,68
Mobilier Matériel de Bureau	2 361 725,14	1 839 480,88	522 244,26	518 193,59
Immobilisations corporelles en cours	48 612,16		48 612,16	0,00
<b>Sous-Total</b>	<b>5 218 746,84</b>	<b>3 719 786,66</b>	<b>1 498 960,18</b>	<b>1 712 870,79</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Dépôt Garantie versé Siège	30 032,45	0,00	30 032,45	63 730,85
Dépôt Garantie versé Cerf	18 617,70	0,00	18 617,70	18 617,70
Dépôt Garantie versé Domiciliation	14 782,45	0,00	14 782,45	14 523,92
Dépôt Garantie versé D.P.H.R.S.	78 512,62	0,00	78 512,62	74 467,85
Dépôt Garantie versé Centres	516 984,62	0,00	516 984,62	344 358,20
<b>Sous-Total</b>	<b>658 929,84</b>	<b>0,00</b>	<b>658 929,84</b>	<b>515 698,52</b>
<b>TOTAL I (note n°3.1)</b>	<b>6 065 318,61</b>	<b>3 868 520,63</b>	<b>2 196 797,98</b>	<b>2 292 401,74</b>
<b>COMPTES DE LIAISON</b>				
<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS</b>				
Stocks fin de période	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Sous-Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>				
DPM - FER	1 392 500,00	0,00	1 392 500,00	984 873,51
DDASS - CAF - REGION IDF	125 424,50	0,00	125 424,50	5 543 892,13
Débiteurs divers	927 707,76	11 985,55	915 722,21	686 080,60
Fournisseurs débiteurs	93 303,40	0,00	93 303,40	101 240,30
Formation Professionnelle	75 409,76	0,00	75 409,76	50 354,12
<b>Sous-Total (note n°3.2)</b>	<b>2 614 345,42</b>	<b>11 985,55</b>	<b>2 602 359,87</b>	<b>7 366 440,66</b>
<b>COMPTES FINANCIERS</b>				
Valeurs mobilières de placement (note n°3.3)	9 792 498,62	0,00	9 792 498,62	4 968 832,47
Disponibilités (note n°3.4)	1 043 054,85	0,00	1 043 054,85	191 953,04
<b>Sous-Total</b>	<b>10 835 553,47</b>	<b>0,00</b>	<b>10 835 553,47</b>	<b>5 160 785,51</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATIONS</b>				
Charges constatées d'avance (note n°3.5)	465 203,61	0,00	465 203,61	170 727,66
<b>Sous-Total</b>	<b>465 203,61</b>	<b>0,00</b>	<b>465 203,61</b>	<b>170 727,66</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>13 915 102,50</b>	<b>11 985,55</b>	<b>13 903 116,95</b>	<b>12 697 953,83</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF ( I + II + III)</b>	<b>19 980 421,11</b>	<b>3 880 506,18</b>	<b>16 099 914,93</b>	<b>14 990 355,57</b>

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2006 AVANT AFFECTATION DU RESULTAT**

<b>PASSIF</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Activités Générales (excédent antérieur)	81 307,32	34 621,79
Résultat exercice Activités Générales	64 837,56	46 685,53
Formation (excédent antérieur)	113 009,89	117 661,58
Résultat exercice Formation	54 181,10	-4 651,69
Application Asyl (excédent antérieur)	121 380,87	99 849,60
Résultat exercice Application Asyl	21 584,32	21 531,27
<b>Sous-Total</b>	<b>456 301,06</b>	<b>315 698,08</b>
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
Fonds de roulement siège	22 966,78	22 966,78
Réserve renouvellement Immobilisations Siège	6 097,96	6 097,96
Subventions d'investissement Créteil	129 872,56	168 350,46
Subventions d'investissement Senlis	28 241,73	28 241,73
Subventions d'investissement Autres	256 055,12	35 000,00
Réserves de Trésorerie	254 861,55	135 985,23
Réserves de compensation	1 123 776,91	782 076,03
<b>Sous-Total</b>	<b>1 821 872,61</b>	<b>1 178 718,19</b>
<b>Reports à nouveau sous contrôle de tiers financeurs</b>		
Centres FTDA	2 749 335,67	2 180 053,79
<b>Sous-Total</b>	<b>2 749 335,67</b>	<b>2 180 053,79</b>
<b>Résultats exercice des activités conventionnées</b>		
Siège - Activités Générales	218 680,07	286 925,31
Reloref	160 057,38	29 575,56
Observatoire	128,00	246,81
Domiciliation	-24 636,79	-167 046,92
HAI	7 044,26	12 475,15
CERF Paris	16 338,43	-199 799,42
DPHRS Paris	360 822,30	433 490,78
PARA	77 650,25	484 000,00
PRIM	-11 099,89	0,00
AIVE	-101,38	0,00
CERF Régions	76 012,65	54 422,96
Plates-formes	788 527,64	469 367,26
HUDA	264 464,34	118 781,78
Comité Pau	-2 380,03	-374,56
Centres FTDA	878 319,20	1 463 174,91
Retraitements effectués en Consolidation	70 769,08	603 976,21
<b>Sous-Total</b>	<b>2 880 595,51</b>	<b>3 589 215,83</b>
<b>Subventions d'investissement</b>		
Subventions Equipement	93 331,67	130 545,25
<b>Sous-Total</b>	<b>93 331,67</b>	<b>130 545,25</b>
<b>Provisions réglementées</b>		
Provisions pour renouvellement des immobilisations	230 015,98	0,00
<b>Sous-Total</b>	<b>230 015,98</b>	<b>0,00</b>
<b>Total I (note n°3.6)</b>	<b>8 231 452,50</b>	<b>7 394 231,14</b>
<b>COMPTES DE LIAISON</b>		
<b>Total II</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (note n° 3.7)</b>		
	1 653 139,16	978 314,99
<b>FONDS DEDIES (note n° 3.8)</b>		
	673 631,58	2 312 292,41
<b>Total III</b>	<b>2 326 770,74</b>	<b>3 290 607,40</b>
<b>DETTES (note n° 3.9)</b>		
Emprunts et dettes financières divers	24 785,25	19 888,08
Fournisseurs et comptes rattachés	1 843 379,10	1 563 510,99
Usagers et comptes rattachés	376 103,03	291 115,64
Frais de personnel et comptes rattachés	1 494 761,59	1 419 046,62
Charges fiscales & sociales à payer	1 107 250,05	677 864,35
Créditeurs divers	74 208,42	113 525,44
Charges à payer	1 520,00	1 520,00
<b>Sous-Total</b>	<b>4 922 007,44</b>	<b>4 086 471,13</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION (note n° 3.10)</b>		
Produits constatés d'avance	619 684,25	219 045,90
<b>Sous-Total</b>	<b>619 684,25</b>	<b>219 045,90</b>
<b>Total IV</b>	<b>5 541 691,69</b>	<b>4 305 517,03</b>
<b>TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)</b>	<b>16 099 914,93</b>	<b>14 990 355,57</b>

**COMPTE DE RESULTAT 2007**

<b>RECAPITULATION</b>		<b>2007</b>		<b>2006</b>
		<b>Détail</b>	<b>Groupé</b>	
<b>I - PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
<b>70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS</b>			<b>585 864,38</b>	<b>443 121,41</b>
70610-Prestations Formation		308 912,15		333 739,62
70611-Prestations Formation AIVE		13 500,00		2 700,00
70612-Prestations Formation Intra		63 770,47		
70613-Prestations Formation Inter FTDA		15 000,98		
70613-Prestations Formation Inter Autres		64 260,00		
70620-Prestations Autres		15 460,00		45 511,59
70683-Dons Cotisations Exceptionnels				54 294,58
70880-Ventes Publications FTDA		10 767,68		6 875,62
70881-Cotisations		94 193,10		
<b>73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION</b>			<b>24 647 989,70</b>	<b>20 915 086,95</b>
73160-Dotation Globale de Fonctionnement		24 647 989,70		20 915 086,95
<b>74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS</b>			<b>11 946 566,54</b>	<b>14 882 544,15</b>
74150-Avantages Nature				4 199,75
74700-Subventions				13 912 297,59
74701-Participation Frais Siège				17 815,46
74703-Participations Particuliers				
74720-Inscriptions stages				156 575,00
74730-Participations Loyers		312 853,37		493 857,27
74731-Participations Loyers ALT		130 696,46		100 831,93
74735-Participations Diverses		439 236,63		148 584,94
74741-Participations Animations		14 093,15		7 844,55
74742-Participations Scolarités		8 184,67		15 672,69
74744-Participations Laverie		6 320,32		5 293,39
74745-Participations Cantine		3 876,63		967,23
74750-Avantages Nature		26 054,91		18 604,35
74780-Subventions Autres		418 500,00		
74781-Subventions DDASS		7 458 915,88		
74782-Subventions CG		305 018,07		
74783-Subventions CAF		378 007,35		
74784-Subventions FER		2 122 702,97		
74785-Subventions FSE		322 106,13		
<b>75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>			<b>323 808,40</b>	<b>436 372,15</b>
75800-Remboursements SS		-11 051,20		28 268,67
75800-Différences de règlements		1 622,62		9 133,72
75810-Compléments Prévoyance		80 190,63		66 248,98
75850-Emplois Aïdés/Rembt Salaires		253 046,35		332 720,78
<b>78-REPRISE DE PROVISIONS</b>			<b>7 562,81</b>	<b>552 753,50</b>
78150-Reprise Amortissements et Provisions		7 562,81		552 753,50
<b>79-TRANSFERTS DE CHARGES</b>			<b>512 535,58</b>	<b>248 807,53</b>
79100-Transfert de charges		512 535,58		248 807,53
	<b>TOTAL I</b>		<b>38 024 327,41</b>	<b>37 478 685,69</b>
<b>II - CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
<b>60-ACHATS</b>			<b>1 049 551,98</b>	<b>987 478,56</b>
60225-Fournitures de Bureau				305,23
60611-Eau		101 108,91		78 374,60
60612-EDF GDF		208 961,23		245 985,37
60613-Chauffage(Fuel)		16 324,25		12 282,04
60622-Produits d'Entretien		20 961,20		21 405,84
606225-Fournitures Scolaires Educatives				30 841,97
60624-Fournitures de Bureau		242 071,90		190 734,61
60626-Matériel Hôtelier		294 140,68		247 816,39
60630-Alimentation		84 949,82		83 871,30
60660-Fournitures Médicales		10 951,24		10 906,04
60680-Petit Matériel		70 082,75		64 955,17
<b>61-SERVICES EXTERIEURS</b>			<b>13 816 819,29</b>	<b>11 583 552,03</b>
61100-Sous Traitance Hébergement / Restauration				4 465,80
61110-Sous Traitance Repas				5 626,43
61180-Hébergement Usagers		4 270 116,48		4 025 498,55
61180-Hébergement Cachan 1		580 219,24		
61220-Crédit Bail		416,16		45 153,18
61320-Locations Immobilières		7 902 518,07		6 507 093,20
61550-Entretien Réparation Matériel		222 512,41		197 510,66
61560-Contrats de maintenance		572 578,61		570 121,27
61610-Assurances Matériels				64 324,65
61611-Assurances R.C.				50 639,10
61620-Assurances Multirisques				37 962,60
61650-Assurances RC		93 756,42		
61660-Assurances Matériels		69 889,98		
61680-Assurances Multirisques		36 967,16		
61820-Documentations		47 754,00		40 006,34
61840-Cotisations		13 856,13		11 146,37
61850-Frais de Colloque, Séminaires, Conférences		6 234,63		24 003,88
<b>62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>			<b>2 739 121,61</b>	<b>1 769 497,67</b>
62100-Prestation Extérieure à l'Etablissement		9 231,82		20 294,44
62110-Personnel Intérimaire		34 079,96		39 727,34
62180-Autre Personnel Extérieur		87,31		
62210-Frais de recrutement		6 382,67		
62260-Honoraires		132 890,25		216 046,27
62261-Interprétariat		333 025,83		260 393,53
62264-Frais de Recrutement				539,00
62270-Formations Complémentaires				
62280-Prestations Médicales				28 033,20

**COMPTE DE RESULTAT 2007**

RECAPITULATION	2007		2006
	Détail	Groupé	
62281-Formations Complémentaires	3 569,19		
62282-Formations Complémentaires Equal			
62283-Prestations Médicales	32 622,17		
62284-Prestations Autres	22 180,32		
62285-Formation PAUF	94 484,14		3 453,36
62300-Publicité Relations Publiques	46 946,22		7 472,22
62370-Publications FTDA	227,24		46 303,61
62371-Impressions	111 539,58		594,27
62380-Dons Etreennes	5 590,77		229 395,66
62410-Déplacements Réfugiés	-45,60		17 596,76
62411-Frais Acheminement			
62420-Transports Usagers	265 361,32		83,20
62480-Transports Divers	2 998,58		5 847,80
62500-Frais de Transport			152 606,83
62510-Frais de Dplct Personnel	225 621,35		164,39
62511-Frais de Dplct Réfugiés			7 674,70
62512-Frais de Dplct Intervenant	14 701,81		1 591,09
62512-Déplacements Administrateurs	4 494,78		26 956,14
62550-Frais de Déménagement	7 012,83		16 842,80
62570-Frais de Réceptions	14 870,05		78 732,72
62600-Frais de Timbres			243 339,37
62610-Frais de Téléphone			-1 092,69
62611-Frais de Timbres	78 013,44		25 130,74
62620-Frais Internet			
62621-Frais de Téléphone	233 131,12		
62622-Frais Internet	32 744,74		7 970,60
62700-Services Bancaires	6 342,91		8 722,34
62815-Prestations de Blanchissage	4 616,58		38 395,26
62820-Cantines Scolaires, Prestations Alimentaires	416 871,65		210 522,70
62830-Nettoyage des Locaux	188 465,67		76 160,02
62880-Gardiennage	99 031,38		
62880-ADOMA (Cachan)	269 732,91		
62880-ADEF (Cachan)	42 298,62		
<b>63-IMPOTS ET ASSIMILES</b>		<b>1 403 537,56</b>	<b>1 260 591,81</b>
63110-Taxe sur Salaires	797 621,08		731 670,24
63119-Taxe Salaires Régul salaires	-0,01		-282,35
63310-Versement Transport	138 372,46		135 066,90
63330-Formation Professionnelle	239 328,29		219 627,96
63340-Effort Construction	42 714,48		39 594,82
63512-Taxes Foncières	120 024,59		
63513-Taxe Habitation	920,00		
63513-Taxe Ordure Ménagère	13 689,31		
63513-Taxe sur les Bureaux	19 957,56		
63580-Autres Impôts	30 909,80		134 914,24
<b>64-FRAIS DE PERSONNEL</b>		<b>14 178 169,80</b>	<b>13 562 725,22</b>
64110-Rémunération Personnel Permanent	9 636 678,55		8 982 553,72
64119-Sal. Brut Régul Salaires			0,01
64280-Rémunération Personnel Médical	29 155,50		28 812,64
64510-Urssaf	2 474 778,70		2 309 324,82
64511-Urssaf AT Bénévoles	640,00		
64512-Mutuelle Vauban	58 788,00		
64513-CGIC	46 334,80		45 153,17
64514-ASSEDIC	400 924,39		382 829,99
64518-CPM	831 097,94		772 685,26
64519-Charges Sociales Régul Salaires	0,01		
64520-Mutuelle Vauban			55 163,72
64590-Charges Sociales Régul Salaires			-0,01
64600-Comité Entreprise			94 923,65
64750-Médecine du Travail	37 332,02		37 377,95
64760-Tickets Restaurant	377 371,20		355 613,96
64761-Frais sur Tickets Restaurant	28 008,37		34 874,85
64780-Frais Transport C.O.	65 505,48		51 693,67
64784-Œuvres Sociales Comité Entreprise	105 232,02		
64810-Frs Transport Pers. Perm.			4 663,99
64850-Indemnités Licenciement	37 933,55		
64880-Autres Charges Diverses	40 603,27		28 681,29
64881-Provisions pour Personnel	-71 047,56		242 860,00
64882-Frais Volontaires			23 427,52
64883-Congés Payés	78 833,56		104 574,22
64900-Régularisations			7 510,80
<b>65-VIE SOCIALE</b>		<b>4 155 638,90</b>	<b>3 372 157,21</b>
65560-Frais de Gestion			
65710-Subventions vie sociale			
65800-Charges Diverses			1 469,34
65800-Différence de règlement	17,95		847,32
65810-Frais de Culte et d'inhumation	5 401,89		
65820-Pécule Tickets Service	3 846 546,40		
65860-Frais Administratifs			23 256,47
65861-Frais Vestiaire			22 925,42
65862-Frais Classe			42 836,89
65863-Frais Vie du Centre			164 648,04
65880-Pécule Tickets Service			3 116 173,73
65881-Frais Administratifs	27 659,70		
65882-Frais Vestiaire	26 559,66		
65883-Frais Classe, Fournitures Scolaires	45 431,78		
65884-Animation Vie du Centre	204 021,52		

**COMPTES ANNUELS 2007**

	2007		2006
	Détail	Groupé	
<b>68-DOTATIONS</b>		<b>1 694 609,91</b>	<b>934 371,51</b>
68110-Dotations aux Amortissements	914 054,61		834 852,44
68150-Dotations aux Provisions	780 555,30		99 519,07
<b>TOTAL II</b>		<b>39 037 449,05</b>	<b>33 470 374,01</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>-1 013 121,64</b>	<b>4 008 311,68</b>
<b>III - PRODUITS FINANCIERS</b>			
<b>76-PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>190 341,15</b>	<b>57 729,31</b>
76200-Produits Financiers	5 425,69		15 202,92
76210-CM Gestion	184 915,46		42 526,38
76880-Produits d'Arrondis de Conversion			0,01
<b>TOTAL III</b>		<b>190 341,15</b>	<b>57 729,31</b>
<b>IV - CHARGES FINANCIERES</b>			
<b>66-FRAIS FINANCIERS</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66150-Intérêts Bancaires			
66800-Autres Charges Financières			
<b>TOTAL IV</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>190 341,15</b>	<b>57 729,31</b>
<b>RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)</b>		<b>-822 780,49</b>	<b>4 066 040,99</b>
<b>V - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
<b>77-PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>3 362 414,16</b>	<b>2 762 545,72</b>
77100-Produits Exceptionnels	142 994,04		95 388,97
77520-Cession d'Eléments d'Actif	2 100,00		3 929,36
77700-Quote Part Subventions/Résultat	31 179,58		1 441,62
77880-Excédent Affecté Gestion	3 186 140,54		2 661 785,77
<b>TOTAL V</b>		<b>3 362 414,16</b>	<b>2 762 545,72</b>
<b>VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>67-CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>1 157 096,01</b>	<b>1 149 515,07</b>
67100-Charges Exceptionnelles	181 896,55		31 998,25
67104-Indemnités Bénévoles			4 281,21
67520-V.N.C. Immobilisations	35 688,38		42 732,83
67800-Reprise Déficit	939 511,08		1 070 502,78
<b>TOTAL VI</b>		<b>1 157 096,01</b>	<b>1 149 515,07</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>2 205 318,15</b>	<b>1 613 030,65</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>41 577 082,72</b>	<b>40 298 960,72</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>40 194 545,06</b>	<b>34 619 889,08</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		<b>1 382 537,66</b>	<b>5 679 071,64</b>
<b>78-REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES</b>		2 312 292,41	286 001,71
<b>68-ENGAGEMENTS A REALISER</b>		673 631,58	2 312 292,41
<b>RESULTAT ( Excédent ou Déficit )</b>		<b>3 021 198,49</b>	<b>3 652 780,94</b>

# ANNEXES AU BILAN

## EXERCICE CLOS LE 31/12/2007

### 1. PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

- 1.1 HYPOTHESES DE BASE
- 1.2 REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS
- 1.3 METHODE DES COUTS HISTORIQUES
- 1.4 IMMOBILISATIONS
- 1.5 CREANCES D'EXPLOITATION
- 1.6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT
- 1.7 FONDS ASSOCIATIFS
- 1.8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
- 1.9 FONDS DEDIES

### 2. COMPARAISON DU RESULTAT ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

#### 3. NOTES SUR LE BILAN

- 3.1 TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS
- 3.2 CREANCES D'EXPLOITATION
- 3.3 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT
- 3.4 DISPONIBILITES
- 3.5 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE
- 3.6 FONDS ASSOCIATIFS, REPORTS A NOUVEAU ET RESULTATS EXERCICE
- 3.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
- 3.8 FONDS DEDIES

- 3.9 DETTES
- 3.10 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

#### 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 4.1 ANALYSE DES PRINCIPALES SUBVENTIONS ET DOTATIONS
- 4.2 ANALYSE DES FRAIS DE GESTION
- 4.3 RESULTAT EXCEPTIONNEL

#### 5. AUTRES INFORMATIONS

- 5.1 PRODUITS A RECEVOIR
- 5.2 EFFECTIF AU 31 DECEMBRE
- 5.3 CREDIT BAIL
- 5.4 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN
- 5.5 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
- 5.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
- 5.7 ENGAGEMENT DIF
- 5.8 INFORMATION RELATIVE A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

#### 6. DETAILS DES RESULTATS

- 6.1 TABLEAU DE PASSAGE
- 6.2 COMPTES ADMINISTRATIFS
- 6.3 ACTIVITES CONVENTIONNEES
- 6.4 PROJETS EUROPEENS

## 1. PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

### 1.1 Hypothèses de base

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

**Continuité de l'exploitation**, à l'exception des provisions constituées pour faire face aux licenciements sur les activités conventionnées dont les financements ne sont pas assurés.

**Permanence des méthodes comptables** d'un exercice à l'autre.

**Indépendance des exercices.**

Les charges liées à l'éventualité d'une dénonciation de conventions de fonctionnement des CADA avec les autorités de tutelle ne sont pas intégrées et représentent des sommes importantes en fonction des dispositions conventionnelles prévues pour le personnel.

### 1.2 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable des Associations et Fondations spécifiées par le Règlement n° 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.)

L'exercice a une durée de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre 2007.

Une dérogation a cependant été apportée pour la recherche de l'image fidèle, les excédents et déficits antérieurs repris par les tiers financeurs sont portés en pied du compte de résultat, afin de neutraliser l'impact sur l'activité des financements qui les intègrent.

Les activités conventionnées de l'association font l'objet de comptes administratifs et comptes rendus financiers établis suivant des règles diverses, principalement le décret 1010 du 22 octobre 2003. Si les options comptables retenues pour la production des comptes administratifs divergent de façon significative avec celles acceptables par le Plan Comptable Général et le règlement 99.01 du CRC, la comptabilité met en place un tableau de passage

des comptes administratifs vers les comptes de l'association. Ces retraitements de consolidation sont présentés dans le point 6.1.

### 1.3 Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux en euros courants.

### 1.4 Immobilisations

#### Immobilisations Incorporelles et Corporelles

Elles sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties selon le mode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement linéaires utilisées sont les suivantes :

- 2 ans logiciels informatiques
- 4 ans agencements, aménagements, installations
- 5 ans mobilier matériel de bureau
- 2 ans matériel informatique
- 4 ans matériel de transport neuf et 2 ans pour le matériel d'occasion.

#### Immobilisations Financières

Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

### 1.5 Créances d'exploitation

Conformément aux dispositions du plan comptable, les produits des dotations globales de fonctionnement et des subventions sont comptabilisés dès lors qu'ils sont accordés.

### 1.6 Valeurs mobilières de placement

Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition sauf en cas de moins value latente à la clôture auquel cas une provision est comptabilisée.

Les cessions sont évaluées selon la méthode du "FIFO".

### 1.7 Fonds associatifs

Ces postes sont constitués par affectation du résultat par décision de France Terre d'Asile concernant les fonds associatifs sans droits de reprise et en application de la réglementation en ce qui concerne les fonds associatifs sous contrôle des tutelles.

Par ailleurs, un immeuble est en cours de legs en faveur de France Terre d'Asile. Le legs a été autorisé par le préfet au 1<sup>er</sup> mars 2007, permettant à l'association d'en prendre possession (sans que le bien ne soit transmis) et de procéder à sa revente.

Aucun traitement comptable n'a été effectué.

### 1.8 Provisions pour risques et charges

Elles sont créées pour couvrir les risques identifiés résultant de litiges, amendes, pénalités et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables.

### 1.9 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des fonds reçus ou à recevoir concernant l'exercice et non encore utilisés ou engagés durant cet exercice.

## 2. COMPARAISON DU RESULTAT ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Les comptes présentés de l'exercice 2007 sont positifs de 3 021 198,49 € contre 3 652 780,94 € pour l'exercice précédent.

### Evénement le plus significatif ayant un impact sur les comptes :

Contrairement à l'exercice précédent les comptes enregistrent les co-financements du Fonds Européen pour les Réfugiés portant sur des activités fixées par l'État français.

Les conventions 2006 ont été signées pendant l'année 2007, le processus administratif ayant été anormalement long. Aussi les produits comprennent pour 725 K€ de subventions FER relatives à 2006.

Il est à noter que les subventions 2005, 2006 et 2007 FER n'ont toujours pas été réglées à la clôture du bilan pour un montant de 1 392 500 €.

### Présentation des principales évolutions entre 2006 et 2007 soit - 633 K€ :

#### Variation des résultats :

Baisse des résultats C.A.D.A. (1)	-634 K€
Département Intégration (2)	-226 K€
S.A.M.I.E. (3)	284 K€
SASADOM (4)	137 K€
H.U.D.A (5)	126 K€
Retraitements de consolidation (6)	-533 K€
Fonds propres	77 K€
Siège	-68 K€
PLATES-FORMES régions	35 K€
Cerfs régions	22 K€
A.L.T.	-27K€
Urgences	20 K€
Autres activités	154 K€
<b>Total des impacts principaux</b>	<b>-633 K€</b>

1. Le résultat des C.A.D.A est en nette diminution de -634 K€. En dépit d'une activité soutenue, il y a une hausse effective du nombre de journées réalisées de 17 % avec une progression du nombre de demandeurs d'asile isolés de l'ordre de +15 %. L'accueil de ce public, plus lourd en termes de prise en charge, explique une partie de cette diminution.

2. Le Département Intégration génère une variation de ses résultats de -226 K€ due à la subvention de l'activité PARA enregistrée en 2006 et consommée en 2007.

3. Le résultat du S.A.M.I.E génère une variation de + 284 K€ correspondant :

- à la reprise du non financement de l'exercice 2006 pour 162 K€

- à une facturation plus importante de + 122 K€ que prévue du nombre de jeunes pris en charges par le Conseil Général du Calvados.

4. Le Service Assistance Social et Administrative présente une variation de +137 K€ en raison de la comptabilisation sur l'exercice 2007 de la subvention FER 2006 de 190 K€.

5. L'HUDA constate une variation de 126 K€ notamment sur l'HUDA de Créteil qui génère un excédent de 147 K€ pour lequel

il n'a pas été constaté de fonds dédiés contrairement aux années précédentes.

6. Les comptes comprennent la constitution d'écritures de consolidation pour un résultat de 70 769 € qui permet le passage des comptes administratifs aux comptes de l'association.

Sur 2006 ces écritures étaient plus importantes (605 K€). En 2007, elles se trouvent limitées du fait de la constitution de provisions pour renouvellement des immobilisations désormais admises comptablement à hauteur de 230 K€ et des provisions pour licenciement Siège 264 K€ constituées dans les comptes administratifs sur 2007.

### 3. NOTES SUR LE BILAN

#### 3.1 TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

<b>BRUT</b>	<b>31/12/2006</b>	<b>ACQUISITIONS</b>	<b>CESSIONS</b>	<b>31/12/2007</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>				
Logiciels informatiques	178 148,77	9 493,16	0,00	187 641,93
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>				
Agencements, installations	1 702 998,08	277 865,20	3 256,71	1 977 606,57
Matériel de transport	773 167,19	158 169,78	100 534,00	830 802,97
Mobilier Matériel de bureau	2 227 642,72	248 164,59	114 082,17	2 361 725,14
Immobilisation en cours	0,00	48 612,16	0,00	48 612,16
	<b>4 703 807,99</b>	<b>732 811,73</b>	<b>217 872,88</b>	<b>5 218 746,84</b>
<b><u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u></b>	515 698,52	183 186,94	39 955,62	658 929,84
<b><u>TOTAL BRUT</u></b>	<b>5 397 655,28</b>	<b>925 491,83</b>	<b>257 828,50</b>	<b>6 065 318,61</b>
<b><u>AMORTISSEMENTS</u></b>				
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>				
Logiciels informatiques	114 316,34	34 417,63	0,00	148 733,97
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>				
Agencements, installations	754 778,56	511 010,91	2 331,71	1 263 457,76
Matériel de transport	526 709,51	138 207,23	48 068,72	616 848,02
Mobilier Matériel de bureau	1 709 449,13	230 418,84	100 387,09	1 839 480,88
	<b>2 990 937,20</b>	<b>879 636,98</b>	<b>150 787,52</b>	<b>3 719 786,66</b>
<b><u>TOTAL AMORTISSEMENTS</u></b>	<b>3 105 253,54</b>	<b>914 054,61</b>	<b>150 787,52</b>	<b>3 868 520,63</b>

### 3.2 CREANCES D'EXPLOITATION

Subventions		ECHEANCE
FER	1 392 500,00	moins d'un an
DDASS	85 000,00	moins d'un an
DRTEFP	298 106,14	moins d'un an
ANAH	43 243,00	moins d'un an
Conseils généraux (05, 14, 27, 49, 75, 76, 93, 94)	396 023,57	moins d'un an
CAF	40 424,50	moins d'un an
Clients Formation	5 208,39	moins d'un an
ANPE	33 557,81	moins d'un an
Autres	308 296,46	moins d'un an
	<b>2 602 359,87</b>	

### 3.3 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

	VALEUR AU 31/12/2007	ECHEANCE
<b>CREDIT COOPERATIF</b>		
Epargne Solidaire 2	57 193,00	moins d'un an
<b>CREDIT MUTUEL</b>		
Obligations	50 000,00	moins d'un an
Epargne jour	9 662 508,12	moins d'un an
Parts Sociales	97,50	moins d'un an
Tonics plus	22 700,00	moins d'un an
	<b>9 792 498,62</b>	

Il n'y a pas de plus value latente sur les VMP au 31.12.2007.

### 3.4 DISPONIBILITÉS

	MONTANT
HSBC Comité de Pau	404,58
CREDIT MUTUEL Siège et Centres Compte Miroir	735 950,68
CREDIT COOPERATIF Siège	121 802,06
CCP Siège et Centres	93 962,77
CREDIT AGRICOLE Hauts-de-Seine	31 162,50
CAISSE Siège et Centres	59 772,26
	<b>1 043 054,85</b>

### 3.5 CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	MONTANT
Loyers	262 555,17
AMS	122 246,08
Redevances, entretiens du matériel	5 471,08
Edf, France-télécom	3 345,84
MAIF (assurances véhicules de service)	58 353,17
AXA Ass.R.C.	4 004,33
Documentations	3 017,14
Divers	6 210,80
	<b>465 203,61</b>

### 3.6 FONDS ASSOCIATIFS, REPORTS A NOUVEAU ET RESULTATS

<b>A - FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE</b>					
	RESULTAT < 2005	RESULTAT 2005	RESULTAT 2006	RESULTAT 2007	FIN D'EXERCICE
Fonds Propres	40 792,81	-6 171,02	46 685,53	64 837,56	146 144,88
Formation	134 005,03	-16 343,45	-4 651,69	54 181,10	167 190,99
Informatique	95 321,61	4 527,99	21 531,27	21 584,32	142 965,19
	<b>270 119,45</b>	<b>-17 986,48</b>	<b>63 565,11</b>	<b>140 602,98</b>	<b>456 301,06</b>

<b>B - FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE</b>					
	DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE	
Fonds de roulement Siège	22 966,78	0,00	0,00	22 966,78	
Réserves immobilisations Siège	6 097,96	0,00	0,00	6 097,96	
Réserves immobilisations Créteil	168 350,46	95 650,74	38 516,66	225 484,54	
Réserves immobilisations Senlis	28 241,73	0,00	0,00	28 241,73	
Réserves immobilisations Auch	15 000,00	15 000,00	0,00	30 000,00	
Réserves immobilisations Manche	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	
Réserves immobilisations Caomida	0,00	80 413,70	0,00	80 413,70	
Réserves immobilisations Evreux	0,00	30 029,44	0,00	30 029,44	
Réserves de trésorerie	135 985,23	118 876,32	0,00	254 861,55	
Réserves de compensation	782 076,03	352 947,88	11 247,00	1 123 776,91	
	<b>1 178 718,19</b>	<b>692 918,08</b>	<b>49 763,66</b>	<b>1 821 872,61</b>	

<b>C - REPORTS A NOUVEAU ET RÉSULTATS EXERCICE DES ACTIVITÉS CONVENTIONNÉES</b>					
	REPORT A NOUVEAU			RÉSULTATS EXERCICE	
	DÉBUT D'EXERCICE	AFFECTATIONS D'EXERCICE	FIN D'EXERCICE		
Siège	286 925,31	-286 925,31	0,00	218 680,07	
Reloref	29 575,56	-29 575,56	0,00	160 057,38	
Observatoire	246,81	-246,81	0,00	128,00	
H.A.I.	12 475,15	-12 475,15	0,00	7 044,26	
PARA	484 000,00	-484 000,00	0,00	77 650,25	
DPHRS Paris	433 490,78	-433 490,78	0,00	360 822,30	
CERF Paris	-199 799,42	199 799,42	0,00	16 338,43	
CERF Régions	58 067,52	-58 067,52	0,00	76 012,65	
Plates-formes Régions	469 367,26	-469 367,26	0,00	788 527,64	
HUDA Régions	118 781,78	-118 781,78	0,00	264 464,34	
Domiciliation	-167 046,92	167 046,92	0,00	-24 636,79	
Comité Pau	-374,56	374,56	0,00	-2 380,03	
Centres FTDA	1 429 839,82	-452 832,57	977 007,25	875 399,34	
ALT	29 690,53	-29 690,53	0,00	2 919,86	
PRIM, AIVE	0,00	0,00	0,00	-11 201,27	
Consolidation	603 976,21	1 168 352,21	1 772 328,42	70 769,08	
	<b>3 589 215,83</b>	<b>-839 880,16</b>	<b>2 749 335,67</b>	<b>2 880 595,51</b>	

Les retraitements de consolidation ne sont pas contrôlés par les tiers financeurs.

<b>D - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS</b>					
	DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE	
Créteil C.A.D.A subvention A.D.E.M.E.	4 883,10	0,00	0,00	4 883,10	
Stains C.A.D.A subvention A.D.E.M.E.	1 875,00	0,00	0,00	1 875,00	
Créteil C.A.D.A subvention A.N.A.H.	73 559,00	0,00	892,00	72 667,00	
Stains C.A.D.A subvention A.N.A.H.	47 205,00	0,00	5 192,00	42 013,00	
Boissy subvention A.N.A.H.	8 632,00	50,00	0,00	8 682,00	
	<b>136 154,10</b>	<b>50,00</b>	<b>6 084,00</b>	<b>130 120,10</b>	

<b>E - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS (DOTATIONS ET REPRISES)</b>					
	DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE	
Créteil C.A.D.A subvention A.D.E.M.E.	3 883,85	0,00	991,62	4 875,47	
Stains C.A.D.A subvention A.D.E.M.E.	1 725,00	0,00	75,00	1 800,00	
Créteil C.A.D.A subvention A.N.A.H.	0,00	0,00	14 617,22	14 617,22	
Stains C.A.D.A subvention A.N.A.H.	0,00	0,00	13 654,32	13 654,32	
Boissy subvention A.N.A.H.	0,00	0,00	1 841,42	1 841,42	
	<b>5 608,85</b>	<b>0,00</b>	<b>31 179,58</b>	<b>36 788,43</b>	
<b>Total</b>	<b>130 545,25</b>	<b>50,00</b>	<b>-25 095,58</b>	<b>93 331,67</b>	

Les subventions d'investissements concernent des subventions reçues pour des travaux de rénovation des établissements. Elles sont reprises dans le compte de résultat pour le montant de la dotation aux amortissements de l'exercice.

F - PROVISIONS REGLEMENTEES		DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN D'EXERCICE
	Créteil C.A.D.A	0,00	54 094,69	0,00	54 094,69
	Créteil C.P.H.	0,00	94 172,29	0,00	94 172,29
	Senlis C.A.D.A	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	Stains C.A.D.A	0,00	66 749,00	0,00	66 749,00
	<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>230 015,98</b>	<b>0,00</b>	<b>230 015,98</b>

La provision réglementée pour renouvellement des immobilisations peut être constituée lorsqu'un établissement ou service social ou médico-social perçoit de l'autorité de tarification une allocation anticipée (sous forme de dotations budgétaires supplémentaires versées en amont du programme d'investissement), destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

### 3.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES MOUVEMENTS	FIN EXERCICE
CADA/CPH	925 178,89	661 307,97	371 198,89	- 124 054,08	1 091 233,89
PLATES-FORMES D'ACCUEIL	366 356,94	638 911,13	337 802,48	0,00	667 465,59
HUDA	82 248,73	29 998,43	82 248,73	0,00	29 998,43
CERF REGIONS	5 286,14	15 178,52	5 097,09	0,00	15 367,57
DEPARTEMENT INTEGRATION	187 398,87	261 421,62	187 398,87	0,00	261 421,62
SASA DOM	349 246,18	337 233,43	301 252,47	0,00	385 227,14
FONDS PROPRES	84 898,69	75 259,12	79 898,69	0,00	80 259,12
CONSOLIDATION	-1 304 000,00	-1 842 000,00	-1 568 000,00	0,00	-1 578 000,00
SIEGE	114 935,92	468 364,59	46 315,21	0,00	536 985,30
RELOREF	123 974,70	101 445,29	93 974,70	0,00	131 445,29
OBSERVATOIRE	33 052,19	16 977,88	33 052,19	0,00	16 977,88
AUTRES (Logistique Cachan)	9 737,73	14 757,33	9 737,73	0,00	14 757,33
	<b>978 314,98</b>	<b>778 855,31</b>	<b>-20 022,95</b>	<b>-124 054,08</b>	<b>1 653 139,16</b>

Les provisions pour le personnel représentent des indemnités de licenciement et de départ à la retraite pour couvrir la probabilité de non renouvellement des subventions au titre des activités conventionnées.

Au final les provisions sont constituées par :

- les indemnités de départ à la retraite	270 K€
- les licenciements	839 K€
- Risques F.E.R.	392 K€
- Risques frais de siège	91 K€
- Autres risques	61 K€
	<b>1 653 K€</b>

Les indemnités de départ à la retraite sont calculées en tenant compte d'hypothèses d'évolution des salaires, de rendement financier, d'espérance de vie et de taux de rotation du personnel.

Les reprises de provisions correspondent essentiellement à des utilisations effectives.

Les autres mouvements concernent principalement les affectations de résultats en dotations aux provisions et une reprise de réserve d'investissement.

### 3.8 FONDS DÉDIÉS

		DÉBUT D'EXERCICE	DOTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Intégration	Mesures ASI	17 628,76	0,00	17 628,76	0,00
Angers	Cerf ASLL	0,00	8 170,00	0,00	8 170,00
	Huda	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
Urgence Cachan		1 510 149,31	392 702,77	1 510 149,31	392 702,77
Créteil HUDA		551 303,74	0,00	551 303,74	0,00
Hauts de Seine	Paoda	0,00	19 699,50	0,00	19 699,50
Mayenne	Logements Relais	25 247,16	16 602,43	25 247,16	16 602,43
Evreux	Logements Relais	72 837,48	71 031,20	72 837,48	71 031,20
	Cerf ASI	2 195,28	609,56	2 195,28	609,56
Rouen	Logements Relais	87 299,62	89 894,67	87 299,62	89 894,67
	Mesures ASI	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00
Melun	Logements Relais	41 631,06	29 921,45	41 631,06	29 921,45
		<b>2 312 292,41</b>	<b>673 631,58</b>	<b>2 312 292,41</b>	<b>673 631,58</b>

Les fonds dédiés sont des fonds reçus ou à recevoir concernant l'exercice et non encore utilisés ou engagés durant cet exercice du fait de la signature des conventions en fin d'année. Ces ressources sont isolées au passif du bilan en compte 194 via le compte 6894 du compte de résultat "Provisions pour engagements à réaliser sur ressources affectées".

Les fonds dédiés constitués l'année précédente ont été repris au compte de résultat en "Report des ressources non utilisées".

### 3.9 DETTES

	2006	2007	ECHEANCES
Cautions reçues des usagers	19 888,08	24 785,25	moins d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	1 563 510,99	1 843 379,10	moins d'un an
Usagers et comptes rattachés	291 115,64	376 103,03	moins d'un an
Frais de personnel et comptes rattachés	1 419 046,62	1 494 761,59	moins d'un an
Charges fiscales et sociales	677 864,35	1 107 250,05	moins d'un an
Créditeurs divers	113 525,44	74 208,42	moins d'un an
Charges à payer	1 520,00	1 520,00	moins d'un an
	<b>4 086 471,12</b>	<b>4 922 007,44</b>	

### 3.10 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	2006	2007	ECHEANCES
Subvention PARA sur 2008	0,00	484 000,00	moins d'un an
Prestations département formation sur 2008	0,00	37 500,00	moins d'un an
Participation loyer centre	0,00	180,27	moins d'un an
EQUAL Action 2	78 316,11	0,00	moins d'un an
Natexis Indemnités déménagement	112 462,59	71 567,10	moins d'un an
DDASS 93 Plan Hiver Stains	28 267,20	26 436,88	moins d'un an
	<b>219 045,90</b>	<b>619 684,25</b>	

La subvention de l'Action Pole d'Automatisation des Réfugiés de l'Asile (PARA) reçue en 2007 sera utilisée sur l'exercice 2008.

L'indemnité d'éviction de notre siège rue Ganneron reçue de Natexis a été de 170 000 €, déduction faite des honoraires d'agence et des frais de déménagement. Elle vient atténuer le surcoût des nouveaux locaux étant reprise en résultat sur la durée du nouveau bail.

## 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 4.1 ANALYSE DES PRINCIPALES SUBVENTIONS ET DOTATIONS

	2006	2007
Siège	1 569 435,36	1 903 961,21
Observatoire	182 000,00	200 000,00
Reloref	626 267,81	553 958,88
SASA	2 059 328,57	2 359 823,30
Intégration	3 160 030,69	2 268 723,61
Plates-formes	2 599 780,83	3 579 875,41
Projets Européens	53 945,20	77 092,60
CERF Régions	214 499,68	266 133,58
Urgence	2 000 119,00	1 020 750,00
HUDA	2 259 083,62	1 262 196,00
Centres FTDA	20 915 086,95	23 599 474,40
ALT	757 242,19	427 045,83
	<b>36 396 819,90</b>	<b>37 519 034,82</b>

### 4.2 ANALYSE DES FRAIS DE GESTION

	2006	2007
Reloref	24 148,64	23 959,98
Observatoire	10 007,70	9 433,06
Intégration	120 718,54	158 381,14
Hébergement Adultes Isolés	53 200,00	74 521,20
Hébergement d'Urgence	114 214,06	241 068,94
Plates-formes régions	102 209,72	141 569,88
Domiciliation	29 964,05	28 997,24
Mineurs	25 432,67	43 288,33
Formation	10 000,00	10 535,50
Centres FTDA	1 061 210,44	1 156 929,42
Cerf Régions	10 172,98	13 785,10
Projets Européens	8 156,58	1 491,44
	<b>1 569 435,38</b>	<b>1 903 961,23</b>

Ces frais de gestion, imputés par le siège sur les centres et autres activités, sont diminués dans la colonne total du compte de résultat Regroupement des Activités FTDA. (tableau 6.1)

#### 4.3 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il intègre principalement la reprise des déficits pour un montant de 940 K€ et la reprise des excédents antérieurs pour 3 186 K€.

### 5. AUTRES INFORMATIONS

#### 5.1 PRODUITS À RECEVOIR

Les produits à recevoir sur créances d'exploitation se détaillent comme suit :

Prestations ANPE	33 557,81
Clients Formation	5 208,39
Participations Conseils généraux	396 023,57
ANAH	43 243,00
DRTEFP	298 106,14
Autres : usagers	43 279,96
Participations Boissy	96 303,34
	<b>915 722,21</b>

#### 5.2 EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE (COMPREND LES PERSONNES SORTIES DANS LE MOIS)

	2006	2007
Cadres	66	69
Non Cadres	381	398
<b>Totaux</b>	<b>447</b>	<b>467</b>
Femmes	296	325
Hommes	151	142
<b>Totaux</b>	<b>447</b>	<b>467</b>

#### 5.3 CRÉDIT BAIL

Non significatif

#### 5.4 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan sont liés à la durée de certains baux.

#### 5.5 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires ne sont pas significatives comptablement.

#### 5.6 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

L'année 2008 devrait voir la réalisation du legs de l'hôtel en faveur de France Terre d'Asile.

Les recettes liées à la maintenance du logiciel Asylweb disparaîtront courant 2008, le Système dn@ étant obligatoire dans tous les C.A.D.A.

#### 5.7 ENGAGEMENT DIF

L'Association France Terre d'Asile cumule un droit au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) à l'égard de ses salariés. Il s'établit à 74 heures au 1er janvier 2008 pour tout salarié présent dans l'association depuis mai 2004.

#### 5.8 INFORMATION RELATIVE A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Conformément à l'article 261-7 1° d du Code général des impôts portant sur les conditions de rémunération des dirigeants d'association, FTDA n'a versé aucune rémunération à son Président, pour la période du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007. En 2007, le montant brut des rémunérations des trois premiers salaires des cadres dirigeants (salaires, primes et avantages en nature inclus), tel que défini à l'article 20 de la loi n° 2006-586 est de 161 732,28 €.

## 6. DÉTAILS DES RÉSULTATS

### 6.1 TABLEAU DE PASSAGE EXERCICE 2007

RECAPITULATION	ACTIVITÉS CONVENTIONNÉES	ACTIVITÉS NON CONVENTIONNÉES	PROJETS EUROPÉENS	CONSOLIDATION	SOUS TOTAL	FACTURATIONS INTERNES	TOTAL	EXERCICE PRÉCÉDENT
<b>PRODUITS</b>								
70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS	346 463,14	495 200,13	77 641,11	0,00	919 304,38	-333 440,00	585 864,38	443 121,41
73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	24 647 989,70	0,00	0,00	0,00	24 647 989,70	0,00	24 647 989,70	20 915 086,95
74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS	13 763 303,27	10 131,88	77 092,60	0,00	13 850 527,75	-1 903 961,21	11 946 566,54	14 882 544,15
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	324 100,77	1,00	-293,37	0,00	323 808,40	0,00	323 808,40	436 372,15
76-PRODUITS FINANCIERS	190 341,15	0,00	0,00	0,00	190 341,15	0,00	190 341,15	57 729,31
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 388 956,21	6 688,87	0,00	-33 230,92	3 362 414,16	0,00	3 362 414,16	2 762 545,72
78-REPRISE DE PROVISIONS	3 791 656,53	96 198,69	0,00	-1 568 000,00	2 319 855,22	0,00	2 319 855,22	838 755,21
79-TRANSFERTS DE CHARGES	548 378,38	19 941,79	0,00	0,00	568 320,17	-55 784,59	512 535,58	248 807,53
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>47 001 189,15</b>	<b>628 162,36</b>	<b>154 440,34</b>	<b>-1 601 230,92</b>	<b>46 182 560,93</b>	<b>-2 293 185,80</b>	<b>43 889 375,13</b>	<b>40 584 962,43</b>
<b>CHARGES</b>								
60-ACHATS	1 036 270,64	11 859,93	1 421,41	0,00	1 049 551,98	0,00	1 049 551,98	987 478,56
61-SERVICES EXTERIEURS	13 766 313,68	94 157,54	6 348,07	0,00	13 866 819,29	-50 000,00	13 816 819,29	11 583 552,03
62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS	2 838 450,89	99 132,88	84 977,84	0,00	3 022 561,61	-283 440,00	2 739 121,61	1 769 497,67
63-IMPOTS ET ASSIMILES	1 384 245,99	15 617,69	3 673,88	0,00	1 403 537,56	0,00	1 403 537,56	1 260 591,81
64-FRAIS DE PERSONNEL	13 983 589,46	138 052,82	56 527,52	0,00	14 178 169,80	0,00	14 178 169,80	13 562 725,22
65-VIE SOCIALE	6 103 357,58	10 535,50	1 491,62	0,00	6 115 384,70	-1 959 745,80	4 155 638,90	3 372 157,21
66-FRAIS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 132 332,46	24 763,55	0,00	0,00	1 157 096,01	0,00	1 157 096,01	1 149 515,07
68-DOTATIONS	3 946 802,02	93 439,47	0,00	-1 672 000,00	2 368 241,49	0,00	2 368 241,49	3 246 663,92
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>44 191 362,72</b>	<b>487 559,38</b>	<b>154 440,34</b>	<b>-1 672 000,00</b>	<b>43 161 362,44</b>	<b>-2 293 185,80</b>	<b>40 868 176,64</b>	<b>36 932 181,49</b>
<b>RESULTAT AU 31 DECEMBRE</b>	<b>2 809 826,43</b>	<b>140 602,98</b>	<b>0,00</b>	<b>70 769,08</b>	<b>3 021 198,49</b>	<b>0,00</b>	<b>3 021 198,49</b>	<b>3 652 780,94</b>

Les facturations internes sont éliminées pour la présentation consolidée. Ce retraitement n'a pas d'incidence sur le résultat net. Les écritures de consolidation avec incidences de résultats se décomposent de la façon suivante :

Frais de Gestion imputés aux Centres pour	-1 904 K€
Publications	-39 K€
Informatique	-50 K€
Prestations de Formation fournies aux Centres FTDA pour	-244 K€
Autres	-56 K€
	<b>-2 293 K€</b>

#### Les écritures de consolidation se décomposent de la façon suivante :

Annulation provision travaux 2007	497 K€
Annulation provision pour licenciement constituée sur le siège	264 K€
Retraitement des amortissements	-170 K€
Annulation des provisions pour préavis 2006	-596 K€
Annulation des provisions pour préavis 2007	538 K€
Annulation des provisions pour travaux non éligibles	-972 K€
Annulation des provisions pour déficits futurs	543 K€
Ajustement résultats Angers 2005 CERF	-33 K€
	<b>71 K€</b>

## 6.2 ACTIVITÉS CONVENTIONNÉES EXERCICE 2007

RÉCAPITULATION	ALT	ASL	CERF RÉGIONS	COMITÉ DE PAU	DGF	HUDA	INTÉGRATION	OBSERVATOIRE
<b>PRODUITS</b>								
70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS	0,00	0,00	24 378,86	0,00	629,00	0,00	308 312,18	0,00
73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0,00	0,00	0,00	0,00	23 599 474,40	0,00	0,00	0,00
74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS	568 858,41	30 000,00	266 133,58	0,00	607 045,06	1 266 983,08	2 425 255,30	200 000,00
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2,32	0,00	0,29	0,00	82 485,58	18 779,05	22 226,78	60,56
76-PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	998,81	0,00	0,00	0,00
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS	29 709,09	3 644,56	64 279,91	0,00	778 613,46	92 337,76	917 490,78	3 109,49
78-REPRISE DE PROVISIONS	0,00	0,00	11 292,37	0,00	243 893,65	772 143,47	205 027,63	33 052,19
79-TRANSFERTS DE CHARGES	276 726,02	0,00	0,00	0,00	133 551,03	0,00	3 582,89	0,00
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>875 295,84</b>	<b>33 644,56</b>	<b>366 085,01</b>	<b>0,00</b>	<b>25 446 690,99</b>	<b>2 150 243,36</b>	<b>3 881 895,56</b>	<b>236 222,24</b>
<b>CHARGES</b>								
60-ACHATS	50 122,91	0,00	4 201,65	131,56	776 319,13	26 617,46	42 870,28	5 908,91
61-SERVICES EXTERIEURS	802 164,03	0,00	50 499,96	390,00	6 247 440,27	1 364 945,31	1 458 933,59	11 616,58
62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS	6 047,43	0,00	6 699,13	1 483,91	1 643 561,60	32 377,31	89 983,24	50 578,40
63-IMPOTS ET ASSIMILES	643,80	0,00	12 604,59	0,00	847 553,48	21 616,40	100 489,86	12 243,12
64-FRAIS DE PERSONNEL	1 903,84	0,00	162 060,21	0,00	8 821 220,47	255 983,76	1 012 191,37	124 065,33
65-VIE SOCIALE	1 951,61	1 586,86	12 198,25	0,00	4 904 663,80	129 552,36	185 780,38	9 433,06
66-FRAIS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 542,36	0,00	14 700,95	374,56	280 037,81	0,00	202 278,23	0,00
68-DOTATIONS	0,00	0,00	27 107,62	0,00	1 130 335,47	75 751,74	297 976,22	22 248,84
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>872 375,98</b>	<b>1 586,86</b>	<b>290 072,36</b>	<b>2 380,03</b>	<b>24 651 132,03</b>	<b>1 906 844,34</b>	<b>3 390 503,17</b>	<b>236 094,24</b>
<b>RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>2 919,86</b>	<b>32 057,70</b>	<b>76 012,65</b>	<b>-2 380,03</b>	<b>795 558,96</b>	<b>243 399,02</b>	<b>491 392,39</b>	<b>128,00</b>

RÉCAPITULATION	PLATES-FORMES	RELOREF	RELAIS	SASA	SIÈGE	URGENCE	TOTAL	EXERCICE PRÉCÉDENT
<b>PRODUITS</b>								
70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	13 143,10	0,00	346 463,14	285 191,02
73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	1 048 515,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 647 989,70	20 915 086,95
74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS	2 548 422,16	553 958,88	407,79	2 359 823,30	1 904 670,88	1 031 744,83	13 763 303,27	16 233 212,90
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	120 959,35	-1 633,52	0,00	25 155,41	56 064,95	0,00	324 100,77	431 689,00
76-PRODUITS FINANCIERS	0,43	0,00	0,00	0,00	189 341,91	0,00	190 341,15	57 729,31
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 050 416,15	34 074,06	25 150,02	12 475,15	376 361,78	1 294,00	3 388 956,21	2 717 326,52
78-REPRISE DE PROVISIONS	337 802,48	93 974,70	227 015,32	301 252,47	46 315,21	1 519 887,04	3 791 656,53	1 483 495,95
79-TRANSFERTS DE CHARGES	20 840,00	0,00	0,00	0,00	113 678,44	0,00	548 378,38	408 266,14
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>5 126 955,87</b>	<b>680 374,12</b>	<b>252 573,13</b>	<b>2 698 706,33</b>	<b>2 699 576,27</b>	<b>2 552 925,87</b>	<b>47 001 189,15</b>	<b>42 531 997,79</b>
<b>CHARGES</b>								
60-ACHATS	60 253,36	10 867,74	0,00	17 706,77	32 096,75	9 174,12	1 036 270,64	1 041 503,74
61-SERVICES EXTERIEURS	901 636,85	31 141,59	45 123,38	1 219 028,70	182 822,39	1 450 571,03	13 766 313,68	11 619 836,20
62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS	262 377,34	35 145,58	0,00	118 772,50	265 123,10	326 301,35	2 838 450,89	1 908 136,43
63-IMPOTS ET ASSIMILES	124 911,14	27 398,11	0,00	61 056,44	132 150,80	43 578,25	1 384 245,99	1 233 702,69
64-FRAIS DE PERSONNEL	1 319 631,64	279 272,27	0,00	636 689,72	1 225 556,16	145 014,69	13 983 589,46	13 051 156,97
65-VIE SOCIALE	580 464,62	23 959,98	0,00	106 334,66	-1,51	147 433,51	6 103 357,58	5 008 582,49
66-FRAIS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	371 304,57	0,00	0,00	167 046,92	87 047,06	0,00	1 132 332,46	1 133 600,61
68-DOTATIONS	717 848,71	112 531,47	207 449,75	389 663,15	556 101,45	409 787,60	3 946 802,02	4 550 239,04
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>4 338 428,23</b>	<b>520 316,74</b>	<b>252 573,13</b>	<b>2 716 298,86</b>	<b>2 480 896,20</b>	<b>2 531 860,55</b>	<b>44 191 362,72</b>	<b>39 546 758,17</b>
<b>RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>788 527,64</b>	<b>160 057,38</b>	<b>0,00</b>	<b>-17 592,53</b>	<b>218 680,07</b>	<b>21 065,32</b>	<b>2 809 826,43</b>	<b>2 985 239,62</b>

### 6.3 ACTIVITÉS NON CONVENTIONNÉES EXERCICE 2007

RÉCAPITULATION	FONDS PROPRES	FORMATION	INFORMATIQUE	TOTAL	EXERCICE PRÉCÉDENT
<b>PRODUITS</b>					
70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS	130 149,68	299 521,45	65 529,00	495 200,13	354 797,28
73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS	529,48	9 602,40	0,00	10 131,88	164 821,41
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	1,00	1,00	4 063,06
76-PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	6 544,38	144,49	6 688,87	11 988,28
78-REPRISE DE PROVISIONS	0,00	81 092,99	15 105,70	96 198,69	56 145,26
79-TRANSFERTS DE CHARGES	0,00	19 941,79	0,00	19 941,79	54 991,90
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>130 679,16</b>	<b>416 703,01</b>	<b>80 780,19</b>	<b>628 162,36</b>	<b>646 807,19</b>
<b>CHARGES</b>					
60-ACHATS	285,84	11 574,09	0,00	11 859,93	18 074,86
61-SERVICES EXTERIEURS	13 100,91	44 796,64	36 259,99	94 157,54	78 860,71
62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS	52 400,60	45 832,28	900,00	99 132,88	87 950,72
63-IMPOTS ET ASSIMILES	0,00	14 052,92	1 564,77	15 617,69	22 699,97
64-FRAIS DE PERSONNEL	0,00	122 504,68	15 548,14	138 052,82	239 063,40
65-VIE SOCIALE	0,00	10 535,50	0,00	10 535,50	10 253,08
66-FRAIS FINANCIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	19 840,58	4 922,97	24 763,55	15 914,46
68-DOTATIONS	54,25	93 385,22	0,00	93 439,47	110 424,88
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>65 841,60</b>	<b>362 521,91</b>	<b>59 195,87</b>	<b>487 559,38</b>	<b>583 242,08</b>
<b>RESULTAT AU 31 DECEMBRE</b>	<b>64 837,56</b>	<b>54 181,10</b>	<b>21 584,32</b>	<b>140 602,98</b>	<b>63 565,11</b>

### 6.4 - PROJETS EUROPEENS - EXERCICE 2007

RÉCAPITULATION	EGAL 2	EXERCICE PRÉCÉDENT
<b>PRODUITS</b>		
70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS	77 641,11	53 955,45
73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0,00	0,00
74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS	77 092,60	53 945,20
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-293,37	620,09
76-PRODUITS FINANCIERS	0,00	0,00
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00
78-REPRISE DE PROVISIONS	0,00	0,00
79-TRANSFERTS DE CHARGES	0,00	0,00
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>154 440,34</b>	<b>108 520,74</b>
<b>CHARGES</b>		
60-ACHATS	1 421,41	1 210,35
61-SERVICES EXTERIEURS	6 348,07	4 708,25
62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS	84 977,84	18 119,85
63-IMPOTS ET ASSIMILES	3 673,88	4 189,15
64-FRAIS DE PERSONNEL	56 527,52	72 136,14
65-VIE SOCIALE	1 491,62	8 157,00
66-FRAIS FINANCIERS	0,00	0,00
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00
68-DOTATIONS	0,00	0,00
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>154 440,34</b>	<b>108 520,74</b>
<b>RESULTAT AU 31 DECEMBRE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## LEXIQUE

### PRODUITS

70-DOTATION GLOBALE/VENTES/PRESTATIONS/ADHESIONS/DONS :	les abonnements, les prestations de formation, les cotisations, les publications de FTDA
73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION :	les dotations globales de financement.
74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS :	les subventions, les participations des familles.
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	les remboursements de sécurité sociale et prévoyance et les participations concernant les emplois aidés.
75-PRODUITS FINANCIERS :	les produits financiers des placements bancaires.
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS :	les produits exceptionnels, les produits de cessions, les excédents affectés à la gestion.
78-REPRISE DE PROVISIONS :	les reprises d'amortissements et provisions.
79-CESSIONS INTERNES :	les transferts de charges

### CHARGES

60-ACHATS :	les produits pharmaceutiques, les produits d'entretien, les fournitures de bureau, l'EDF-GDF, l'eau, le matériel hôtelier.
61-SOUS-TRAITANCE, SERV. EXTERIEURS :	la sous-traitance hébergement des demandeurs d'asile, les loyers, l'entretien et les réparations, les contrats de maintenance, les assurances.
62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS :	les honoraires, l'interprétariat, les publications, la documentation, les impressions, le déplacement du personnel, les frais de timbres et de téléphone, la cantine scolaire, le nettoyage des locaux.
63-IMPOTS ET ASSIMILES :	Taxe sur les salaires, versement transport, formation professionnelle, effort construction et autres taxes.
64-FRAIS DE PERSONNEL :	Rémunération du personnel et charges sociales.
65-VIE SOCIALE :	les frais de gestion, les frais de vie sociale du centre, pécule ticket service.
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES :	les charges exceptionnelles, la valeur nette comptable des immobilisations.
68-DOTATIONS :	les dotations aux amortissements et aux provisions, les engagements à réaliser.

# GLOSSAIRE

<b>AAH</b>	Allocation aux adultes handicapés	<b>DELF</b>	Diplôme étude en langue française
<b>ADEFI</b>	Association départementale en faveur des immigrés	<b>DIRE</b>	Dispositif information et de ressources pour les étrangers
<b>AFPA</b>	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes	<b>DNA</b>	Dispositif national d'accueil
<b>ANAEM</b>	Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations	<b>DPHRS</b>	Dispositif provisoire d'hébergement des réfugiés statutaires
<b>ANPE</b>	Agence nationale pour l'emploi	<b>DRASS</b>	Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
<b>API</b>	Allocation parent isolé (pour les familles monoparentales)	<b>DRASSIF</b>	Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France
<b>APL</b>	Allocation personnalisée au logement	<b>FACIL</b>	Formation d'accès à la citoyenneté et à l'intégration par la langue
<b>APP</b>	Ateliers pédagogiques personnalisés	<b>FAPIL</b>	Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement
<b>APS</b>	Autorisation provisoire de séjour	<b>FASILD</b>	Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations
<b>ARA</b>	Allocation de retour à l'activité	<b>FER</b>	Fonds européen pour les réfugiés
<b>ASG</b>	Allocation sociale globale	<b>FJT</b>	Foyer jeunes travailleurs
<b>ASI</b>	Appui social individualisé	<b>FLE</b>	Français langue étrangère
<b>ATA</b>	Allocation temporaire d'attente	<b>FNAIM</b>	Fédération nationale de l'immobilier
<b>AUDA</b>	Accueil d'urgence pour demandeurs d'asile	<b>FNARS</b>	Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale
<b>CADA</b>	Centre d'accueil pour demandeurs d'asile	<b>FTM</b>	Foyer pour les travailleurs migrants
<b>CAF</b>	Caisse d'allocations familiales	<b>GEIQ</b>	Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
<b>CAI</b>	Contrat accueil et intégration	<b>HAI</b>	Hébergement pour adultes isolés
<b>CASNAV</b>	Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage	<b>HALDE</b>	Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité
<b>CCAS</b>	Centre communal d'action sociale	<b>HUDA</b>	Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile
<b>CDD</b>	Contrat à durée déterminée	<b>OFPRA</b>	Office français de protection des réfugiés et des apatrides
<b>CDI</b>	Contrat à durée indéterminée	<b>OIRS</b>	Observatoire de l'intégration des réfugiés statutaires
<b>CERF</b>	Conseil emploi réfugiés formation	<b>PARA</b>	Programme d'autonomisation des régularisés de l'asile
<b>CESEDA</b>	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	<b>PDALPD</b>	Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées
<b>CHRS</b>	Centre d'hébergement et de réadaptation sociale	<b>PGAA</b>	Programme global d'animation et d'autonomisation
<b>CIDFF</b>	Centre d'information du droit des femmes et des familles	<b>PLIE</b>	Plan local pour l'insertion et l'emploi
<b>CLA</b>	Commission locale d'admission	<b>PMI</b>	Protection maternelle et infantile
<b>CLAP</b>	Comité de liaison des acteurs de promotion	<b>PRAPS</b>	Programme régional d'accès à la prévention et aux soins
<b>CMU</b>	Couverture médicale universelle	<b>PRIM</b>	Plate-forme francilienne de promotion de l'insertion par la mobilité géographique
<b>CNA</b>	Commission nationale d'admission	<b>RELOREF</b>	Rechercher un logement pour les réfugiés
<b>CNAF</b>	Caisse nationale d'allocations familiales	<b>RMI</b>	Revenu minimum d'insertion
<b>CNDA</b>	Commission nationale du droit d'asile	<b>UNPI</b>	Union nationale de la propriété immobilière
<b>CODES</b>	Comité départemental d'éducation pour la santé		
<b>CPAM</b>	Caisse primaire d'assurance maladie		
<b>CPH</b>	Centre provisoire d'hébergement		
<b>CRA</b>	Commission régionale d'admission		
<b>CROSMS</b>	Comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale		
<b>CRR</b>	Commission de recours des réfugiés		
<b>DALF</b>	Diplôme approfondi de langue française		
<b>DDASS</b>	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales		

# QUASIMODO

Le magazine audio  
de France Terre d'Asile

Réalisé par la  
Maison des Journalistes  
et à découvrir au  
[www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org)

Magazine hebdomadaire  
d'informations sur l'asile  
et l'immigration, chaque lundi  
à partir du 18 juin 2007

Extraits  
de  
Notre-Dame  
de Paris,  
de Victor Hugo

Au moment où les hommes de justice  
mettent la main sur la Esméralda,  
Quasimodo saute dans la place,  
repousse les archers,  
saisit la Esméralda dans ses bras  
et se jette dans l'église avec elle.

**QUASIMODO : Asile ! Asile ! Asile !**

**LE PEUPLE : Asile ! Asile ! Asile !**

**LE PRETRE : Elle n'est pas sauvée,  
elle est Egyptienne.  
Notre-Dame ne peut sauver  
qu'une chrétienne ...**

La suite à redécouvrir dans le livre  
ou dans la réalité



France  
Terre  
d'Asile

Pour s'abonner, adhérer  
ou s'informer :

01 53 04 39 99

[www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org)

# ADHÉSION - ABONNEMENT

## Bulletin d'abonnement Bulletin d'adhésion 2008

Organisme : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Téléphone/ Fax : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

**Je deviens adhérent** de France Terre d'Asile et je verse :

- 50 € membre actif
- 15 € membre actif (tarif chômeurs/étudiants)
- 150 € membre bienfaiteur et personnes morales

**Je deviens adhérent et je m'abonne** aux cahiers du social et je verse :

- 65 € Abonnement et adhésion à l'association
- 20 € Abonnement et adhésion (tarif chômeurs/étudiants)

**Je m'abonne** aux publications de France Terre d'Asile et je verse :

- 50 € Abonnement
- 15 € Abonnement (tarif chômeurs/étudiants)
- Je soutiens** l'action de France Terre d'Asile et je fais un don de ..... €

**Je règle la somme totale de ..... €**

- Par chèque postal ou bancaire à l'ordre de France Terre d'Asile
- Par virement sur le compte FTDA : La Poste – 30041 00001 1069564A02021

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Merci de nous retourner ce bulletin complété, accompagné de votre règlement à :

FRANCE TERRE D'ASILE - SECRETARIAT GENERAL  
24, RUE MARC SEGUIN-75018 PARIS





---

impression :  
stedi (Paris)

conception graphique :  
[marctouitou@wanadoo.fr](mailto:marctouitou@wanadoo.fr)